

QUATRIÈME INTERNATIONALE

N° 3

NOUVELLE SÉRIE

15 JUILLET 1972

5 F



revue éditée par le comité exécutif international de la IV^e Internationale

DOSSIER YOUGOSLAVIE

- Bilan
et perspectives
de la nouvelle
radicalisation
aux U.S.A. (s.w.p.)
- Espagne :
Déclaration de la
Ligue communiste
révolutionnaire.
- Amérique latine,
Brésil : déclaration
politique du
POC/Combate
Bolivie : vive
le combat du
peuple le 21 août !

indochine:

**une
offensive
qui ébranle
le monde**



NOS PUBLICATIONS

Documents rouges

1. Contradictions capitalistes et crises monétaires	0,50 F
2. Après les présidentielles, les contradictions du capitalisme français et leurs solutions bourgeoises	1,00 F
3. Lutte armée et lutte de classe en Amérique latine	1,00 F
4. Le capitalisme français, maillon le plus faible de la chaîne impérialiste	0,50 F
5. Les marxistes révolutionnaires dans l'enseignement	(épuisé)
6. Où va le P.C.F. ?	3 F
7. Le syndicat est l'arme de tous les travailleurs (Hernot)	2,00 F
8. Pour l'unité de la classe ouvrière : augmentations égales pour tous	2,00 F
Une revendication juste, de classe : augmentations égales pour tous	0,50 F
9. Dix documents sur la guerre civile au Pakistan	2,00 F
10. La crise du dollar	2,00 F
11. Les leçons d'août 71 (Bolivie)	2,00 F
12. Espagne, SEAT, Barcelone 71, piquets d'autodéfense et détachements de combat ouvrier	1,50 F
Spécial - Healy et Lambert reconstruisent la IV ^e Internationale	1,00 F

Série - Marx ou crève -

1. Marxisme et petite-bourgeoisie	(épuisé)
2. Trotsky marxiste	2,00 F
3. « Lutte ouvrière » et la révolution mondiale	2,00 F
4. « Lutte ouvrière » ou la « tendance prolétarienne »	3,00 F
5. Qu'est-ce que l'A.J.S. ?	4,00 F

Hors collection

Pour lire « La révolte de la Mer Noire » : André Marty révolutionnaire	2,00 F
--	--------

Documents spéciaux

Libération immédiate des soldats emprisonnés (les 3 de Vernon)	0,50 F
Projet de programme pour le Congrès de la Ligue communiste	1,00 F
Une nouvelle stratégie de la bourgeoisie après de Gaulle	0,50 F
Mouvement ouvrier, stalinisme et bureaucratie (H. Weber)	1,00 F
La conception policière de l'histoire et ses dangers (spécial police)	1,00 F
Les chants de la Commune	1,00 F
Recueil de chants N° 2	3,00 F
Le testament de Lénine (publication du PCI)	0,50 F
Bulletin rouge de discussion (nov. 69). Le contrôle ouvrier	2,00 F

Collection Taupe rouge

1. Les cheminots contre la rentabilisation de la S.N.C.F.	2,00 F
2. La santé, malade du capital	2,00 F
3. Pour une C.F.D.T. « de lutte de classes »	1,00 F
4. Renault, mai 71	2,00 F
5. La grève du métro	2,00 F
6. Chômage, licenciements. Pourquoi ? Qui est frappé ? Comment lutter ?	2,00 F
Spécial - Etincelle rouge, élèves infirmières, prisonnières de la vocation	1,00 F
Spécial - Un attentat contre la santé de tous	0,50 F

Hors-série

Les statuts de la IV ^e Internationale	1,00 F
--	--------

Nouvelle collection - Qu'est-ce que ? -

1. Qu'est-ce que le chômage ?	1,00 F
-------------------------------------	--------

Livres Rouges

Renaissance du bolchévisme en U.R.S.S. (mémoires d'un bolchévik-léniniste)	16,50 F
E. Mandel : Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion	18,10 F
J. Moneta : La politique coloniale du P.C.F. (1921-1965)	18,10 F
Jederman : La « bolchévisation du P.C.F. » (1923-28)	8,70 F
L. Maitan : Le parti, l'armée et les masses dans la révolution culturelle chinoise	18,10 F
Tarik Ali : Pakistan, pouvoir populaire ou dictature militaire ?	18,10 F
Trotsky-Preobrazhensky-Rakovsky : De la bureaucratie	14,80 F

Cahiers rouges

1. Eléments de théorie économique marxiste	2,00 F
2. La médecine confisquée	(épuisé)
3. De la bureaucratie	2,00 F
4. Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais (Kuron-Modzelewsky)	3,00 F
5. L'intervention en Tchécoslovaquie. Pourquoi ?	2,00 F

QUATRIÈME INTERNATIONALE

nouvelle série numéro 3
ancienne série numéro 54



revue éditée
par le comité exécutif international
de la IVème internationale

sommaire

Directeur de la publication :

Pierre FRANK

Rédacteur en chef :

Jean-Pierre BEAUVAIS

Secrétariat de rédaction :

J-P BEAUVAIS

Emile NOIRAUT

J-F DUMAS

Pierre FRANK

P.SCHMIDT

Comité de rédaction

Gérard VERJAT

Camille PAULET

Denise AVENAS

Henri WEBER

J-L FOMPEYRE

Maquette

J.PESQUET

I'HELGOUACH

Indochine : l'enjeu d'une nouvelle victoire	p 2
Bilan et perspectives de la nouvelle radicalisation aux Etats-Unis	p 12
Bolivie : deux extraits de « Combate », organe du POR sur les combats du 21 août	p 18
Brésil : déclaration politique du POC (Combate)	p 22
Revue de presse de l'Internationale	p 27
Dossier Yougoslavie	p 29
La SFIO, le Parti Socialiste et le réformisme	p 37
Interview avec Georg Jungclas	p 42
Livres : Dans le passé du mouvement ouvrier français	p 46
Espagne : Résolution de la Ligue Communiste Révolutionnaire	p 50
Congo : un coup à l'indonésienne	p 56
Illich : l'école en procès	p 61

Pour toute correspondance

J.P. Beauvais

10 impasse Guéménée

Paris 4ème

CCP ROUGE 25 04388 Paris



INDOCHINE

l'enjeu d'une nouvelle victoire

28 mars 1972 :

Reprenant une déclaration du GRP, le ministère des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Vietnam adresse un avertissement solennel au gouvernement américain. Si les Etats-Unis continuent de saboter la Conférence de Paris et se détournent d'une solution négociée du conflit, ils ne manqueront pas d'essuyer de nouvelles défaites cuisantes. Cette déclaration ne sera pas relevée dans la presse du lendemain. Depuis janvier 72 les Etats-Unis ont une position dure, ultimative à Paris, il n'est pas étonnant que les Vietnamiens s'en irritent.

30 mars 1972 :

Les nouvelles de l'offensive des Forces Armées Populaires de Libération du Vietnam commencent d'arriver. L'offensive annoncée depuis des mois par Saïgon et le Pentagone déferle, sa force surprend les troupes de Thieu et les experts militaires américains.

Le Vietnam en lutte, le Vietnam de la Révolution, celui du GRP au Sud et de la RDV au Nord, étonne une fois de plus le monde entier.

Comment un peuple en lutte depuis plus de 30 ans trouve-t-il encore l'énergie de telles offensives ? Comment la terre la plus bombardée du monde peut-elle encore déployer tant d'énergie ?

Le précédent du Têt 68

Une génération révolutionnaire a été marquée du sceau de l'offensive du Têt 1968. Depuis des années le peuple des maquis du Sud Vietnam résistait à l'agres-

sion US. Le 29 janvier 1968, ce peuple montait à l'assaut des positions américaines et saïgonnaises, attaquant une soixantaine de villes, bourgades, bases militaires. Dans la nuit du 30, les points névralgiques de Saïgon étaient harcelés. Les 4, 5, 6, 7 et 8^o arrondissements de Saïgon étaient libérés, des unités d'auto-défense et des comités d'autogestion populaires y étaient constitués. Le 31 janvier Hué était investie. Pour reprendre la ville, pendant 15 jours entièrement contrôlée par le FNL, les troupes américaines n'allaient pas hésiter à la raser. L'offensive du Têt avait duré un peu plus de 3 semaines. On a depuis épilogué sur les buts et les succès de l'offensive. Le FNL se proposait-il de prendre les villes et de les tenir ? Pensait-il faire à Saïgon ce qu'il fit à Hué ? Le fait que plusieurs arrondissements de Saïgon libérés se soient constitués en zones de pouvoir populaire accrédite cette idée. Mais tout Saïgon ne versa pas dans la Révolution : y-a-t-il eu surestimation des possibilités de soulèvement massif de la population dans les villes ? Personne n'ignore les propos éculés de la propagande impérialiste : « Lors du Têt 68 les Sud Vietnamiens ont prouvé qu'ils ne voulaient pas du communisme, les villes n'ont pas bougé ». Autrement dit, ceux qui ne combattent pas dans les rangs du FNL sont des anti-communistes notoires. C'est la thèse de la « majorité silencieuse » : on se cherche des partisans comme on peut. Un seul fait suffit à réfuter de telles sornettes : pendant des semaines le FNL a achevé hommes et matériel dans Saïgon-même en vue de l'offensive sans que la nouvelle ne parvienne aux oreilles des policiers de Thieu et des conseillers US. La « couverture » urbaine du FNL était effective, mais pour que le soulèvement total des villes soit possible, encore fallait-il que le démembrement du corps expéditionnaire américain apparaisse crédible. Or, face aux 500.000 GI's, au formidable système des bases américaines, le FNL n'avait pas 100.000 combattants à aligner. Certes les soulèvements de population lui permettaient de gonfler ses effectifs, mais afin d'équilibrer numériquement la balance des rapports de force, il aurait fallu en 15 jours de combat susciter 9 combattants nouveaux pour un guerillero au départ de l'offensive.

Le FNL avait en face de lui 1.250.000 hommes (GI's plus troupes de Thieu) dotés d'une puissance de feu 30 à 40 fois supérieure à celle du FNL. L'Etat-Major US disposait de plus de 4500 avions et hélicoptères, de 3000 pièces d'artillerie, de plus de 3500 blindés. La victoire du FNL n'était pas de tailler en pièces une telle armada, la victoire du FNL au Têt 68 fut de contraindre cette armada à la défensive, de l'enfermer dans ses bases de départ. Ce but fut atteint, l'effet de surprise jouant, près de 1500 avions et hélicoptères furent détruits. Plus de 50.000 ennemis, déclarent les bilans du FNL dont 10.000 GI's furent mis

hors de combat. Il n'y a pas de raison de contester ces chiffres.

Sur 1.250.000 hommes la perte de 50.000 n'est pas une catastrophe ; d'autant plus qu'il ne s'agissait pas là forcément des meilleurs combattants. Sur ce point, beaucoup plus significative fut la victoire de la route No 9, lors de l'invasion (entre le 8 février et le 22 mars 1971) du Bas Laos par les divisions d'élite de Thieu massivement appuyées par l'artillerie, par les hélicoptères, les bombardiers et les chasseurs américains. 23.000 fantoches furent mis hors de combat, 730 avions et hélicoptères abattus, 1400 véhicules militaires détruits. « Une des plus grandes batailles de la guerre d'Indochine depuis 1945 » disent les camarades vietnamiens. Ainsi en février 71, l'orgueil de la « vietnamisation », l'élite de l'armée de Thieu connaissait une épreuve décisive. En février 68 il n'était pas question de vietnamisation et le FNL cherchait à rabattre l'assurance des chefs militaires US non de la clique fantoche. Et le FNL parvint à son but. Le Têt 68 entraîna un tournant dans la politique américaine, tournant irréversible, mais tournant sur lequel beaucoup de personnes se sont trompées, ou plutôt ont été trompées. Ce n'était pas un tournant vers la paix, vers la désescalade. Johnson quittait la scène.

Mais son successeur n'était en rien le liquidateur d'une faillite. Avec Nixon l'impérialisme américain n'a jamais renoncé à préserver ses positions dans le Sud-Est Asiatique. L'escalade à laquelle s'est livré en Mai 72 Nixon (bombardements massifs des villes de la RDV, des digues, minage des ports) escalade devant laquelle Johnson avait reculé n'est pas surprenante : elle est l'aboutissement logique de l'effort de guerre américain sous Nixon.

Une différence cependant, de taille : l'escalade sous Johnson avait pour but de briser la RDV et le FNL. L'escalade sous Nixon a pour but de gagner du temps, chercher une formule de compromis, préserver des positions au lieu de les améliorer. L'escalade sous Nixon, plus grave que sous Johnson est cependant marquée du sceau de la défensive. C'est un point fondamental.

Le Têt 68 était la réponse du FNL à la politique de « guerre locale » pratiquée par les Etats-Unis entre 1965 et 1968. L'idée d'une « opération victoire finale » fut en partie fabriquée par l'impérialisme US pour masquer ses propres revers. Mais il n'y a pas de miracle dans de tels affrontements. Et c'eût été croire aux miracles que penser que les forces du FNL en février 68 pouvaient rejeter à la mer les troupes US. On ne répètera jamais assez combien la confrontation FNL-armée US est favorable à la seconde quant à la puissance de feu. Cette remarque est toujours vraie aujourd'hui alors que le FNL dispose d'armes ultra-modernes, de chars soviétiques (et de l'appui de quelques-unes des meilleures divisions de la RDV). Si moderne et si abondant soit ce matériel, les forces armées populaires sont surpassées en puissance de

feu par l'activité aéronavale des USA. La flotte que concentrent les USA aujourd'hui au large des côtes du Vietnam est la plus formidable armada jamais réunie depuis la 2ème guerre mondiale. Un 7ème porte-avions américain est en voie d'achèvement vers ce front. Plus de 60 navires de guerre, plus de 80.000 hommes quasiment invulnérables. Le FNL n'a aucune arme de rétorsion contre les B52 ou les croiseurs US, et les armes de la RDV (vedettes lance-torpilles, batteries côtières) ne font pas le poids face à l'armada US. Si les forces populaires disposent de fusées Sol-Air, Sol-sol, et de quelques SA 7 (lance fusées individuel à l'infra rouge), elles ne disposent pas de fusées sol-mer. Face aux avions dernier cri de la technique US, la RDV aligne des MIG 17 (20 ans d'âge) ou des MIG 21 que la chasse US n'a pas de mal à surclasser. Les USA disposent d'un atout aérien maître : les forces populaires n'ont pas le moyen de le faire tomber : leur effort maximum est de le neutraliser au mieux. Cet atout dans les mains des USA (étant concédé par la politique de l'URSS) est un élément décisif : il rend illusoire, absurde, l'idée d'une victoire militaire totale des forces révolutionnaires en Indochine, dans les circonstances actuelles. Mais tel n'est pas le but de l'offensive en cours. Le but de cette offensive, pour magistraux que soient les succès militaires des forces révolutionnaires n'est pas tant militaire que politique. Il s'agit d'administrer la démonstration de la faillite de la vietnamisation.

Lors du Têt 68 il s'agissait de faire la démonstration de la vitalité des forces révolutionnaires au lendemain des grandes opérations américaines « chercher et détruire » des saisons sèches 65-66 et 66-67. Les opérations caractéristiques de cette période dite de guerre locale engageaient des dizaines de milliers de GI's. Elles avaient pour but de rendre invivables les zones libérées (4/5 du Sud Vietnam début 1965), d'en chasser la population par ratissages, massacres, déportation et ainsi de détruire les bastions de la résistance populaire en isolant les forces régulières du FNL en les encerclant et en les exterminant. Ainsi l'opération « Junction City » (saison sèche 66-67) qui avait pour but de nettoyer la région de Tay Ninh (80 km au nord-ouest de Saïgon) mobilisait 45.000 GI's, plusieurs centaines d'avions et 800 blindés. A titre comparatif Saïgon estime entre 400 et 600 les chars engagés par les forces armées révolutionnaires dans leur offensive en cours. Outre ces troupes US, Junction City mobilisait 175.000 soldats de Thieu, assistés de 40.000 agents dits d'« action civique », c'est-à-dire de cadres de la pacification, chargés de mettre en place une administration pro-saïgonnaise sur la ruine du « pouvoir d'auto-gestion populaire » (selon la formulation des camarades vietnamiens). Cette opération échoua ainsi que toutes celles entreprises au cours de cette saison 66-67 : au terme de cette période 1800 avions et hélicoptères avaient été détruits ou endommagés (c'est-à-dire plus



Prise de Camp Caroli, tenu par le 56ème Régiment de la 3ème Division d'Infanterie saïgonaise

que lors du Tét 68). Cependant l'on aurait tort de croire qu'elles furent sans effet sur les zones libérées. Celles-ci souffrirent durement d'être proclamées « zones de feu à volonté » ou « zones modèles de pacification » par l'Etat-Major américano-saïgonnais. Aussi malgré les revers essuyés les chefs militaires du Pentagone plastronnaient, forgeant le mythe d'un FNL « complètement écrasé par la puissance militaire américaine ».

Le réveil fut brutal. A l'égale du mythe fut le désarroi soulevé aux Etats-Unis par son effondrement. Le mensonge emporta Johnson, le contraignant à refuser les 200.000 GI's supplémentaires réclamés par Westmoreland, à suspendre inconditionnellement les bombardements US contre la RDV, à passer la main à une autre équipe gouvernementale, à accepter la négociation avec le FNL à la Conférence de Paris (Mai 68). Les troupes US pouvaient avoir repris Hué, le Tét 68 avait atteint ses objectifs. Walter Lippmann écrivait dans Newsweek le 7.2.68 « La politique de Johnson en Asie est en train de s'effondrer ». Après le Tét 68 il fallait redéfinir la politique de guerre au Vietnam. La tâche en revint à Nixon.

Nixon ou la guerre totale

Il y a un an personne n'ignorait les antécédents du Nixon de la Maison Blanche. Personne n'ignorait que pendant 8 ans, Nixon comme vice président d'Eisenhower, avait été le véritable dirigeant du parti de l'intervention en Indochine aux côtés de la France d'abord puis en relais de celle-ci, ni qu'il avait avancé l'idée de bombardements atomiques (œufs de Pâques) au moment de

Dien Bien Phu. Personne n'ignorait qu'en 1964 Nixon avait soutenu Goldwater qui, faisant campagne pour la guerre à outrance au Vietnam, réclamait les bombardements massifs de la RDV, le minage des ports.

Vision de fasciste fou furieux commentait l'Humanité, avis partagé par les forces progressistes. Et même si l'on ne se faisait pas d'illusion sur Johnson, une victoire de Goldwater serait apparue comme un bond dans la barbarie. Johnson a bombardé la RDV. Et Nixon a miné les ports de la RDV. Le programme de Goldwater est intégralement réalisé. Faut-il en conclure qu'un « fasciste fou furieux » va être accueilli à Moscou avec les égards dus à son rang de chef d'Etat ? Il est significatif de l'impact dissolvant de la politique dite de coexistence pacifique sur le jeune mouvement anti-impérialiste que l'année 1971 en Europe ait été consacrée à l'explication que la guerre durait, que les Etats-Unis continuaient de plus belle leur œuvre de destruction, et qu'il fallait relancer la lutte anti-impérialiste. Il n'y eut guère que la presse des sections de l'Internationale en janvier 71 pour faire écho aux paroles d'alarme des camarades vietnamiens. La solitude des révolutionnaires vietnamiens dont parlait Guevara il y a 5 ans pesa douloureusement au cours des années 1968-1971. Il fallut l'invasion du Bas Laos en février 1971 pour que la courbe du mouvement de soutien aux peuples d'Indochine en Europe se relève à nouveau. Mais d'emblée il apparut qu'une organisation aussi nécessaire au développement de ce mouvement que le Front Solidarité Indochine allait à contre-courant des idées reçues non seulement de la majorité de la

population, non seulement des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier mais aussi de l'extrême-gauche révolutionnaire. Que sa construction se ferait patiemment, difficilement : qu'elle était problématique et qu'elle le resterait pendant des mois.

Problématique parce que cette remobilisation impliquait la compréhension éminemment politique qu'il n'y avait pas contradiction entre une politique de guerre totale dans le Sud Est Asiatique et une politique mondiale de coexistence pacifique, pratiquées en même temps par l'administration Nixon. Le caractère composite du FSI au départ ne facilitait pas la dénonciation claire de cette stratégie américaine, le caractère unitaire du FSI ne permettait pas de dire toute la place que le jeu diplomatique occupe dans la stratégie de l'impérialisme. Cela explique les difficultés de la relance anti-impérialiste qui cependant est effective aujourd'hui, non seulement en France mais dans toute l'Europe. Aujourd'hui le voyage à Moscou ne suffit pas à geler le problème indochinois. Bien sûr les illusions demeurent sur la proximité d'un règlement du conflit bradant et les intérêts de l'impérialisme et ceux de la révolution en Indochine. Mais la détermination des révolutionnaires vietnamiens est demeurée entière : alors que Nixon cherchait des éléments de pression sur la direction vietnamienne à Pékin, celle-ci préparait l'offensive actuelle avec le concours de l'aide soviétique. Alors que Nixon cherche à Moscou les meilleures conditions de règlement du conflit indochinois, la direction vietnamienne met en échec les bombardements massifs contre la RDV et le minage des ports grâce à une

aide renouvelée de la Chine Populaire. La reprise par la Maison Blanche des thèmes de l'agression du Nord, la mobilisation des forces réactionnaires contre « la subversion communiste », les vieilles attitudes de la guerre froide font reconnaître la politique de l'impérialisme pour ce qu'elle n'a jamais cessé d'être. Il n'est pas utile de rappeler ici en détail quelles furent les véritables raisons du « désengagement » US c'est-à-dire du retrait des GI's du Vietnam. L'enjeu n'était, ni plus ni moins, que sauver l'armée US de la désagrégation. Les bulletins de victoire que le Pentagone affiche aujourd'hui font un contraste significatif avec les rapports datant d'il y a un an sur l'état de l'armée. Valeurs Actuelles (hebdomadaire de la bourgeoisie giscardienne en France) le 3 avril 72 titre : « L'armée américaine est en mutation. Dans un an, elle veut être la plus forte armée de métier du monde. La crise morale née au Vietnam se résorbe ». Un aveu. « Le corps expéditionnaire d'Indochine était presque devenu en 1970 un danger social pour les Etats-Unis ». Mais vint Nixon et sa doctrine « Le retrait sans casse (...) du Vietnam n'est pas seulement un modèle d'opération tactique et logistique. Il représente la 1ère phase du remodelage total de la puissance militaire pour en faire l'outil de cette nouvelle doctrine. En laissant le poids de ce dégageant aux armes moralement non contaminées — marine et aviation — le Pentagone faisait le premier pas vers une armée de métier futuriste, qui est aujourd'hui son objectif proclamé (...). La fin de la conscription, en vigueur aux Etats-Unis depuis plus de 30 ans, l'avènement définitif de l'armée de métier sont prévus pour 1973... ». Plus d'appelés qui ne font que des guerriers d'occasion mais des volontaires, des professionnels de la tuerie. En payant grassement les recrues, en dotant marine et aviation d'« armements fabuleux », l'on forgera une nouvelle armée américaine, « la meilleure de toute l'histoire des Etats-Unis » a proclamé Westmoreland à la mi-avril. Le coût de l'opération pour la seule année 1972 est de 3,1 milliards de dollars pour 1972. D'ores et déjà les résultats sont probants : l'armée américaine séduit à nouveau et jusque sur les campus. « Pour janvier et février 1972 le pourcentage de bacheliers parmi les engagés volontaires dans l'armée américaine a atteint le chiffre de 86 % ». « Armée de métier réduite en nombre mais hautement qualifiée » conclut Valeurs Actuelles. Mais surtout armée sûre qui ne se dégonfle pas dans la lutte anti-communiste. Bien sûr il y a une part de désirs pris pour des réalités mais les désirs de Valeurs Actuelles épousent entièrement ceux des chefs militaires du Pentagone. En 3 ans de guerre sous Nixon la recherche militaire a fait un effort considérable et a abouti à des résultats « très satisfaisants ». A côté des bombes Vault, les bombes utilisées sous Johnson font figure de pois chiches. Les fléchettes ou les cubes en matières plastiques, aussi meurtriers que leurs homologues d'acier

mais non repérables par radiographie sont cause de blessures inguérissables. La liste des armes de génocide est innombrable. C'est sous Nixon que la guerre américaine en Asie est devenue systématiquement une guerre aérienne de destruction des peuples indochinois : le passage des raids dits de « protection » (novembre 70) contre la RDV aux raids massifs quotidiens (décembre 71), les usines, les hôpitaux, les écoles, les digues, arrosées de milliers de tonnes de bombes (avril 72), les bombardements de plus en plus précis, atteignant une efficacité jusqu'à 20 fois supérieure à celle de l'époque Johnson (mai 72), telle est la réalité quotidienne de l'engagement américain en Indochine. Et ce n'est pas seulement le Nord Vietnam mais sur tous les fronts indochinois que les Etats-Unis utilisent « sans limites » leur puissance aérienne. Melvin Laird après Nixon depuis 1970 le rebâche : « Pas de limite à l'utilisation de l'aéro navale ». Effectivement, au cours des 2 derniers mois ils n'ont pas hésité à doubler la puissance de feu US en Indochine : 7 porte-avions, plus de 130 B 52 qui sont utilisés parfois plusieurs fois par jour pour des raids de destruction, soit trois fois plus qu'il y a 4 mois. Le retrait de GI's a masqué à l'opinion publique dans le monde que la guerre US en Indochine était devenue sous Nixon une guerre totale. Mais la politique de guerre US ne se laisse pas définir par le seul volet de la guerre aéro-navale, d'autant plus praticable que les forces révolutionnaires n'ont pas les moyens d'une riposte adéquate. Le deuxième volet de la Doctrine Nixon — en fait sa partie essentielle —, c'est la « vietnamisation » de la guerre ». Nguyen Khac Vien dans « Le néo-colonialisme US au Sud Vietnam » (Etudes Vietnamiennes N° 31) la définit par 4 objectifs :

- renforcer suffisamment l'armée fantoche en hommes et matériel pour en faire le corps de bataille principal qui liquiderait la résistance vietnamienne, et l'ossature de l'Etat fantoche
- retirer progressivement les forces terrestres américaines
- maintenir au Vietnam des forces d'aviation et d'artillerie américaines suffisantes tant que cela sera nécessaire.
- intensifier la pacification, c'est-à-dire rendre la vie intenable à la population par des bombardements aériens massifs, des épandages incessants de produits chimiques, pour obliger la population à se regrouper dans les villes contrôlées par les Américains et les fantoches.

La guerre aérienne est la condition de cette vietnamisation : sans destruction des zones libérées par le FNL le contrôle de la population sous la férule du régime Thieu ne serait pas possible. Le passage aux défoliants du cinquième du Sud Vietnam, soit la superficie de la Belgique, une surface de la grandeur du Bassin Parisien truffée de cratères de bombes, des milliers de villages détruits, sont le socle sur lequel s'édifie la vietnamisation. La guerre de destruction est la condition de la vietnamisation et non

pas une bétise. Point de départ de la vietnamisation la guerre aérienne US s'avère en être le point d'aboutissement. L'édifice de la vietnamisation n'a pas tenu face à l'offensive de printemps des forces révolutionnaires. Pour le sauver de la débâcle les Etats-Unis ont doublé leur engagement aérien, effectué la plus spectaculaire escalade de toute l'histoire de la guerre. Lorsque s'effondre la paravent de la vietnamisation se révèle la nature de l'engagement US au Vietnam : celui d'une guerre totale.

A cette guerre il n'est qu'une riposte : la mobilisation de toutes les forces anti-impérialistes et la lutte par tous les moyens contre l'énorme appareil économique, politique de guerre américain. Démoralisation des troupes US, dénonciation des firmes multinationales tirant fortune de la guerre de génocide, manifestations de masse, interdiction de parler aux représentants de la politique US, travail quotidien d'information auprès des différentes couches de la population, mise en place d'un réseau de comités regroupant les militants anti-impérialistes dans la dénonciation de l'intervention américaine dans le Sud-Est Asiatique, telle est la tâche urgente, vitale des révolutionnaires aujourd'hui. Dans la lutte révolutionnaire il faut savoir dégager les priorités : la première c'est le soutien à la révolution vietnamienne qui sape l'édifice de l'impérialisme, précipitant la crise de l'ensemble du système capitaliste rompant de façon décisive avec la politique de statu-quo élaborée à Yalta. Tout pour la victoire des peuples d'Indochine. Soutien total jusqu'à la victoire finale.

Indestructible : la lutte de tout un peuple en armes

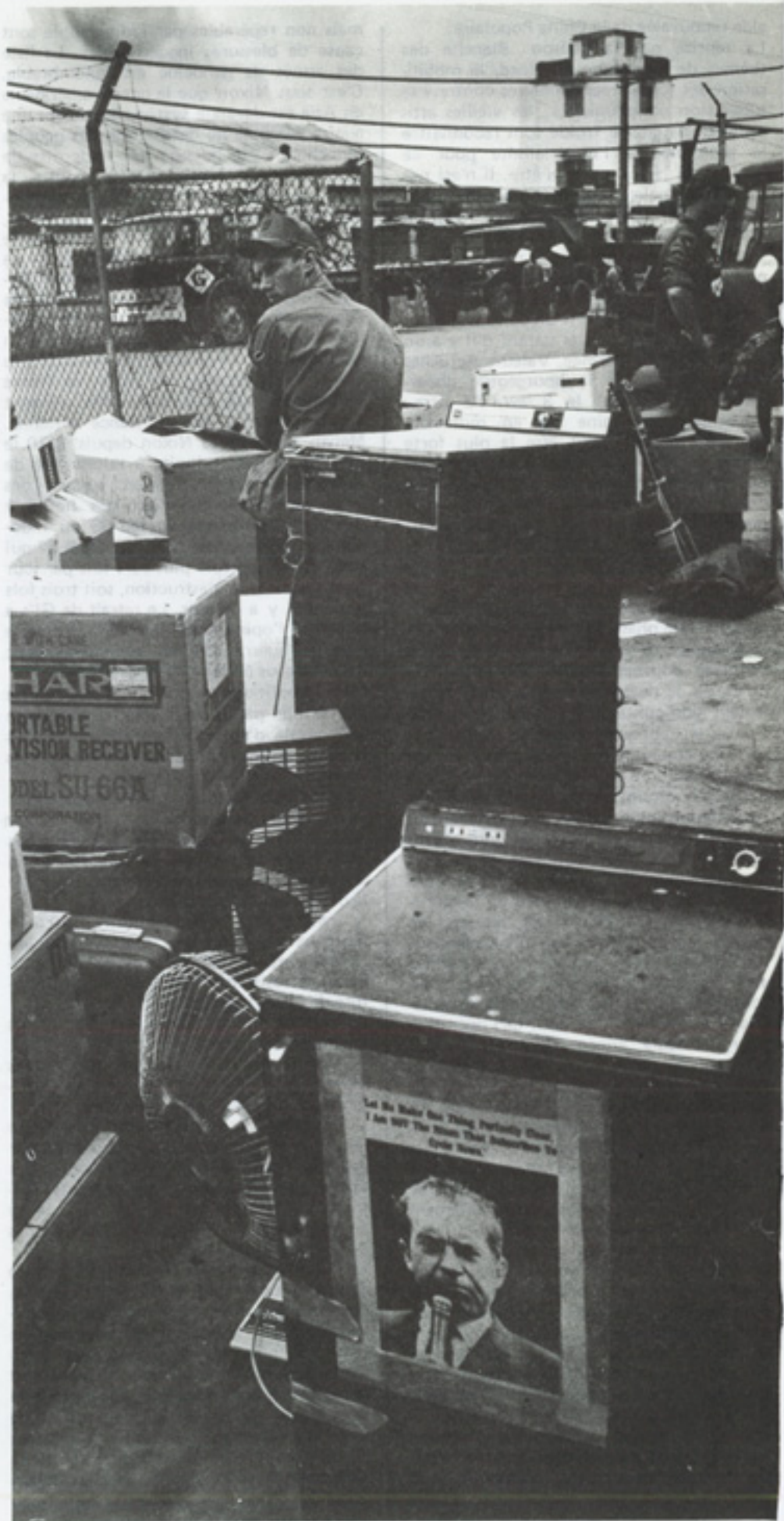
La mesure de l'extraordinaire victoire des forces révolutionnaires populaires depuis le 30 mars dernier est confirmée à la lecture d'une presse qu'on ne peut soupçonner de positions partisans. L'éditorial du Monde du 5 mai 72 déclare :

« Voilà encore deux mois, l'armée de Saigon était présentée par Washington comme l'une des premières du monde, et la « vietnamisation » comme une réussite progressant à pas de géant. Le gouvernement sudiste affirmait que seule une infime minorité de la population échappait à son contrôle. Bref, quelque 13 ou 14 millions de tonnes de bombes et de munitions diverses, le traitement aux produits chimiques d'un septième du territoire du Sud, l'afflux de dollars et de matériel militaire, la répression des oppositions légales, avaient finalement eu raison du « communisme » et la thèse des « deux Vietnams » allait enfin se trouver justifiée.

Il aura suffi d'une offensive d'un mois pour détruire ces mythes. D'un côté, on ne peut qu'admirer une fois de plus la ténacité des combattants nord-vietnamiens — mais aussi du FNL du Sud — qui, sous le plus grand déluge de bombes de l'histoire, sont

parvenus à monter une offensive sans précédent et à bousculer leurs adversaires. De l'autre, la « formidable » armée sud-vietnamienne, malgré son million d'hommes, a fini par montrer ses faiblesses : mise à part une résistance méritoire sur quelques points, comme à An Loc, le gros des troupes et des officiers s'est borné à assister passivement aux bombardements américains sur l'adversaire, quitte à s'enfuir en désordre à l'heure du danger.

Analyse fondamentalement juste. Certes sur le million et demi de soldats de Thieu il se trouve des unités d'élite qui se battent jusqu'à l'écrasement : ce sont ces unités qui ne réussissent pas à déserrer l'étau révolutionnaire autour d'An Loc malgré le colossal appui feu aérien américain ; ce sont ces unités qui ont été acheminées vers Hué. Marines recrutés parmi les catholiques rapatriés du Nord en 54 par les Français et les Américains, masse de manœuvre anti-communiste des USA depuis 20 ans, disposant d'un équipement ultra-moderne, ces troupes sont estimées par le Pentagone à l'égal des meilleures troupes américaines. Elles sont en première ligne ; lorsqu'elles céderont, le régime de Thieu n'aura plus de 3ème ligne de repli. Mais il ne faut pas vendre la peau des combats à venir ; Thieu dispose encore de ces unités, les Etats-Unis feront tout pour qu'elles tiennent. La victoire sur ces unités serait une nouvelle étape dans l'offensive des forces révolutionnaires. Etape sans doute en préparation mais qui ne doit pas faire perdre de vue le chemin déjà parcouru. Prenant prétexte du ralentissement de l'offensive révolutionnaire ces six derniers jours (17-22 mai), **Valeurs Actuelles** du 22 mai déclare la guerre à l'« imposture » journalistique (en particulier du Monde) et proclame bien haut « Au moment où Monsieur Nixon s'envole pour Moscou le Sud Vietnam n'a cédé nulle part ». Pour mieux faire passer la bonne nouvelle l'hebdomadaire a dépêché sur place son envoyé spécial, ancien combattant (capitaine para) de « notre guerre d'Indochine », Holleindre, qui servit dans les rangs de l'Algérie française, et figure notoire de la droite fasciste française. Le superbe reporter se promène dans Saïgon « tout est calme ». Or le FNL avait appelé au soulèvement donc le calme « est un plebiscite permanent de Thieu ». Pas un mot de la loi martiale bien évidemment. Pas un mot des arrestations massives de la fin avril qui ont frappé essentiellement les milieux « modérés » d'opposition, notamment les catholiques, pas un mot des étudiants enlevés, torturés, exécutés sans jugement. Tout est calme dans Saïgon où les flics de Thieu ont désormais droit de tirer à vue. Merveille de démocratie ! Bien sûr l'attitude de **Valeurs Actuelles** est significative : l'Occident est dos au mur, alors qu'il crève il clame sa bonne santé. Ce qui lui vaudra outre le masque de la mort, celui du grotesque. **Valeurs Actuelles** du 3 mai 72 n'écrivait-il pas « la situation au Vietnam témoigne du





Front de Quang Tri

succès militaire de la vietnamisation — passé inaperçu du public ». Bien sûr au moment où le journal sortait, les nouvelles de l'offensive arrivaient seulement, mais la perle fera date. Comment nier, ce que constate *Le Monde*, ce fait que l'essentiel (90 %) de l'armée de Thieu s'est refusée au combat. Faut-il rappeler la reddition du 56ème régiment d'infanterie, l'avancée spectaculaire des forces révolutionnaires, l'abandon sans combat de Quang Tri. Nous saurons sans doute un jour si la prise de Quang Tri est intervenue à sa date dans les objectifs des Forces Populaires de Libération. Tout semble indiquer que cette prise n'était pas envisagée si tôt, et que c'est l'ampleur même de la débandade des troupes de Thieu au premier coup de boutoir des FAPL qui a autorisé « dans la foulée » la prise de Quang Tri. Le « Sud Vietnam » de Thieu n'a pas tenu au Sud du 17e parallèle ; or depuis plus d'un an l'Etat Major saïgonnais avait pris de nouvelles mesures préventives dans cette région (notamment par la déportation de dizaines de milliers de personnes soupçonnées de nourrir des sympathies à l'égard du FNL). Par ailleurs, depuis 10 ans, les USA ont fait de la route No 9 au Sud du 17e parallèle le verrou de défense du Sud contre le Nord. Le verrou a volé en éclats, le « Sud Vietnam n'a cédé nulle part » ? Dâk To, Loc Ninh, Tan Cahn, Hoa An, la province de Quang Ngai presque entièrement contrôlée par le FNL, le « Sud Vietnam n'a cédé nulle part » ?

Le Delta du Mékong tient dit Holleindre. Faut-il rappeler que depuis un mois les visites des « vitrines » de la pacification dans le Delta ont été suspendues. Qu'au Sud-Est et à l'Ouest de Saïgon les routes

sont coupées et que des centaines de soulèvements ont jeté bas l'édifice de la pacification dans le Delta ? Toute la frontière vietnamo-khmère est tenue fermement de part et d'autre par les forces révolutionnaires. La province de Svay Rieng au Cambodge qui fait avancée dans le Sud Vietnam (zone dite du Bec de Canard) est en voie de totale libération. Les troupes de Lon Nol sont encerclées dans la ville de Svay Rieng, chef lieu de la province du même nom. Au sud du Bec de Canard s'étale la plaine des Joncs où le FNL développe ses bases d'appui vers l'Est (région de Saïgon), vers l'ouest en conjonction avec le foyer de résistance de la province de Chau Doc, vers le Sud en direction de Can Tho, Bac Lieu, vers la forêt d'U Minh, autre bastion de la guérilla qui en 1970 et 1971 a résisté à des occupations de ratissage qui ont duré plus de dix mois et engagé 20.000 soldats de

Thieu. Que les combats autour de Hué diminuent d'intensité, n'est pas un signe de l'essoufflement de l'offensive des forces révolutionnaires. Celles-ci au contraire retendent leurs forces, s'apprennent à nouveau à frapper plus fort et faire sauter les verrous de 2e ligne du régime Thieu. Mais pendant ce temps les soulèvements de population se multiplient, la guérilla s'active, les forces d'auto défense, les troupes régionales remportent cent victoires qui ne sont pas comptabilisées par les agences de presse mais qui minent impitoyablement l'édifice de « vietnamisation » du régime Thieu. Et ces victoires rendent possibles les coups fulgurants des forces régulières de l'Armée Populaire de Libération. *Valeurs Actuelles* n'a pas fini de se discréditer à nier désespérément les



la débandade

victoires de la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien. Mais il faut de telles positions pour faire perdre de vue le ridicule qui devrait accabler les chefs de file de la politique impérialiste. Il est temps de rappeler les déclarations d'il y a six mois de Melvin Laird, Secrétaire d'Etat à la défense, l'un des plus chauds partisans de la « fermeté et dignité nixonniennes ».

Le Monde du 10 novembre 1971 écrit « Le chef du Pentagone estime que la capacité de l'armée de Saïgon de se défendre elle-même s'est accrue dans des proportions qu'il n'osait pas envisager lorsqu'a été décidée la politique de « vietnamisation ». « Ils sont forts militairement, a notamment déclaré M. Laird, et ils peuvent contrôler la situation à un degré que je ne soupçonnais pas (...). Les communistes pourront poser quelques problèmes limités, mais le Vietnam du Sud pourrait être capable d'y faire face. Les Nord-Vietnamiens ne sont pas capables de mener à bien un effort militaire généralisé ». Depuis le 30 mars 1972 le temps des « quelques problèmes limités » est venu. Et limités sont les problèmes, sur le terrain : du Golfe du Siam à celui du Bac Bo (au Tonkin) ! Dans le temps : l'offensive n'a que six semaines, elle peut durer autant, le double, peut-être plus selon les meilleures précisions des conseillers US ! Evidemment il ne s'agit pas d'effort militaire généralisé ! Laird et ses acolytes du Pentagone ont oublié une chose : c'est que la disproportion entre les forces des Etats-Unis et celles du FNL était telle, dès le départ, que la seule riposte que le FNL avait était la mobilisation générale de toutes les forces populaires du Sud au Nord et l'approfondissement constant de



cette mobilisation. A la guerre totale de Nixon répond la guerre révolutionnaire généralisée du peuple vietnamien et des peuples d'Indochine. Et la guerre du peuple a bouleversé tous les plans du Pentagone. A cette époque de l'année Nixon comptait avoir atteint le seuil des « forces résiduelles US » et tenir en main la situation avec ces forces : 50.000 hommes, 50 B 52, 300 chasseurs bombardiers ; il dispose à cette heure de plus de 140.000 hommes avec les 70.000 de la Ville Flotte, de 135 B 52 et de 850 chasseurs bombardiers. Et les avions continuent d'être acheminés (notamment les B 52) et de nouvelles bases sont mises en service en Thaïlande, et la Ville Flotte se gonfle d'un nouveau porte-avions avec son escorte de navires de guerre. Et les bombardements des objectifs économiques, des installations civiles (écoles, hôpitaux, pagodes, églises), des digues, au Nord se généralise. Jamais l'engagement américain n'a été aussi brutal, aussi ouvertement, délibérément, meurtrier. Jamais la guerre n'a été aussi américaine qu'en ce mois de Mai. Est-ce dire que la « vietnamisation fut un mythe » comme le titre l'éditorial du Monde du 5 mai ?

L'effondrement de l'édifice néo-colonial

La « vietnamisation » ne fut pas un mythe mais la réalité de la politique américaine depuis 1968. Il est significatif que malgré le retrait de 420.000 GI's le nombre de soldats au service de l'impérialisme ait crû entre 1969 et 1972, passant de 1,4 à 1,7 millions de soldats. Plus de 700.000 hommes ont donc été embrigadés dans les armées de Thieu en 3 ans. Les Etats-Unis ont doté ces armées de l'équipement le plus moderne, formant des centaines de pilotes d'hélicoptères et de techniciens pour manier les armes dernier cri de la technologie de guerre US. Un exemple de cet empiètement des USA est fourni par la livraison des missiles TOW aux divisions saïgonnaises. La fine fleur de la caste militaire US encadre, conseille les troupes de Thieu. Il n'était pas possible aux USA de faire plus — une fois que les GI's ne voulaient plus se battre au sol.

Il serait erroné de dire que la mise en place de cette armée saïgonnaise n'a posé aucun problème aux forces révolutionnaires. De plus l'armée de Thieu fut utilisée abondamment au Cambodge et au Laos. L'apogée de la « vietnamisation » fut la tentative du Pentagone de briser la colonne vertébrale de la lutte révolutionnaire en Indochine : les zones libérées de la région dite des 3 frontières. Ce test de la vietnamisation en février 1971 fut une catastrophe. Le 9 novembre 1971, la veille du discours de Laird que nous avons cité, l'agence Associated Press déclarait : « Les hommes (de Thieu) manquent d'allant, le nombre des déserteurs reste élevé et tend à s'accroître chaque fois qu'il faut aller au combat. Cette épine dorsale du programme de « vietnamisation » n'est pas en mesure de

faire face aux unités régulières de l'adversaire » (cité par Thanh Hong : Une stratégie dans l'impasse. Sud Vietnam en Lutte N° 129 du 3 janvier 1972). Pourquoi ? Parce que ces troupes valent ce que valent les moyens par lesquels elles furent recrutées.

Ces moyens ce sont l'« urbanisation forcée » et la « conscription » non moins forcée de la population « urbanisée ». On sait ce que ces termes recouvrent : incapables de ratisser les zones libérées par le FNL, incapables de contrôler la population des campagnes organisée et soulevée par le FNL les stratèges US ont décidé de vider les campagnes de leur population. L'épandage des produits chimiques, la destruction des cultures, de la flore et de la faune, les bombardements massifs, aveugles avaient un but : contraindre le paysan vietnamien à gagner les villes sous contrôle américano-saïgonnais. Pendant une époque les USA avaient essayé de regrouper la population à la campagne dans des « camps de la ville nouvelle » puis dans les « hameaux stratégiques ». L'échec de cette politique les conduisit à la politique d'« urbanisation forcée ». Des bourgades de quelques milliers voire quelques centaines de personnes comptèrent bientôt des milliers voire des dizaines de milliers de personnes. Saïgon devint une monstrueuse agglomération, dépassant sa population par rapport à ce qu'elle était à l'époque française. Cette ville saturée à 500.000 habitants a vu sa population doubler depuis 1966, passant de 2 à 4 millions d'habitants. Il était habituel de parler de la population viet-

Sur la RN 15, le dépôt de munitions de Lai-Khé est détruit par une roquette des forces révolutionnaires. Les fantoches refluent en ordre dispersé. La population fuit les zones bombardées à saturation par les B 52.



namienne à 90 % paysanne. Cette réalité appartient au passé. La moitié de la population du Sud-Vietnam est « urbanisée ». Une seule agglomération, Saïgon, regroupe plus du cinquième de la population du Sud Vietnam ; à l'échelle de la France Saïgon regrouperait plus de population que Paris aujourd'hui. Da Nang, port de pêche et bourgade de quelques milliers d'habitants avant que les Etats-Unis y construisent une de leur plus formidable base aéro-navale, compte aujourd'hui 600.000 habitants (sans compter les « réfugiés » fuyant les zones pilonnées par la marine et l'aviation américaine depuis le début de la bataille de Quang Tri). La vietnamisation c'est aussi et d'abord cela : la guerre US au Sud Vietnam a entraîné un bouleversement sociologique sans précédent dans toute l'histoire du Vietnam.

C'est ce que des professeurs, universitaires honorables achetés par les équipes gouvernementales de la Maison Blanche, appellent « Révolution urbaine ». Le professeur Samuel Huntington déclarait, soulignant l'objectif politique de la « transformation du paysage social vietnamien » : l'« urbanisation a directement frappé le Viet Cong atteint dans sa force même et dans l'attrait qu'il pouvait exercer (...) la révolution urbaine dirigée par les Américains a sapé la révolution rurale du Viet Cong ». Sapé ? Les USA dès 1965 proclamaient bien haut leur but : « la révolution sociale » au Vietnam et affichaient leurs résultats. Commentant ces résultats Le Chau dans « la révolution paysanne du Sud Vietnam » écrivait : « La nouvelle bourgeoisie d'affaires et les hommes au pouvoir sont les grands bénéficiaires de la révolution sociale américaine, alors que la misère de la grande masse s'aggrave. Les villes regorgent d'enfants qui vivent de mendicité : dans les localités rurales il est impossible d'évaluer le nombre d'enfants abandonnés. A voir cette situation, on désespère de l'espèce humaine (...) traditionnellement, la hiérarchie des métiers respectait un ordre : 1) Lettrés, 2) Agriculteurs, 3) Artisans 4) Commerçants. Aujourd'hui les dollars américains ont bouleversé tout le système social et, à Saïgon, on parle avec beaucoup d'humour et d'ironie de la stratification sociale des 4 nouveaux groupes socio-professionnels, à savoir 1) Généraux 2) prostituées 3) Faux bonzes 4) Transporteurs (chauffeurs de taxi, de voitures de location, ou de cyclo pousse) ». Le Chau écrivait en 1966 à l'époque où Humphrey, vice président des Etats-Unis se rendait à Saïgon pour saluer une « société prospère et décente ». Humphrey ne faisait pas d'ironie et plus personne ne fait d'humour sur Saïgon aujourd'hui. C'est par centaines de mille que l'on compte les enfants errant dans les rues, les mendiants, les délinquants, les sans abris, les prostituées. On ne meurt pas pour un tel monde.

James Doyle, journaliste américain écrivait (Le Globe du 22 février 1966) : « Saïgon est une ville riche, les propriétaires de bar, les entraîneuses, les changeurs, les trafi-

quants du marché noir font fortune pendant qu'il en est temps. C'est une ville pauvre, des centaines de milliers de réfugiés s'entassent dans des huttes de chaume et des cabanes recouvertes de tôle, 2 millions d'être humains entassés. La différenciation sociale allait-elle s'accroître ? En fait la manne déversée par le corps expéditionnaire américain, et à titre d'aide économique par les Etats-Unis et les organismes internationaux, si elle aidait à construire les fortunes colossales des généraux, des patrons de l'import export, des banquiers, des maîtres de tripots saïgonnais, rejaillit également sur la masse pauvre des villes. Tout le monde s'efforce de peler le GI écrit Berges, journaliste de l'Express (30 août, 5 sept 1971). « Travail salarié, prostitution, trafic, vol, récupération ont abouti à un enrichissement difficilement chiffrable mais remarquable de la population des villes ». Sur les cahutes fleurissent les antennes de télévision, dans les rues de Saïgon un million de mobylettes « Honda » pétaradent. Le corps expéditionnaire américain a la même fonction économique qu'un énorme contingent de touristes présents en permanence écrit Berges. « Vêtements pop, montres, appareils photo, lunettes noires ». Saïgon est entrée dans la société de consommation. Serait-ce le secret de la « vietnamisation », l'amélioration du mode de vie ? Mais cette « prospérité » est factice et précaire. Factice : les Américains sont en train de détruire la base de l'économie du Vietnam : son agriculture. Précaire : une fois l'immense corps expéditionnaire américain retiré : qu'advient-il de cette économie parasitaire ?

Qu'advient-il ? Une crise économique que l'on jugerait catastrophique si elle n'avait été toujours endémique : mais cette fois comment compenser la hausse vertigineuse des prix ? La fin de l'année 1971 a vu la reprise des grèves ouvrières que la répression féroce du régime Thieu a pour un temps jugulée. Mais jusqu'à quand ? La situation n'est pas si brillante que ce régime de Thieu puisse supporter une vague de fond de mécontentement dans les villes.

Les experts américains qui ont depuis des mois parfaitement compris ces dangers, ont essayé de trouver des remèdes. Le premier est l'augmentation de l'aide US au gouvernement de Saïgon, mais comme l'indiquait Berges, cette aide alimente le secteur public, les investissements nationaux et les comptes en banque suisses de la lie dirigeante du régime Thieu. Elle ne parviendra pas à la masse de la population.

Alors ? Une seule réponse : l'approfondissement de la « révolution sociale américaine ». Il y a longtemps que les experts US de la contre-révolution ont renoncé à l'image du « bolchevik au couteau entre les dents » fomentant la révolution d'un pays à l'autre. Nixon peut hurler aujourd'hui « à l'agression », la thèse de l'agression n'a plus guère de crédit auprès des spécialistes du Pentagone et de la Maison Blanche. Ceux-ci ont compris que les « facteurs

externes » étaient secondaires par rapport aux « facteurs internes » : la situation économique, sociale d'un pays où les Etats-Unis essayent de maintenir leurs positions de force. Jessie Bernard l'un des responsables du projet Camelot de contre-insurrection au Sud Vietnam, projet mis au point par l'organe de recherche de l'Armée de Terre des USA, déclare : « le problème de l'insurrection est une part intégrale du problème plus général de l'émergence des pays en voie de développement et de leur transition vers la modernisation (...). Dans le passé une insurrection était considérée comme devant être réprimée par des moyens policiers et militaires. Cependant, dans le cadre actuel de la modernisation, l'approche la plus indiquée est d'essayer de détourner le besoin de révolte à l'aide de programmes destinés au développement politique, économique, social et psychologique. Un soutien militaire de ces programmes peut être un facteur de cette construction de la nation » (cité par Pierre Jean Spitz « De la recherche en Science Sociale du développement aux Etats-Unis » — station centrale d'Economie et sociologie rurales).

L'idée que l'aide économique est « généreuse », contribue au développement des pays « sous-développés » est abondamment propagée. Aussi ne faut-il pas s'étonner de l'éditorial du Monde du 18 avril, qui relevant les « tristes records » de Nixon en matière de bombardements pose la question : « N'y a-t-il pas quelques contradictions entre cette attitude — ces millions et ces millions de tonnes de bombes et d'obus — et les déclarations de Mac Namara sur l'aide nécessaire au tiers monde ? ». En rien. Les voyages que Mac Namara a fait à l'automne 71 à Saïgon étaient complémentaires de ceux de l'amiral Moorer chef d'Etat-major inter-armes des Etats-Unis. Ce que Mac Namara s'apprêtait à négocier (au nom de la Banque Mondiale et de la politique US) c'était les meilleures conditions d'appui économique au régime de Thieu et de ses compères Lon Nol et Souvana Phouma. A l'initiative de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International et d'autres organismes de crédit international dans lesquels on retrouve au côté de côté les USA, la France, l'Allemagne, le Japon, l'Australie, des fonds de soutien des monnaies des régimes fantoches ont été constitués. Par ailleurs les Etats-Unis battent le rappel du Capital international pour investir au Sud Vietnam. Il y a quelque ironie dans le ton (mi menaçant, mi suppliant) utilisé il y a un an par les Etats-Unis pour encourager les capitaux japonais à s'intéresser au Sud Vietnam. On sait aussi avec quel enthousiasme Melvin Laird se félicita des pas du Japon en cette direction (le Monde du 14 juillet, Rouge N° 130, 30 octobre 1971). Y a-t-il là quelque fait faisant mentir la théorie des rivalités inter-impérialistes ? Assurément, ces rivalités ne sont plus les mêmes. La crise du dollar et la façon dont elle a (momentanément) été résolue a révélé que

les différentes bourgeoisies avaient une compréhension générale de leurs intérêts face à la Révolution. Cependant si les Etats-Unis font tant d'efforts pour attirer le capital japonais, français, allemand, c'est précisément parce que le plat n'est pas si alléchant qu'ils le disent. Ou plutôt alléchant, le Sud Vietnam l'est, mais les investissements y sont très risqués. La détérioration politique est telle que l'entreprise d'exploitation néo-coloniale US hésite. Dans l'article « les rouges et leviers économiques » du N° 31 des Etudes Vietnamiennes, numéro consacré au néo-colonialisme US au Sud Vietnam, Nguyen Xuan Lai remarque que « C'est essentiellement dans les travaux publics que les entrepreneurs américains ont réalisé leurs plus gros bénéfices : construction des voies de communication (routes et ponts) bases navales et aérodromes ». « Sur le plan strictement industriel les Américains n'ont investi de 1958 à 1964 que dans les entreprises mixtes américano-sud vietnamiennes, par « assurance contre les risques politiques », mais surtout le montant de ces investissements, 1 million 889.555 dollars est « infiniment négligeable par rapport, non seulement à quelque dix milliards d'aide US, mais aussi à 18,8 millions de dollars investis pendant cette période par les Français ». « Dans le domaine des investissements privés, le capital américain a du temporairement céder le pas devant le capital français. Celui-ci domine dans les plantations d'hévéas, les industries alimentaires et les produits chimiques et pharmaceutiques ». Par ailleurs, la complaisance des Etats-Unis à l'approche des investissements formosans (filatures, tissages), japonais, ouest-allemands, est significative de ce « manque de confiance » des capitalistes américains confrontés à l'« instabilité politique, la précarité des gouvernements fantoches » et surtout à « la lutte du peuple sud-vietnamien ».

Une partie de la presse (le Monde par exemple) s'est étonné au mois d'octobre 1971 du soutien total apporté par Nixon au gouvernement de Thieu. Comment les Etats-Unis pouvaient-ils dépêcher à Saïgon après les élections frauduleuses du 3 octobre, Ronald Reagan, gouverneur républicain de Californie porteur d'une lettre de félicitations de Nixon à Thieu ? « Le Vietnam a fait des progrès fantastiques sur la voie de la démocratie » déclarait Reagan, faisant pâlir les électoralistes du monde entier. L'explication en est simple. Avec l'équipe Ky-Thieu les Etats-Unis en 65 ont décidé de mettre fin à l'instabilité des régimes saïgonnais. Ils ont préféré la terreur policière absolue, le vide politique radical, ils ont préféré rejeter vers le FNL des forces d'opposition modérées (bouddhistes, catholiques) plutôt que de continuer de courir le risque de l'instabilité politique, préjudiciable à l'entreprise économique néo-coloniale. Nguyen Cao Ky en se désolidarisant de Thieu faisait preuve de myopie politique. Toutes ses avances à l'ambassadeur Bunker restèrent lettre

morte car la stabilité politique est une des pierres de touche de la « vietnamisation » de Nixon. Depuis 1968 l'administration Nixon a essayé de renverser la tendance des années 60. *Business Week* du 25.12.71 rapporte que Ford et American Motors projettent de construire des usines d'assemblage près de Saïgon. Decornoy dans *Le Monde* du 9 février 72 explique pourquoi. Le jeu des divers taux de la piastre, les mesures fiscales prises par le régime de Thieu (sur le conseil de Mac Namara) pour susciter les investissements industriels permettraient aux firmes US de produire des véhicules coûtant beaucoup moins cher que les voitures japonaises importées, tout en permettant des bénéfices considérables (main d'œuvre 8 fois moins coûteuse qu'aux Etats-Unis). Ford à Saïgon ? Le rapport annuel de la firme dont *Le Monde* du 31 mars donne compte rendu parle d'implantation d'entreprises aux Philippines, en Malaisie, de prise de contrôle d'une chaîne de montage en Thaïlande, de l'exploitation à part égale avec une firme locale d'une usine en Corée du Sud mais ne parle pas de Saïgon. Ford doublé par Citroën, qui vient d'ouvrir une usine de montage de la « Dalat » : ce « véhicule utilitaire à usages multiples, très simple et à bas prix, pour les marchés d'Asie et du Pacifique » selon les termes mêmes que le rapport annuel Ford utilise pour désigner son projet de fabrication pour la zone Pacifique Asie « l'un des plus grands marchés mobiles potentiels du monde » ? Ou bien les capitalistes français ont-ils fait preuve de plus d'aveuglement que leurs congénères yankees ? A lire Valeurs Actuelles qui depuis des mois fait campagne tambour battant pour le régime de Thieu vantant la vietnamisation plus que les généraux du Pentagone la réponse ne fait pas de doute. Cet aveuglement fait contraste avec les positions de *Business Week* du 25 décembre 71 qui écrit encore : « Les Américains vont continuer à essayer d'investir, mais de petites sommes, n'enga-

geant pas le long terme ; car le retrait des troupes américaines rend probable au moins une grande offensive communiste destinée à renverser le régime du président Thieu. Déjà maintenant, quelque trois cent cinquante soldats gouvernementaux meurent chaque semaine ; ce niveau est celui des pires années de la guerre. Personne ne sait vraiment si l'armée vietnamienne, forte d'un million cent mille hommes, peut réellement combattre seule. Mais si les hommes d'affaires américains hésitent à engager maintenant de grosses sommes, ils pensent que à court terme, ils peuvent grandement bénéficier des récentes réformes économiques décidées par Thieu ».

L'offensive en cours n'est pas pour redonner de l'audace au capital yankee. L'enjeu de la vietnamisation c'était aussi cela, soulager l'Etat yankee d'une part de sa charge d'intervention au Sud Vietnam par l'appel aux capitaux privés. Le mouvement est radicalement remis en cause par la lutte du peuple vietnamien. « Année cruciale » titrait *Le Monde* du 1er janvier 1972 en parlant du Sud Vietnam et de rappeler que l'« aide américaine — directe ou indirecte — s'élève à 700 millions de dollars par an, représentant 70 % des revenus du budget de l'Etat ». Sur ce plan la vietnamisation a échoué. Incapable de donner une base économique au régime de Thieu les USA cherchent en vain la couche sociale qui pourrait appuyer leur politique dans le pays. Larteguy, journaliste de droite bien connu, reflet remarquable de la mentalité putride de l'impérialisme se lamentait de voir les prostituées saïgonnaises arborer des insignes pacifistes « comme si la guerre n'était pas leur gagne pain ». Il lui reste à comprendre, avec les stratèges US que les 3 peuples d'Indochine, jusque dans la prospérité factice et pourrie des villes, ont fait leur cette parole d'un moine bouddhiste lors d'un meeting populaire du FUNK (*Le Monde* du 27.4.72) « Si vous regrettez la boîte de lait, le bout de tissu, ou la cou-

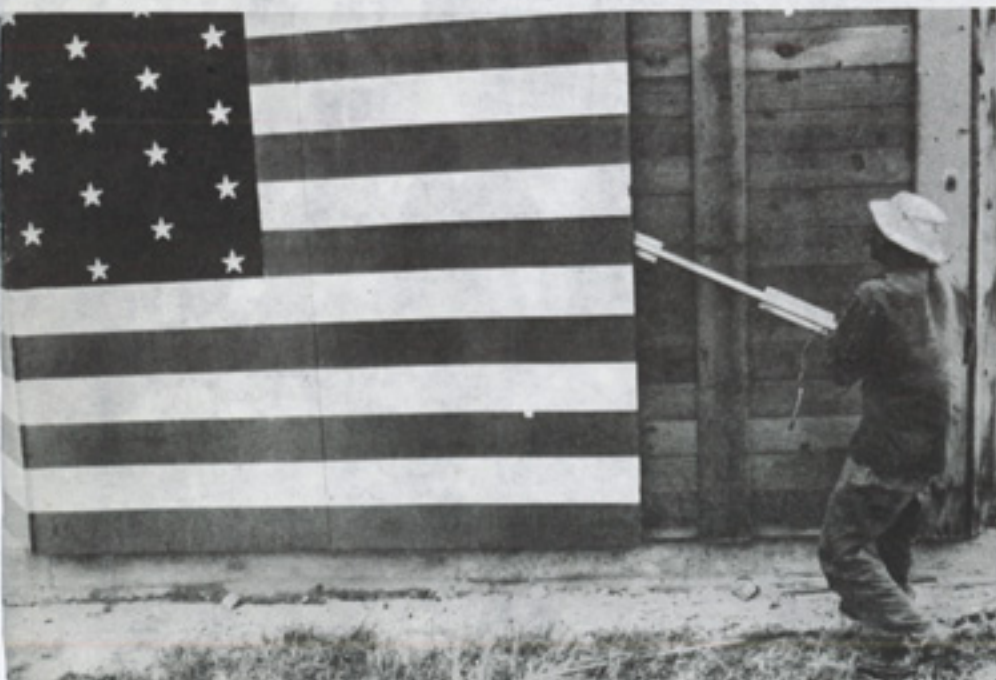
verture que vient à l'occasion vous offrir l'ennemi, cette guerre ne se terminera pas avant longtemps ».

La détermination des peuples d'Indochine à vaincre l'impérialisme américain et ses valets est en train de gagner les villes d'Indochine.

Contre cela l'impérialisme ne peut rien. La guerre totale de Nixon sur le terrain, les bonds nouveaux de l'escalade auxquels nous devons nous attendre ne feront pas plier les peuples d'Indochine. Ni la guerre de destruction ni les manœuvres diplomatiques. Nous l'avons dit lors du voyage à Pékin, il n'y aura pas de nouveau Genève. Nous assistons au contraire à un Genève à rebours : le peuple vietnamien dicte aux grandes puissances ses conditions. Ce qui fut vrai lors du voyage à Pékin le sera aussi lors du voyage à Moscou. Une lutte à mort entre les peuples d'Indochine et l'impérialisme est engagée. Toutes les forces révolutionnaires sont lancées dans la lutte sur le terrain, toutes les forces de l'impérialisme US se liguent pour frapper toujours plus cruellement les peuples indochinois. Toutes les forces anti-impérialistes dans le monde doivent être mobilisées pour se porter aux côtés des peuples d'Indochine contre la guerre impérialiste. Pour les militants de la IVème Internationale, il s'agit plus que jamais de se porter à l'aide de la révolution vietnamienne.

- Levée immédiate du blocus !
- Retrait inconditionnel de toutes les forces US d'Indochine !
- Halte aux bombardements !
- Guerre à l'impérialisme yankee !
- Vive la guerre révolutionnaire des trois peuples d'Indochine !
- Front Unique des peuples, des Etats ouvriers, des forces anti-impérialistes contre l'impérialisme US !

Camille Paulet
le 23 Mai 1972



*l'enjeu
d'une
nouvelle
victoire*



BILAN ET PERSPECTIVES DE LA NOUVELLE RADICALISATION AUX U.S.A.

Le document présent est rédigé d'après la résolution politique essentielle votée par le 24^{ème} Congrès du Socialist Workers Party (SWP)(1), tenu à Cleveland (Ohio) du 8 au 12 août 1971. 1100 militants, délégués et invités, assistèrent à ce congrès, le plus important dans l'histoire du mouvement trotskyste nord-américain.

Outre cette résolution, trois textes furent proposés au congrès qui, majoritairement, les adopta : une résolution sur le mouvement de libération des femmes, un texte sur la lutte des Chicanos(2), et un document sur Israël et la révolution arabe.

Il est impossible de publier ici le texte intégral de l'ensemble de ces documents programmatiques qui servent de références politiques au SWP jusqu'à son congrès de 1973, mais il nous a paru fort intéressant de donner aux militants français les éléments principaux du texte central du dernier congrès. On y trouvera une analyse de la radicalisation de la jeunesse nord-



américaine dans le contexte des contradictions croissantes de l'impérialisme mondial et du capital américain. Ecrite au printemps 71, la résolution devait préparer les révolutionnaires des Etats-Unis à l'aggravation de la politique de l'administration Nixon par rapport aux travailleurs américains : moins d'une semaine après la fin du congrès du SWP, Nixon inaugurait sa politique de gel des salaires, d'agression envers le niveau de vie des travailleurs. Après les Noirs, les étudiants, les opposants à la guerre d'Indochine et les femmes, les ouvriers américains ont (re)commencé à bouger. Chacun comprend l'importance de ce réveil du prolétariat des Etats-Unis ; encore faut-il savoir dans quelles conditions les marxistes révolutionnaires peuvent intervenir dans ce processus décisif, en dernière analyse, pour l'humanité toute entière. Voilà ce que ce document, légèrement abrégé, devrait nous permettre de faire...

J.F.D.

première partie

A) Les contradictions fondamentales de l'impérialisme américain : l'évolution de la guerre et de l'économie.

L'invasion du Laos en février 71 a confirmé que, fondamentalement, la stratégie de l'administration Nixon en Indochine reste identique à celle de Johnson : tenter de remporter une victoire militaire d'une ampleur telle que les forces révolutionnaires vietnamiennes soient décimées écrasées. Nixon doit prendre la même voie que son prédécesseur car sur le terrain, en Indochine, les rapports de forces n'ont pas changé.

Le soulèvement massif au Vietnam a été tel que nul n'a pu le troquer contre un marchandage diplomatique du type de celui de 1954. Aucun régime de Saigon — de coalition ou pas — n'est susceptible de faire aux masses vietnamiennes les concessions importantes sur les plans économique, social et politique, pourtant indispensables pour qu'il puisse se maintenir au pouvoir. Seule la présence de la puissance militaire américaine empêche le triomphe de la lutte de libération nationale des Vietnamiens.

Le développement massif des réactions anti-guerre aux Etats-Unis a forcé Johnson à cesser les bombardements du Vietnam du Nord et à commencer les négociations de Paris. Pour trouver des appuis et gagner du temps, Nixon a dû promettre au peuple américain qu'il avait un plan pour finir la guerre. Son plan se révéla être la « vietnamisation », c'est-à-dire la stabilisation du régime Thieu-Ky et le remplacement des troupes US par l'armée sud-vietnamienne. La « vietnamisation » n'a pas marché. Le temps gagné par les manœuvres démagogiques de Nixon n'a pas permis à la machine militaire US et à ses fantoches de briser la résistance des masses vietnamiennes. C'est bien cet échec qui amena Nixon à décider l'intervention au Cambodge en mai 1970. L'explosion sans précédent du sentiment anti-guerre aux Etats-Unis força Washington à retirer ses troupes du Cambodge ; malgré cela les raids continus des avions US et les invasions périodiques de l'armée sud-vietnamienne y ont étendu la guerre. L'élargissement du front d'intervention US en Indochine ne réussit en rien à obliger les Vietnamiens à plier. Nixon, pressé par son calendrier de retrait des troupes, décida une nouvelle intervention en février 1971, cette fois au Laos. Le fiasco militaire des unités « d'élite » de l'armée sud-vietnamienne fit comprendre à des millions d'Américains quelle illusion, quelle tromperie la « vietnamisation » représentait : plus clairement que jamais, il apparaissait concrètement que la guerre n'en finissait pas.

L'impérialisme américain est confronté à un dilemme cruel : aujourd'hui il n'est pas susceptible d'obliger les combattants indochinois à la capitulation, de laisser seule l'armée sud-vietnamienne pour parvenir à cette fin, qu'il ne l'était avant le début de la « vietnamisation » ; cependant, Washington a promis au peuple américain le retrait définitif des forces US. Or un retrait, effec-

tivement réalisé à une échelle de masse alors que les révolutionnaires indochinois restent insoumis, aboutit à la plus grande défaite de l'histoire de l'impérialisme américain et à une impulsion supplémentaire de forces à la révolution mondiale.

Ainsi la révolution vietnamienne, l'effort de l'impérialisme américain pour l'écraser, deviennent la clé de la politique américaine et mondiale.

Faire payer les travailleurs

L'impérialisme n'a pas les moyens de s'offrir une guerre prolongée, il doit la faire payer par la classe ouvrière. Pour lui la solution la plus favorable serait celle où le mouvement ouvrier, favorable à la guerre, tolérerait des mesures urgentes d'austérité qu'elle justifierait. Mais justement, l'attitude des travailleurs envers la guerre exclut toute attaque directe contre le niveau de vie des masses sans danger d'approfondir la radicalisation de larges couches de travailleurs.

L'arme privilégiée par l'impérialisme pour entamer le niveau de vie des masses a été l'inflation. Mais ce phénomène a posé deux problèmes graves à la classe dominante aux USA :

— le premier : l'élévation du niveau de conscience des travailleurs engendrée par l'atteinte à leurs conditions de vie et de travail (cf. La vague de grèves de 1970, l'une des revendications fondamentales était l'augmentation des salaires pour rattraper la hausse des prix).

— Le second, à plus long terme : la détérioration du rapport de forces jusqu'à favoriser à l'impérialisme US par rapport aux capitalismes concurrents et l'instabilité croissante du système monétaire international.

La bourgeoisie et ses porte-paroles dans les mass-media et les universités ont lancé une vaste campagne de propagande destinée à convaincre les Américains que l'inflation trouve son origine dans leur tentative de défendre leurs conditions de vie. En réalité la cause réelle se trouve être les dépenses de guerre massives et la gigantesque dette publique ainsi que les structures monopolistiques engendrées par la continuelle concentration économique due à la concurrence internationale.

Pour que l'inflation opère selon ses vœux, la bourgeoisie américaine n'a que le choix suivant :

— se diriger vers une politique nationale des revenus ;

— décider une recession assez importante pour constituer une armée de réserve de main d'œuvre suffisante pour faire disparaître les demandes de hausse de salaires.

Ces deux possibilités présentent le danger d'une réaction éventuellement massive de la part des travailleurs, outre le fait que la seconde pourrait provoquer des récessions dans les autres pays capitalistes et faire bouler de neige.

La politique suivie par l'administration Nixon jusqu'ici relève du second cas : le plus fort taux de chômage de la décennie (6 %) a été atteint, accompagné d'une inflation continue.

Mais la combativité de la classe ouvrière ne s'est pas fait attendre, en dépit du chômage, si l'on en croit les luttes à la General Electric et dans l'industrie automobile, les négociations des camionneurs et les grèves



sauvages, les combats des employés des chemins de fer comme des postiers ou encore des ouvriers de la Sidérurgie. Certaines tendances existent au sein de la bourgeoisie à attaquer sur le plan législatif et administratif le pouvoir des syndicats eux-mêmes. Mais on comprend leurs hésitations devant le danger de voir se déclencher une riposte pouvant échapper au contrôle de la bureaucratie syndicale.

B. — Le développement continu de la radicalisation

Depuis le 23^e Congrès du SWP (New-York, août 1969) le mouvement anti-guerre a considérablement progressé comme on a pu le voir lors de la mobilisation géante de Mai 70. A la même époque deux autres secteurs entraient massivement en lice : le mouvement pour l'autodétermination des Chicanos et le Mouvement de Libération des Femmes.

La même période vit également l'émergence du Mouvement de Libération des Homosexuels ; de révoltes organisées dans les prisons, de New-York à la Californie, exigeant la réforme de la justice et du régime pénitentiaire ; une radicalisation accrue au sein de l'Eglise Catholique ; un refus sans cesse plus catégorique de la destruction, par le capitalisme, de notre cadre naturel et du système écologique ; la formation continue de groupements radicalisés dans toutes sortes d'organisations professionnelles ; et l'intensification du sentiment nationaliste noir ainsi qu'un degré supérieur d'organisation et de radicalisation anti-guerre au sein de l'armée...

La mobilisation anti guerre de Mai 1970

Réponse à l'invasion du Cambodge et au meurtre des étudiants de Kent State et Jackson State, ce fut la plus grande mobilisation nationale étudiante de l'histoire. Elle confirma la capacité du mouvement étudiant, testée ailleurs, d'agir comme détonateur de forces sociales plus larges, provoquant la mobilisation de centaines de milliers de personnes à travers le pays pour des manifestations anti-guerre.

Les événements de Mai nous fournissent une confirmation frappante de notre stratégie de l'« Université rouge » — sous la forme, dans ce cas, de l'université anti-guerre. La stratégie de l'université rouge comprend l'occupation et l'utilisation de ressources de l'université autour d'un programme transitoire destiné à la fois à lier les luttes étudiantes à des luttes plus larges et à attirer des forces considérables à des actions de masse autour d'objectifs politiques.

Grâce à la politisation due aux événements de Mai, la grève étudiante permit sur des milliers de campus l'usage des ressources universitaires... Un autre acquis de Mai 70 fut l'organisation de comités de grève larges et démocratiques capables de diriger effectivement la mobilisation des masses.

Les événements de Mai confirmèrent encore le rôle central que joue la guerre au

Vietnam dans la politique américaine. Sous l'impact de la grève et de l'occupation étudiantes, la première grande manifestation contre la guerre appelée et organisée par un secteur du mouvement ouvrier eut lieu à New-York.

Les événements de Mai 70, au-delà du niveau international, ont fortement remis en question la crédibilité et l'autorité de la classe dominante. Des millions d'Américains mettent désormais en doute sa capacité de résoudre quelque problème social intéressant les Américains eux-mêmes que ce soit et même d'en faire état honnêtement devant l'opinion.

Mai 70 a confirmé notre ligne de construction d'un mouvement anti-guerre sur un seul objectif et sans exclusives, de type front unique et destiné à organiser des manifestations de rue massives sur le mot d'ordre central : retrait immédiat des troupes US d'Indochine. Cette réussite porta un coup aussi bien aux ultra-gauches qui prétendent se substituer aux masses qu'aux sectaires qui contempnent le mouvement de masse depuis les bas-côtés, qu'aux réformistes qui tentent de le subordonner à leur pratique de collaboration de classe...

Le développement du mouvement des femmes

C'est en 1970 que le nouveau mouvement féministe se transforma en mouvement de masse plongeant ses racines dans les cercles les plus larges de la population féminine américaine. Il a déjà eu un impact considérable sur le niveau de conscience du pays et à tous les niveaux de la vie quotidienne de la population. Des femmes de toute situation (dans les organisations noires et chicanas, dans les syndicats, les institutions scolaires, les églises, les organisations professionnelles, sur leur lieu de travail) se sont levées et se sont mises à combattre pour des revendications féministes...

Les trois revendications fondamentales du mouvement de libération des femmes constituent un point de départ pour un programme transitoire pour la libération des femmes.

La première, avortement libre sur demande, associée au refus de la stérilisation forcée, se fonde sur le droit des femmes, démocratique et élémentaire, de contrôler leur propre corps. Ce droit concerne directement les femmes et est chaque année une question de vie ou de mort pour des centaines de milliers d'entre elles. Cette revendication va à l'encontre de nombreux préjugés culturels, sociaux, religieux contre les femmes et qui sont destinés à justifier leur statut dépendant. La revendication, qui précise que l'avortement doit être gratuit, va au-delà des revendications démocratiques, pose le problème de la socialisation de la médecine et répond aux besoins des plus exploitées...

La seconde revendication du mouvement : des crèches gratuites fonctionnant 24 heures sur 24 prises en charge par la société et accessibles à chacun(e), répond aux demandes urgentes de millions de femmes, en particulier de celles qui travaillent. En même temps, elle met en lumière la responsabilité de la société pour ce qui concerne l'éducation des jeunes.

La troisième revendication concerne le problème de l'égalité femmes-hommes en matière de salaires, d'études et d'emplois.

Cette revendication démocratique remet en cause l'organisation de l'économie capitaliste et l'institutionnalisation politique du statut dépendant et subordonné des femmes dont le système familial patriarcal constitue la racine historique...

La montée des nationalismes

Elle se fait sentir non seulement parmi les Noirs mais aussi parmi les Chicanos, les Porto-Ricains, les Indiens et les Asiatiques d'origine. Elle s'est exprimée lors de l'opposition croissante à la guerre de ces minorités opprimées, dans le caractère des révoltes dans les prisons, et dans le développement de leur niveau de conscience et de leur degré d'organisation dans l'armée et les établissements scolaires. La récession, qui a frappé très durement les minorités opprimées, est à l'origine de ce processus, ainsi que l'échec manifeste de l'« intégration » et de la « lutte contre la ségrégation », en particulier dans le Sud, à l'égard des Noirs...

Mais en dépit de l'active solidarité envers les militants des Blacks Panthers ou Angela Davis, la crise de direction au sein du mouvement noir continue : Le Black Panther Party accablé par la répression engendrée par sa ligne politique fausse ne cesse de décliner ; aucune tentative sérieuse de construction d'un parti noir indépendant n'a vu le jour non plus que quelque groupe politique important à l'échelle nationale.

On a pourtant vu des luttes, notamment dans l'Illinois à Cairo, qui sont fort proches de nos conceptions programmatiques et organisationnelles, exposées dans le document du SWP « Un programme transitoire pour la libération des Noirs » (3).

Depuis le Congrès du SWP de 1969 un élément tout à fait considérable a été le développement des luttes du mouvement des Chicanos centrées sur l'opposition à la guerre et aux sacrifices qu'elle leur impose. Un point culminant fut atteint en août 1970 avec une manifestation de 30.000 Chicanos à Los Angeles — qui fut meurtrièrement attaquée par la police.

L'expérience la plus avancée du mouvement chicano a été l'organisation des partis « La Raza Unida » dans le Texas, le Colorado et la Californie. Les premiers partis « La Raza Unida » se sont développés au Texas à partir de combats menés sur le thème central du contrôle par les Chicanos des écoles qui leur sont destinées. Plusieurs leaders qui furent à l'origine du mouvement firent leurs armes dans le mouvement étudiant, en particulier au sein du MAYO (Mexican American Youth Organisation — L'Organisation des Jeunes Américains Mexicains). Les partis « Raza Unida » sont encore petits et sont confrontés aux mêmes problèmes que rencontre tout parti politique essayant de construire une organisation de masse indépendante des partis capitalistes...

Les effets de la radicalisation sur la classe ouvrière

Les principaux secteurs de lutte qui ont jusqu'ici caractérisé la radicalisation croissante sont 1) le mouvement de libération des Noirs ; 2) la radicalisation des jeunes ; 3) le mouvement anti-guerre ; 4) le mouvement de libération des Chicanos et 5) le

mouvement de libération des femmes. Il est clair que ces mouvements se sont développés en dehors du cadre du mouvement syndical et en aucun cas n'ont été impulsés par une partie du mouvement ouvrier organisé. Néanmoins, ces mouvements ont d'ores et déjà eu des répercussions profondes au sein de la classe ouvrière... Ceci est évident lorsqu'on considère la pénétration en profondeur de la prise de conscience nationaliste parmi les nationalités opprimées et ses diverses expressions lors des luttes combattives des postiers en 1970 ou la grève chez Ford à Mahan dans le New Jersey ; la formation du « mouvement ouvrier révolutionnaire du polaroid » et ses campagnes contre les investissements de polaroid en Afrique du Sud ; les manifestations de nationalisme de nombreux jeunes Noirs, pour la plupart d'origine ouvrière, dans l'armée et les lycées ; la menace publique lancée par le Party « La Paza Unida » de mettre sur pied ses propres syndicats si l'AFL-CIO ne jouait pas son rôle... etc... Tout démontre la profonde hostilité de la classe ouvrière américaine à la guerre d'Indochine : les référendums organisés en novembre 1970 contre la guerre dans les centres industriels de Dearborn et Détroit dans le Michigan ; la mobilisation de 25 000 syndiqués à New-York pendant les événements de mai 70, l'accueil extrêmement favorable fait par la communauté chicana aux manifestations de Los Angeles, les pressions grandissantes qui se font sur les responsables syndicaux pour qu'ils prennent en charge des prises de position et des actions contre la guerre.

De même la montée du nouveau féminisme trouve un écho dans la classe ouvrière. Des comités et des commissions de femmes se sont formés dans plusieurs syndicats : travailleuses de l'imprimerie, enseignantes combattent contre la discrimination au niveau de l'emploi, pour des congés de maternité payés, pour la diffusion de l'information sur la contraception et l'avortement dans les lycées et pour un système de garderie d'enfants...

Conclusion : l'offensive gouvernementale contre les syndicats.

Le caractère des grèves de 1970 montre bien que la classe ouvrière n'entend pas voir sacrifier son niveau de vie à la guerre de la Maison Blanche, en dépit des appels directs ou indirects de la Maison Blanche au patriotisme, à l'anti-communisme et au racisme contre les peuples coloniaux.

Les grèves de 1970 n'ont pas seulement été les plus importantes en nombre depuis 1952 mais elles ont bien montré la durabilité de la tendance des travailleurs à rejeter les négociations bidons menées par les bureaucrates en matière de hausses de salaires et à entreprendre des actions illégales contre eux. L'un des espoirs essentiels de Nixon, à savoir que la récession affaiblisse la combativité ouvrière, grâce au chômage, a été déçu, car le chômage n'a pas été seul à augmenter. Les prix ont fait de même et les travailleurs se sont mobilisés pour défendre leur niveau et leurs conditions de vie.

Une partie sans cesse croissante de la classe ouvrière pense que la prochaine étape devra être un programme de contrôle des salaires

sous le masque d'une large « politique des revenus » et de la « lutte contre l'inflation ».

La réponse la plus spectaculaire jusqu'à maintenant a été la grève des postiers de 1970 qui constituait ouvertement un défi au gouvernement fédéral et à ses lois anti-grèves anti-constitutionnelles... L'offensive de la classe dominante contre les syndicats ne dépend pas seulement de l'estimation qu'elle fait du rapport de forces à l'intérieur des Etats-Unis mais également de l'évolution économique internationale.

Dans ce contexte plusieurs secteurs du mouvement syndical ont mis au centre de leurs revendications une clause de hausses de salaires pour déjouer l'inflation. Les dirigeants de la Sidérurgie ont élaboré des revendications de hausse de salaires mais aussi de durée moindre de travail hebdomadaire pour 1971. Le combat pour une échelle mobile des salaires doit être opposé à toute tentative bourgeoise de « résoudre » les problèmes de chômage et d'inflation par le contrôle des salaires : l'intervention active du gouvernement au côté des employeurs renforce l'idée selon laquelle les principaux problèmes économiques aujourd'hui doivent se poser au niveau politique.

La bureaucratie syndicale est constituée par une couche sociale conservatrice et petite-bourgeoise incrustée dans les syndicats. Elle agit comme la courroie de transmission centrale de la bourgeoisie dans la classe ouvrière et demeure l'obstacle fondamental empêchant la transformation des syndicats en instruments révolutionnaires de combat pour la classe ouvrière et ses alliés. Loin de mobiliser la force syndicale sur la lancée de la radicalisation, ces bureaucrates font tout ce qui est en leur pouvoir pour enfermer les travailleurs dans le cadre d'un programme social aussi étroit et réformiste que possible. L'impact de la radicalisation est encore un processus moléculaire. Il n'y a pas encore d'alternative à la bureaucratie prise comme un tout à cette étape. Il n'y a pas aujourd'hui de tendance organisée s'appuyant à former une aile gauche dans le mouvement syndical afin de jeter par-dessus bord cette bureaucratie conservatrice et son remplacement par une direction qui fonde son action sur un programme lutte de classes dirigé contre la classe dominante...

deuxième partie

A. — Caractéristiques générales de la radicalisation

1) Chacun des mouvements, des secteurs de la radicalisation dont nous venons de parler, est indépendant par sa nature et par le cours qu'il suit ; aucun ne constitue une aile des partis républicain ou démocrate. Ils échappent tous au contrôle de la bureaucratie syndicale. Ils ne sont nullement sous la direction du parti communiste...

2) Tous ces mouvements ont démontré leur capacité à s'engager dans l'action directe dans la rue et dans les établissements scolaires, à organiser des manifestations de masse contre les autorités et l'administration...

3) De même que dans les années 30, le processus de radicalisation a commencé dans les secteurs précédant la politisation et la mobilisation de la classe ouvrière. Mais les luttes sociales des années 60 ont eu un écho dans l'ensemble du pays... La radicalisation d'aujourd'hui est plus grande, plus profonde qu'elle ne le fut jamais dans le passé.

L'existence et le développement de cette radicalisation antérieure à celle des bastions décisifs de la classe ouvrière sont d'une importance vitale pour la tendance marxiste que nous sommes. Notre capacité à recruter et éduquer une avant-garde marxiste active et influente dans ces mouvements, luttant pour en devenir la direction reconnue contre tous nos adversaires, est décisive pour la construction d'un parti ouvrier léniniste de masse capable de mener à la victoire les luttes à venir.

4) Il faut distinguer radicalisation et situation révolutionnaire. La radicalisation actuelle, produit du changement de la situation nationale et internationale n'est pas sur le point de se transformer en situation pré-révolutionnaire. Elle n'en est que la condition préalable et la préparation. On ne pourra parler de situation révolutionnaire que lorsque la politisation et la radicalisation se seront étendues aux bastions décisifs des masses ouvrières et lorsque la fermentation et la mobilisation révolutionnaires poseront objectivement la question du pouvoir.

La radicalisation peut se développer des années durant, voire des décennies, les situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires où les classes sont confrontées l'une à l'autre, ne peuvent être que de brève durée.

Nous ne pouvons prédire ni le rythme de la radicalisation de la classe ouvrière ni la manière dont une situation pré-révolutionnaire se présentera. Mais il est clair que plus la radicalisation aura été large et profonde, plus nombreux auront été les militants politisés et éduqués par l'avant-garde, plus les masses auront été accoutumées aux solutions radicales et plus les atouts sont réunis pour qu'une telle solution puisse éclore... La question-clé reste celle de la création d'un parti de combat marxiste révolutionnaire capable de prendre la direc-



tion des mobilisations ouvrières contre les réformistes et les centristes pour les mener à la conquête victorieuse du pouvoir d'Etat.

5) Les caractéristiques actuelles de la radicalisation montrent bien que la révolution américaine aura un caractère combiné : elle sera le fait des nationalités opprimées en lutte pour l'autodétermination et de la classe ouvrière pour la prise du pouvoir, la destruction de l'exploitation capitaliste, l'aliénation, l'oppression, le racisme et le sexisme et la construction du socialisme, le premier ordre social réellement humain.

La révolution américaine qui vient intégrera les revendications démocratiques et transitoires issues de ces divers mouvements dans le cadre des luttes sociales en cours aussi bien que celles qui seront engendrées par la radicalisation au fur et à mesure qu'elle s'approfondira...

Les principales contradictions économiques et politiques auxquelles le capitalisme US doit faire face ont une base internationale... La radicalisation présente se fait dans une période de montée de la révolution mondiale... Le monolithisme stalinien s'effrite. La révolution politique a non seulement fait du chemin dans l'Europe de l'Est mais elle se profile déjà en URSS. Les leçons des luttes menées dans un pays sont assimilées dans d'autres comme on a pu le voir à propos des luttes étudiantes, du mouvement anti-guerre, de la question nationale et même de la radicalisation des femmes.

L'anti-communisme, des diversions guerrières cherchant à rallumer la flamme du patriotisme, le racisme et le sexisme ne sont plus à propos de mettre fin à la radicalisation tandis que les contradictions profondes qui nourrissent cette dernière ne cessent de s'exacerber.

7) A toutes les étapes de la construction du parti marxiste révolutionnaire de masses, ses cadres doivent être capables de discerner les nouvelles formes de lutte et

les revendications des couches opprimées et de les intégrer. Le parti léniniste met en avant les revendications démocratiques et transitoires de ces couches comme partie prenante de son propre programme. Etant donné le caractère décisif de la construction du parti révolutionnaire, notre objectif le plus important en nous investissant profondément dans ces mouvements de masse et en tirant des leçons, est de recruter leurs meilleurs militants, de leur faire assimiler le programme et les traditions du trotskysme et leur faire acquérir l'expérience politique nécessaire pour s'intégrer à l'avant-garde trotskyste qui transcroit.

8) Le rapport de forces au sein de la gauche américaine ne cesse de changer en notre faveur. La meilleure preuve en est fournie par l'incapacité du parti communiste à prendre la direction des mouvements de masse et à les mettre sur la voie de la collaboration de classes.

B.— Nos adversaires au sein de la gauche

Ce sont les partis communiste et socialiste avec leur organisation de jeunesse respective : Progressive Labour (maoïste) avec le résidu du SDS étudiant ; International Socialism (capitaliste d'Etat), et d'autres groupes moins importants tels que la Worker's League (liée à la SLL de Grande Bretagne — voir Q.I. No 2, l'article de P. Frank). Un élément frappant est que chacune de ces tendances développe le point de vue, à sa manière, suivant lequel la politique du SWP et de la YSA relève de la petite bourgeoisie et non pas de la classe ouvrière.

Chacune met en avant ses critiques du comportement du SWP à l'égard de la radicalisation. Le parti socialiste par exemple a critiqué notre soutien au nationalisme noir, au mouvement de libération des homosexuels, au mouvement anti-guerre, au mouvement de libération des femmes de même que notre opposition à Israël « qui est dirigé par un parti ouvrier » comme étant « anti-classe ouvrière ». Le parti communiste prétend que notre soutien au nationalisme noir relève du racisme, qu'en construisant un mouvement anti-guerre indépendant nous sommes des diviseurs non intéressés par « les problèmes ouvriers »... Tous nos autres adversaires, groupuscules, voient la preuve de notre caractère petit-bourgeois, dans notre soutien au nationalisme noir, au féminisme et aux autres mouvements de masse. Tous nous opposent leur organisation réellement ouvrière et leur orientation comme seule susceptible d'atteindre la masse des travailleurs. Leur erreur consiste à ne pas voir les luttes de classes là où elles sont, à ne pas comprendre la nature et les caractéristiques de la radicalisation ; à penser le problème de la construction du parti révolutionnaire comme si déjà ils constituaient eux-mêmes ce parti dont le problème central serait de savoir comment disposer de ses forces massives.

Ce qui nous sépare d'eux :

1) Ils rejettent les revendications des mouvements de masse. Réformistes et ultra-gauches tombent dans l'économisme en isolant les luttes pour

l'emploi et les salaires des objectifs politiques et des forces vives de la radicalisation et en estimant que ces revendications sont les seules susceptibles d'amener les ouvriers au combat. Face à la radicalisation ils sont donc éminemment conservateurs, craignant les luttes des plus exploités tout comme ils craignent la révolution elle-même. Cela se voit dans leur absence sectaire des mouvements de masse ou dans leur présence à seule fin de tenter de les dévoyer et de s'opposer à eux.

En dernière analyse leur attitude trahit un profond manque de confiance dans le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière et une ignorance totale de la nature de la révolution sociale...

2) Ils ont une conception dogmatique de la radicalisation ouvrière

Ils pensent que tant que les travailleurs ne se radicalisent pas au sein du cadre syndical, il n'y a pas radicalisation. Dans les années 30, les premiers à bouger furent les intellectuels, les étudiants, les chômeurs et les fermiers. Quand les ouvriers rejoignirent la lutte, la radicalisation prit de l'ampleur et se concrétisa par une scission au sein de l'AFL (American Federation of Labour) et la création d'un nouveau syndicat de masse : la CIO (Congress for Industrial Organisation)...

Notre programme pour le mouvement ouvrier comprend notamment :

- a) Contre le chômage, l'inflation et la politique du gouvernement : l'échelle mobile des salaires.
- b) La démocratie ouvrière au sein des syndicats qui va de pair avec la lutte contre l'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat et au système capitaliste ;
- c) Face au bi-partisme bourgeois nous expliquons la nécessité d'un parti ouvrier indépendant fondé sur les syndicats ;
- d) Pour faire des syndicats des instruments de lutte au service des travailleurs nous appelons à soutenir les luttes des minorités, le combat des femmes pour leur émancipation et le retrait immédiat des troupes US du Vietnam.

3) La construction décisive d'un parti révolutionnaire de masse :

Nous partons du fait que le SWP n'est pas encore ce parti de masse. Nous sommes un noyau de cadres, petit mais en expansion, formé autour du programme marxiste révolutionnaire indispensable pour la construction d'un tel parti. Nos adversaires qui en restent le plus souvent au niveau propagandiste ne comprennent pas que des regroupements de type frontiste sont nécessaires pour mobiliser les masses : ils ne construisent pas le mouvement anti-guerre mais ils appellent par exemple à une grève générale de masse pour mettre fin à la guerre (la Workers's League) ou bien à une migration massive vers Detroit pour soutenir les grévistes de la General Motor (les maoïstes)...

Tous nos adversaires font fausse route : les ouvriers se politisent par et dans les luttes dans lesquelles ils sont engagés et c'est au cours de ce processus qu'ils en arrivent à rechercher un pôle politique alternatif qu'ils peuvent adopter.

Combien de travailleurs radicalisés et politisés seront-ils recrutés dans le futur au programme et à l'organisation révolutionnaires — combien par les réformistes et les centristes ? Cela dépend d'un facteur



clé : l'accumulation primitive de cadres partie prenante, en tant que marxistes-révolutionnaires, des luttes montantes.

(1) Depuis la seconde moitié des années 20 le trotskysme américain a toujours été l'un des bastions du mouvement trotskyste mondial. Profondément ancré dans la tradition socialiste et révolutionnaire du continent américain, le SWP est aujourd'hui l'organisation marxiste militante la plus dynamique, en face d'un PC honteux, flanc-garde du parti bourgeois démocratique et d'un mouvement maoïste débile, agonisant depuis l'annonce du voyage de Nixon à Pékin.

James P. Cannon, qui est aujourd'hui encore président du SWP avait été, avant de fonder le PC américain, l'un des leaders de l'organisation syndicale IWW (Industrial Workers of the World) et du Parti socialiste. Délégué du PCA au VI^e Congrès de l'IC, à Moscou en juillet 1928, il avait pris connaissance, par hasard (1) de la lettre envoyée par Trotsky depuis Alma Ata, qu'il put rapporter aux Etats-Unis et sauver des oublis volontaires des bureaucrates. Cette lettre commence le recueil publié sous le titre « L'Internationale Communiste après Lénine ».

(2) Citoyens américains d'origine mexicaine.

(3) Publié dans « Quatrième Internationale » No 40 (novembre 1969).



CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE

La revue « Critique de l'économie politique » vient de publier son No 7-8 sur « la nature des pays de l'Est ». Publiée par des militants marxistes-révolutionnaires spécialistes des problèmes d'économie politique, cette revue rencontre un très grand succès dans l'avant-garde révolutionnaire. Plusieurs numéros précédents ont été épuisés rapidement et ont dû être réédités.

Au sommaire des précédents numéros :

No 1 : l'inflation

No 2 : la crise du système monétaire international

No 3 : la formation du sous-développement

No 4-5 : sur l'impérialisme

No 6 : la construction du socialisme

Au sommaire du No 7-8 sur les pays de l'Est :

A. Naïr :

Charles Bettelheim bouleverse la science

JL Dallemagne :

Charles Bettelheim ou l'identification des contraintes

Bernard Jobic :

La Révolution Culturelle et la critique de l'économisme

A Kovar :

La révolution prolétarienne et l'idéologisme

Réponse au camarade B Jobic

Léon Trotsky :

Thèses sur la situation économique de la Russie soviétique du point de vue de la révolution socialiste

Daniel Bensaïd :

Révolution et contre-révolution bureaucratique

M Ducombs :

Le sens des réformes dans les économies de transition

T Tomochika :

Panorama critique des mathématiques appliquées à l'économie de l'URSS

E Germain :

Les réformes Liberman-Trapeznikov de la gestion des entreprises soviétiques

J Grzeda :

Essai d'analyse de l'économie polonaise au cours des années 50-70

C Samary :

Yougoslavie : vers le capitalisme ou vers le socialisme ?

W O V Walter :

La « grande révolution culturelle prolétarienne » et la technocratie

Il n'est plus nécessaire de discuter, car c'est admis, que la défaite des masses en août est la conséquence des positions réformistes et du « spontanéisme insurrectionnel » soutenus dans l'« Assemblée Populaire » et qui remplacèrent la lutte pour le pouvoir par la cogestion dans les usines. Tous se rappellent le report aux sessions de septembre de la discussion et de l'organisation militaire ouvriers-paysans, ceci avec l'idée saugrenue que « la grève générale suffira à renverser le fascisme » et que « l'insurrection populaire suffit, qu'il n'est pas besoin de créer l'Armée Populaire », que la « préparation militaire n'est pas à l'ordre du jour », etc.... Cette conception fut démentie par les journées d'août, à travers lesquelles se confirment les positions révolutionnaires de la gauche révolutionnaire (E.L.N., P.O.R. — Combate, P.C. M.L., M.I.R., P.R.I.N.).

Les affrontements des 19, 20 et 21 août, nous offrent une nouvelle expérience de la lutte des classes, qui depuis bien longtemps avait dépassé un stade politique pour s'étendre à un stade militaire. La guerre des déclarations et des communiqués, des bruyantes manifestations sans cesse répétées fit place à la lutte armée et à l'affrontement militaire. Mais, savoir comment eut lieu cet affrontement, en tirer les leçons critiques, est une obligation pour les militants révolutionnaires. Pour cela rien n'est plus utile que de rappeler les moments cruciaux du combat.

Avant le coup d'Etat fasciste notre parti se mobilisa dans tout le pays. Nous eûmes une activité plus intense à La Paz, Santa Cruz, Oruro Minas. Nous ferons ici une synthèse des événements de La Paz, dans d'autres textes nous parlerons des combats qui eurent lieu dans d'autres villes.

Dès l'annonce du début du coup d'Etat fasciste, le 19 août, à 22 heures, l'appareil militaire du P.O.R. (Combate) se mobilise. Un commando armé arrive à l'Université pour participer aux préparatifs que fait la F.U.L. à La Paz. En même temps, un commando armé arrivait à la C.O.B. et prenait immédiatement en charge la garde permanente du local.

Le lendemain, notre parti pratique des actions de harcèlements et de contrôle dans les zones proches de l'Université et de la C.O.B., et récupère des armes avec les camarades du P.C.B. M.L., avec lesquels une alliance a été scellée.

Le 21 août, à 12 h 30 environ, un autre commando du P.O.R. (Combate) opère avec des dirigeants de la C.O.B. et des employés du Ministère de l'Intérieur le ramassage et la remise des armes. A partir de 13 h notre parti mobilise le peuple pour le conduire vers Miraflores et attaquer la grande caserne. Dans ce but, deux commandos d'étudiants et d'ouvriers, armés à la main, prennent des autobus descendant au passage et ensuite, les conduisent chargés de combattants à la place du Stade. A 14 h 30, un commando formé de militants de notre parti et un autre formé d'universitaires arrive au parc zoologique dans le but

BOLIVIE

vive le combat du peuple le 21 août ! défaite militaire des masses et défaite politique des réformistes et des spontanéistes

*
extrait de
« Combate »
organe du
P.O.R.
section bolivienne
de la quatrième
Internationale
*

d'emmener les tracteurs et les machines lourdes qui y sont, vers l'Avenue Saavedra et de les utiliser comme blindés pour attaquer la Caserne Générale de Miraflores. Cette opération échoue à cause de l'interception d'une fraction du Régiment Castrillo. A la même heure un commando de notre parti prit position, avec les combattants du P.C.B. (M.L.) qui étaient une vingtaine à cet endroit, en haut du parc zoologique, en face de la colline Laika-Kota. Nous fûmes renforcés par l'arrivée de mineurs et de militants d'autres organisations de gauche et inorganisés. C'est là que commença le combat contre les soldats du régiment Castrillo, qui dura 2 h 30 mn, et se termina par l'abandon par l'armée des positions qu'elle avait sur cette colline.

A 15 h est mené victorieusement l'assaut de l'Intendance de guerre par les forces unies des groupes de la gauche révolutionnaire, et même des réformistes après que les mineurs en aient fait sauter la porte avec de la dynamite.

A 16 h à peu près apparaissent trois colonnes de l'E.L.N. qui se concentrent au niveau du Stade, renforçant l'attaque contre les militaires fascistes sur les différents fronts de Miraflores. A la même heure, le régiment « Colorados » attaque la grande caserne sous la direction du Major Sanchez. Ceci est un tournant dans la lutte révolutionnaire. La gauche révolutionnaire et les militaires qui se levèrent contre leurs chefs-gorilles pour se joindre au peuple scellèrent au cours de ces combats une alliance qui devait donner naissance au F.R.A.

A 17 h 30, les avant-gardes révolutionnaires qui convergeaient vers la colline Laika-Kota, sont durement mitraillées. Au cours de ces actions, après un dur combat, les nids de mitrailleuses du régiment Castrillo anéantirent le commando paysan que dirigeait le camarade Tomas Chambi. Ce camarade était membre du Comité Central de notre parti, Secrétaire à la Défense Armée de la Confédération Indépendante de Travailleurs Paysans et dirigeant de la Fédération Paysanne de la province de Pacajes.

Pendant que l'on se battait à Laika-Kota, un petit commando du P.O.R. (Combate) (deux hommes et une femme) pénètre par l'Hopital Général jusqu'aux abords de l'Etat-Major, lançant des charges explosives et détruisant le côté gauche de la muraille contigüe à l'entrée principale de la grande caserne de Miraflores. Notre parti renforce ensuite la position de ces camarades et demande par radio portative des armes pour accentuer l'attaque, armes promises qui n'arrivèrent jamais.

A la fin de l'après midi, on peut distinguer un front qui s'étend depuis Villa Gualberitno Villaroel, avenue Buch, l'Avenue Saavedra, la colline Laika Kota, le fleuve Choque vapu, jusqu'aux abords de l'Université. Avaient pris le parti du peuple des officiers carabiniers, des sous-officiers et des troupes de l'Avant Garde militaire du Peuple, des brigades militaires et des militants de l'E.L.N., du P.O.R. (Combate), du

P.C.B. (M.L.), du P.R.I.N., des groupes universitaires organisés par la C.U.B. et la F.U.L. et l'on y remarquait les dirigeants du M.I.R., des secteurs miniers, paysans, artisans, en bref le peuple entier.

Vers 19 h, un commando armé de notre parti et de militants d'autres organisations, font prisonniers 12 militaires, soldats et officiers, aux alentours de l'Etat Major, les désarmant et les mettant ensuite en liberté, respectant leurs vies.

A 21 h, dans le feu de l'action, se constituent le Commando Tomas Chambi de notre parti, et le Commando Oscar Paz du P.C.B. (M.L.). Les deux commandos coordonnés marchent sur la place Murillo, tandis que le régiment blindé Tarapaca s'apprêtait à prendre le Palais du Gouvernement. Les fascistes sont reçus par un feu nourri de carabines et de mitraillettes, le combat s'engage, les fascistes ont de lourdes pertes, et les deux commandos se retirent dans l'ordre sans perte.

A 21 h 30, après des combats sanglants, le bastion fasciste de la colline Laika Kota tombe aux mains des révolutionnaires.

A 22 h, les commandos Tomas Chambi et Oscar Paz arrivent à la Place Sucre et engagent le combat avec les bandes fascistes qui prétendaient libérer les « Maquis ». Ces mêmes commandos parcourent les quartiers populaires et désarment des groupes du M.N.R. et du F.S.B., qui commençaient à réprimer les dirigeants syndicaux et révolutionnaires.

Voilà comment lutta le peuple. Voilà comment se déroulent les actions. Il faut avoir une réflexion critique à leur sujet.

Les combats principaux furent l'attaque de la Grande Caserne de Miraflores, sur la colline Laika Kota. Cette lutte illustre d'une part, la haute combativité et l'esprit de sacrifice du peuple bolivien, et d'autre part la compréhension presque nulle de l'événement et la préparation inexistante de la gauche traditionnelle, qui montre n'avoir rien appris des luttes antérieures.

A part les commandos organisés du P.O.R. (Combate), de l'E.L.N., du M.I.R. et du P.C.B. (M.L.), du P.R.I.N. qui s'efforcèrent de diriger militairement la lutte, la majorité du peuple combattit contre le fascisme d'une manière désorganisée et même chaotique. A tel point qu'on assista à des disputes violentes et que l'on se battait à coup de poing pour prendre le fusil du camarade tombé ou pour l'arracher des mains de celui qui montrait le moindre signe de peur ou d'hésitation. Derrière chaque camarade, il y en avait dix sans arme, attendant de prendre son fusil quand il tomberait. Il y eu beaucoup de cas de crises d'hystérie ou de pleurs — très bouleversants — de camarades impuissants de participer au combat par manque d'armes. A travers la lutte d'août, il fut clair pour tous que la classe ouvrière ne peut triompher sans une préparation militaire et sans la création d'un véritable organe politico-militaire. Dire que l'armement des travailleurs suffit sans une avant-garde armée disciplinée, créée et surgie dans la lutte

pour mener à bien la révolution, c'est oublier les expériences et les leçons de la Bolivie et du monde entier. Mais en plus c'est se montrer irresponsable, et se faire les instigateurs de la défaite du peuple bolivien.

Le fusil aux mains des ouvriers ne suffit pas. La préparation militaire et politique est indispensable et il faut une organisation politico-militaire, qui dirige la lutte.

En cette nouvelle époque de luttes révolutionnaires, où l'impérialisme a déchaîné toute sa violence et utilisé comme instrument privilégié les militaires et l'armée des gorilles, il est nécessaire de construire l'Armée Révolutionnaire Populaire.

Les victimes du 21 août, celles des fusillades qui ont suivi, les torturés et les prisonniers ont payé de leur sang cette leçon.

UN PREMIER BILAN : La Bolivie est tombée sous le joug du fascisme parce que les masses manquèrent des instruments politiques et militaires pour lutter.

Après la défaite populaire du 21 août et la montée au pouvoir du fascisme, toutes les tendances font des bilans et des analyses unilatérales, sectaires qui maquillent la réalité afin de justifier leurs positions politiques et d'échapper à leurs responsabilités. Nous pensons qu'il faut faire un bilan critique de toute la période qui précéda le 21 août, qui à notre avis prépare et conditionne la défaite, qu'il faut établir les responsabilités dans chaque secteur, pour ensuite tirer les enseignements qu'impose la montée du fascisme, et tracer enfin les perspectives pour l'avenir.

LES CAUSES DU TRIOMPHE FASCISTE

Nous devons dire en toute clarté que le coup d'Etat fasciste triompha parce que les masses n'avaient pas les instruments politiques et militaires, indispensables pour affronter l'armée dont le passé historique a amplement démontré le caractère anti-ouvrier et anti-national, et en laquelle on ne peut avoir confiance.

L'intervention de quelques officiers du Régiment Colorados et d'une partie de la troupe sous la direction du Major Sanchez ne change rien à l'affirmation qui précède. Ni la distribution d'armes en dernière minute. La guerre ne s'improvise pas. S'armer trop tard revient à ne pas s'armer du tout. Le seul fusil ne peut pas remplacer l'organisation politico-militaire, qui prépare et dirige la lutte, qui forme les cadres nécessaires, qui entraîne à l'art de la guerre et qui forme idéologiquement les combattants révolutionnaires. Dans la lutte du 21 août, 10 000 combattants furent mobilisés dans la zone de Miraflores, à La Paz, mais ils n'avaient pas de commandement politico-militaire réel, ayant de l'autorité, un commandement centralisé, pour diriger ces masses. Les militaires des partis qui proclamaient la lutte armée et leurs directions ne

purent atteindre ce niveau. Ils se battirent héroïquement, donnèrent des consignes mais ne purent organiser la masse dans le feu de l'action. Ces partis de la gauche révolutionnaire qui se battirent les armes à la main (P.O.R. — Combate, E.L.N., Prochinois, M.I.R.) firent leur devoir qui était de se battre avec le peuple, dans une guerre de positions étrangère à leurs conceptions de guerre révolutionnaire irrégulière, de guérilla.

Nous devons souligner ceci : la défaite de la gauche bolivienne et des masses tire sa source des tendances spontanées et réformistes contraires à une stratégie de prise de pouvoir qui ait comme axe la préparation militaire et la construction d'une Armée Populaire, armée autonome des masses. Ces tendances dominèrent dans la C.O.B. et dans l'Assemblée Populaire car leurs défenseurs en firent la direction dans la première vague de la montée des masses, alors que la gauche révolutionnaire était encore en prison ou poursuivie.

Ces tendances avaient grande confiance dans le régime de Torres et nourrissaient des illusions quant à l'armée qui semblait l'appuyer. Cette vision des choses leur rendait impensable la préparation militaire, l'organisation d'une force armée indépendante. Aujourd'hui, ils se lamentent de ce que Torres les a trompés avec le prétendu appui de l'armée, et Torres se lamente aussi de la trahison de ses amis militaires à l'exception du Major Sanchez, qui avaient offert de le soutenir et de le défendre.

Les causes que l'on donne pour expliquer la défaite du 21 août, comme la division de la gauche, le manque d'armes, si elles existaient, furent secondaires. En supposant la gauche unie, pourvue de plus d'armes, la défaite aurait eu lieu quand même. Ce qui est fondamental, c'est la conception politique, la stratégie révolutionnaire qui guident la lutte pour le pouvoir. Avant le coup d'Etat du 21 août, et pendant le coup d'Etat lui-même, cette conception fut spontanée, gradualiste. C'est pour cela que l'on ne prépara pas militairement les masses, qu'on fit obstacle à la création de l'armée populaire. Pour assurer la prochaine victoire, il faut substituer à cette conception génératrice de défaites, la véritable stratégie révolutionnaire de lutte armée contre le pouvoir.

L'ASSEMBLEE POPULAIRE

La responsabilité des spontanés et réformistes (P.C. Pro-Moscou et Groupe Lora) est déterminante. Leurs conceptions et attitudes opposés à toute discussion sur les problèmes militaires de la Révolution, hostiles à toute organisation militaire indépendante des travailleurs, ouvrirent la porte aux fascistes. L'armée, dominée par les gorilles mercenaires, eut ainsi le chemin facile pour monter au Pouvoir.

Ces mêmes conceptions conduisirent l'Armée Populaire à l'échec. Il est certain que l'Assemblée Populaire fut créée sous la pression des secteurs ouvriers et populaires

qui firent leur la consigne lancée par notre parti le 12 octobre 70. Les masses mobilisées, en pleine montée révolutionnaire, voulaient concrétiser leur pouvoir vers le socialisme en créant d'un côté le « Parlement ouvrier » et de l'autre en lançant le mot d'ordre « Les armes au peuple ».

Le commando politique et la C.O.B. menèrent à bien le premier but, lui donnant forme dans l'Assemblée Populaire, et repoussèrent le second.

Avec tout le verbalisme et les déclamations qui caractérisent la Gauche Traditionnelle, on idéalisa l'Assemblée Populaire, on l'appela Soviet, Pouvoir Ouvrier. Mais en fait, elle ne fut rien de plus qu'un Comité Directeur de Soviet et non un Soviet même. L'Assemblée était un pouvoir impuissant. Les spontané-réformistes construisirent formellement un Soviet type 1917 en Russie, mais ils oublièrent d'y mettre le contenu.

Cette attitude de la gauche traditionnelle ouvrit le chemin au triomphe du fascisme. Cette gauche se masquait la réalité derrière un verbalisme gratuit, un goût pour les documents et les thèses, ce qui faisait penser que le problème du pouvoir était résolu. Mais, contradictoirement, sous le langage ultimatisé, il y avait l'idée réformiste de destruction du système capitaliste morceau par morceau sans prendre le pouvoir, l'adaptation à la légalité bourgeoise et la confiance dans le régime de Torres.

Cette gauche accepte l'Assemblée Populaire mais empêche l'organisation de la force populaire qui lui aurait donné un pouvoir effectif. Elle parle des Soviets mais elle empêche la force populaire qui lui aurait donné un pouvoir effectif. Elle parle des Soviets mais elle empêche la création du pouvoir des Soviets. Cette gauche devient infantile et utopiste, car en ne s'attendant pas à la tâche de faire surgir les véritables organismes politico-militaires du pouvoir des masses, elle s'illusionne en voulant prendre le pouvoir pour construire le socialisme dans les structures de la bourgeoisie, avec l'armée ou une partie de l'armée, créée par la bourgeoisie pour défendre l'ordre établi.

LA GRANDE LUTTE DU 21 AOUT.

Mais la lutte n'admet ni erreurs, ni fantaisies. Quand parlent les fusils, ce sont les organisations armées politico-militaires qui ont la parole. La guerre ne s'improvise pas. Pour la faire il faut des organismes qui sachent faire la guerre. Le 21 août, il n'y avait pas de structure politico-militaire, ni d'Armée Populaire et elles n'avaient pu surgir au niveau des masses malgré les efforts de notre parti et des autres partis de la gauche révolutionnaire. En face des tanks, de l'aviation et des troupes bien équipées, la poignée d'officiers et le peu de troupe du Régiment Colorados et les brigades militaires des Partis ne purent faire que bien peu de choses. A l'appel de la C.O.B. se levèrent 10 000 combattants,

sans commandos dirigés, et sans armes. Notre parti fut en première ligne et nous payâmes de la vie de nombreux militants notre lutte contre le fascisme. Nous avons combattu aux côtés des militants du P.C.B. M.L., de l'Armée de Libération Nationale (E.L.N.) avec les officiers et les troupes de l'Avant-Garde militaire du peuple, des carabiniers révolutionnaires, à côté des mineurs, des artisans, des paysans enfin nous avons combattu avec les masses.

BILAN ET PERSPECTIVES

La première leçon que nous pouvons tirer des luttes du mois d'août, leçon que le peuple n'oubliera pas, c'est que le spontanéisme ne conduit qu'à la défaite. Le Pouvoir Socialiste ne se conquiert qu'à la condition de développer une avant-garde qui mène à bien la stratégie de lutte armée, et pour cela prépare militairement les masses en créant l'Armée Populaire dont les actions et les combats doivent devenir dès maintenant l'axe vers lequel convergent toutes les activités du peuple bolivien.

Si l'absence de cette armée populaire fut déterminante pour le triomphe fasciste, la présence de cette armée est aujourd'hui indispensable pour mener à bien la lutte pour le socialisme et pour la libération de la Bolivie.

L'effondrement de l'Assemblée Populaire, le triomphe du fascisme, ont ouvert en pratique une période de guerre, déclarée et brutale par moments, larvée et voilée à d'autres moments. Il est certain que les fascistes ont l'initiative en ce moment, mais il est aussi évident que leur situation est précaire, car ils ont les masses contre eux. La défaite du 21 août doit être située dans son contexte véritable. Les fascistes ont gagné une bataille, mais le niveau politique atteint par les masses boliviennes n'a pas baissé, elles gardent la conscience de la lutte pour le socialisme et de la nécessité de s'armer pour l'atteindre. Le mot d'ordre des masses était « socialisme et fusil ». Dans la lutte contre le fascisme, pour mener à bien la guerre révolutionnaire, il faut partir de ce niveau de conscience des masses. Les tâches qui nous incombent sont de créer une direction de la gauche révolutionnaire unifiée et l'Armée Populaire. Au cours de la lutte pour le pouvoir, sur ces bases, resurgira l'Assemblée Populaire, comme pouvoir ouvrier effectif, concret et réel. C'est ainsi que seront vaincus les fascistes assassins qui terrorisent aujourd'hui le peuple bolivien.

AUTOCRITIQUE

A la différence d'autres tendances qui se lavent les mains, qui, en toute vanité petite-bourgeoise, déclarent qu'elles « n'ont rien à changer ni à critiquer de leur action », nous reconnaissons que nous avons une responsabilité dans la défaite du 21 août. Nous avons notre part de responsabilité avec toute la gauche révolutionnaire. Mais notre erreur ne réside pas

dans la conception politique qui fut correcte. C'est en cela que nous nous différencions des thèses spontané-réformistes, qui virent s'effondrer leurs schémas arbitraires, alors que notre conception fut vérifiée par les masses.

Nous faisons l'auto-critique de n'avoir pas développé les forces suffisantes pour faire avancer la lutte révolutionnaire avant et après le 21 août. Nous faisons l'auto-critique de nous être laissé prendre dans les discussions byzantines au sujet de l'Assemblée Populaire, au lieu de pousser beaucoup plus loin les mobilisations paysannes armées pour l'occupation des grandes propriétés, pour l'occupation des terres accaparées par les impérialistes, et au lieu de pousser beaucoup plus loin les forces armées ouvrières, paysannes, minières et universitaires.

Nous faisons l'autocritique d'avoir retardé les actions armées du parti et des masses, perdant du temps, attendant que les directions de l'Assemblée Populaire et de la C.O.B. se décident à combattre, alors que nous savions qu'on ne pourrait pas vaincre leurs hésitations et leurs idées erronées. Dans ce sens nous sommes responsables. Nous pouvions faire plus que ce que nous avons fait, sans régler notre action sur les décisions des directions qui ne voulaient pas se battre. La gauche révolutionnaire toute entière porte aussi cette responsabilité.

Forts de cette autocritique, nous devons préparer l'avenir.

Mensaje del P.O.R. en el Primero de Mayo:

Marchemos al Asalto Final del Poder para el Socialismo!

COMBATE

Revista de la Juventud Boliviana

Editorial: FASCISMO, REACCIÓN, SOCIALISMO, REVOLUCIÓN DE LA GUERRA INTERNACIONAL.

Director: JUAN PÉREZ

Redacción: AVILA, BOLIVIA, SECCION BOLIVIANA DEL P.O.R.

Boletín: 1970

La Asamblea Popular debe Nacer en las Bases

En la base de la revolución boliviana, en la base del poder popular, debe nacer la Asamblea Popular. Esta es la única forma de organización que puede llevar a cabo la revolución socialista en Bolivia. La Asamblea Popular debe ser creada en las bases, en los barrios, en los pueblos, en las zonas rurales. Debe ser una organización que represente a las masas populares y que pueda tomar decisiones sobre la vida política, económica y social del país. La Asamblea Popular debe ser una organización que pueda luchar contra el fascismo y la reacción, y que pueda construir el socialismo en Bolivia.

La Asamblea Popular debe ser una organización que pueda luchar contra el fascismo y la reacción, y que pueda construir el socialismo en Bolivia. Debe ser una organización que pueda tomar decisiones sobre la vida política, económica y social del país. La Asamblea Popular debe ser una organización que pueda luchar contra el fascismo y la reacción, y que pueda construir el socialismo en Bolivia.

2 résolutions sur le FRA

(La présente résolution a été adoptée le 6 février 1972 par le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale).

Le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale a eu une première discussion sur la situation en Bolivie et les nouvelles conditions de la lutte auxquelles l'avant-garde révolutionnaire doit faire face. Il réaffirme son accord avec la démarcation politique constante maintenue, durant la période antérieure au coup d'Etat de Banzer, par le POR (Partido Obrero Revolucionario — Parti Ouvrier Révolutionnaire) section bolivienne de la IVème Internationale, contrairement à l'attitude prise par l'ensemble des courants opportunistes devant le gouvernement capitaliste de Torres et les claires menaces d'un coup d'Etat de l'extrême-droite.

L'établissement de la dictature a rejeté le mouvement ouvrier dans la clandestinité et l'a soumis à une répression

féroce. Dans ces conditions, l'accent porté par le POR sur la nécessité de combiner les actions de masse au développement de la lutte armée de façon à s'orienter vers l'organisation d'actions de masse armées contre la dictature de Banzer, est correcte.

Dans le contexte de cette orientation vers le combat contre la dictature militaire de Banzer, le POR a décidé récemment de rejoindre le « Front Révolutionnaire Anti-impérialiste » (FRA). Malheureusement, le document fondamental de ce front présente une ligne politique fautive. Le thème de l'unité nationale multi-classe, qu'il avance, reflète les positions des secteurs majoritaires au sein de la direction du front — non seulement réformistes et stalinien, mais également des éléments bourgeois, inclu-

ant Torres lui-même, largement responsable du succès du coup d'Etat de Banzer. Le Secrétariat Unifié ne peut être d'accord avec la signature, par le POR, d'un tel texte qui est directement contradictoire avec le programme fondamental du POR et les leçons de la lutte contre le régime Torres et le coup de Banzer, que le POR a tirées lui-même.

Le Secrétariat Unifié discutera de la façon la plus large ce point — et d'autres — avec la direction du POR particulièrement. Le Secrétariat Unifié de la IVème Internationale appelle tous les révolutionnaires à exprimer plus que jamais leur solidarité avec la lutte courageuse et difficile que mènent nos camarades boliviens.

RESOLUTION DU POR (COMBATE) SUR LE FRONT REVOLUTIONNAIRE ANTI-IMPERIALISTE

1 Nous réaffirmons notre conception selon laquelle la tâche première des trotskystes boliviens est la construction de leur parti, en tant que le parti de la classe ouvrière.

2 Dans le cadre de ce processus, dans des situations spécifiques, le P.O.R. pourra conclure des pactes ou des alliances avec d'autres organisations ouvrières sur la base de la plus grande clarté et d'une stricte délimitation politique et programmatique.

3 Depuis le coup d'Etat du 21 août dernier a été créé le F.R.A. (Front Révolutionnaire Anti-impérialiste) qui regroupe toutes les organisations politiques et de masse contre le régime fasciste de Banzer. Le manifeste de ce front publié en décembre 1971 est un document obscur qui ne définit pas clairement les tâches des

révolutionnaires boliviens et donne l'impression que peuvent être envisagées des formes de gouvernement d'Unité Nationale.

Le P.O.R. ne peut accepter une telle formulation contradictoire à sa conception d'une dynamique socialiste de la révolution et du gouvernement ouvrier-paysan.

La signature d'un tel document sans publier au même moment les critiques et les délimitations du parti fut une erreur à propos de laquelle nous faisons une auto-critique.

4 Le P.O.R., tout en se maintenant dans le F.R.A. se délimite des tendances réformistes et réaffirme sa stratégie de lutte armée et de guerre révolutionnaire pour chasser le fascisme, détruire le régime capitaliste et édifier la société socialiste sur la base de la dictature du prolétariat.

Dans ce cadre, la participation du P.O.R. au F.R.A., n'a qu'une dimension tactique liée aux conditions présentes de la gauche bolivienne et ne compromet en rien son indépendance politique, organique et militaire.

5 Le P.O.R. au travers d'un document public définira ses conceptions politiques et programmatiques et approfondira ses analyses en vue de clarifier

les responsabilités des partis lors des événements d'août dernier et se démarquera des tendances qui portent une lourde responsabilité dans la défaite des masses.

Tout en maintenant sa participation au F.R.A., il ne renoncera donc pas à son devoir révolutionnaire face aux masses boliviennes.

La Direction collective du P.O.R.
le 31 mars 1972

DECLARATION POLITIQUE DU POC «COMBATE»

1 — La gauche révolutionnaire brésilienne se trouve aujourd'hui dans l'une des situations les plus difficiles qu'aient jamais connues les formations révolutionnaires du continent : réprimée sauvagement par la dictature militaire, isolée des masses travailleuses, elle doit affronter une campagne systématique enclenchée par le gouvernement militaire au pouvoir.

Cette situation, incroyablement défavorable aux forces révolutionnaires, doit être comprise tant à partir de raisons objectives que subjectives. Dans cet ensemble de causes, il en existe certaines qui sont décisives pour expliquer la situation actuelle.

« Pourquoi y a-t-il à l'heure actuelle un isolement de la gauche révolutionnaire par rapport aux masses travailleuses, principalement la classe ouvrière et les travailleurs ruraux ? ». Les déviations de la gauche révolutionnaire pendant la montée révolutionnaire de 67-69, ne purent permettre le dépassement de la faiblesse structurelle du mouvement révolutionnaire brésilien, de son isolement des travailleurs de la ville et de la campagne. En ce sens, les victoires obtenues dans la lutte contre la dictature militaire ne se reflètent pas dans une accumulation de forces importantes à la fin de cette période, ce qui limitait dès le départ, le souffle des organisations révolutionnaires.

Cet isolement, nous l'héritons de l'époque du réformisme populiste, et il s'explique par la trajectoire que suivit le mouvement de masse au Brésil et particulièrement au sein de la classe ouvrière. Les travailleurs ruraux et la paysannerie furent toujours (sauf dans la brève période précédant le coup d'Etat de 64) en marge de la vie nationale : jamais ils ne furent syndiqués, mais ils furent toujours en marge du marché de consommation, analphabètes et surexploités, vivant atomisés dans chaque région du Brésil. La classe ouvrière, au contraire, fut, durant toutes les années de politique populiste, un instrument au service de la bourgeoisie industrielle pour acquérir une plus grande marge de manœuvre dans les conflits internes avec la bourgeoisie latifundiste ainsi que contre les secteurs industriels les plus monopolistiques liés à l'impérialisme. Durant toute cette période, à partir de la révolution de 1930, la classe ouvrière demeura une espèce de caisse de résonance de la vie politique nationale. Ce

qui l'a toujours empêchée de jouer réellement un rôle important fut le fait que jamais la classe ouvrière brésilienne n'eut une organisation de classe indépendante. Le syndicat brésilien de type fasciste, créé par l'Estado Novo comme appendice de l'appareil de l'Etat bourgeois, ne constitua jamais une organisation de classe pour la défense de ses revendications. La période populiste, le fait que la bourgeoisie tenta d'utiliser les revendications de la classe ouvrière pour accroître sa marge de manœuvre dans les conflits avec les autres secteurs des classes dominantes, tout cela fit que la structure syndicale de type fasciste restait floue et fut, d'une certaine manière, une expression de lutte politique des courants qui luttèrent au sein du mouvement ouvrier, surtout les stalinien et les réformistes bourgeois. Cette situation d'exception se rompit brutalement en 64 quand il suffit à la dictature d'utiliser ses prérogatives légales déjà existantes dans la législation du travail pour rayer de la carte tous les leaders syndicalistes un tant soit peu combatifs et transformer le syndicat en un véritable organe policier. Durant toute la période pendant laquelle cette structure syndicale était encore floue, jamais les communistes pro-Moscou et les populistes ne se préoccupèrent d'organiser les ouvriers à la base. A partir de 64, la classe ouvrière se retrouva complètement désarmée. Et les militants syndicaux politisés, prisonniers et en butte à la répression, perdirent tout contact avec la classe.

C'est ce qui explique les énormes difficultés que nous avons rencontrées et c'est vrai pour toutes les organisations, à un plus ou moins grand degré, pour créer des liens avec les travailleurs et principalement avec la classe ouvrière. Cela ne signifie pas qu'il eut été impossible d'établir ces liens. Mais il aurait fallu quelque chose de plus qu'une simple activité empirique au sein de la classe, ou de l'exemple combatif des actions armées d'avant-garde, précisément il aurait fallu comprendre la dynamique du mouvement de masse et particulièrement de la classe ouvrière dans la période clé qui va de 64 à 68, période durant laquelle la dictature ne s'était pas consolidée, n'avait pas résolu la crise économique ni apaisé le mécontentement général de toutes les classes. Dans cette période dont l'apogée

est l'année 1968, avec une montée importante du mouvement de masse, il aurait été tout à fait nécessaire de mettre en avant une organisation de masse alternative, différenciée du syndicat ouvrier intégré à l'Etat. Ce n'est qu'avec une organisation indépendante de la classe qu'il aurait été possible pour le prolétariat d'opposer une résistance plus grande aux assauts de la dictature et de pouvoir se préserver en tant que classe organisée. Un facteur comme celui-là aurait permis aux organisations de gauche de maintenir des liens avec le mouvement ouvrier et, ce qui est plus important, de maintenir organisé ce mouvement. C'est pour cela que la majeure partie des organisations de gauche (et non seulement les organisations ayant des déviations avant-gardistes ou militaristes) sont composées d'éléments d'origine petite bourgeoise. Ce fut dans le mouvement étudiant et parmi les intellectuels radicalisés que s'épanouit la gauche, surtout dans l'année 68. Cela nous conduisit à tenter d'interpréter l'isolement actuel de la gauche révolutionnaire, isolement y compris vis à vis de ce secteur de la classe qui, dans le passé, constitua sa principale base d'appui.

Toute la croissance économique actuelle est axée autour des industries dites dynamiques (automobiles, produits chimiques, sidérurgie). Le dilemme auquel s'affrontait la bourgeoisie industrielle avant 64, à savoir comment créer un marché consommateur pouvant absorber la croissance industrielle, fut résolu selon une forme inédite. Si, auparavant, on supposait que l'unique solution permettant le développement industriel était l'élargissement du marché interne par l'incorporation des bas secteurs de la population à la consommation (ouvriers et principalement population travailleuse rurale) plus tard la solution trouvée fut qualitativement différente. Un marché de biens de consommation sélectifs s'approfondit, orienté vers les produits de luxe. Et les secteurs qui bénéficièrent du développement de cette dynamique et qui s'intégrèrent à la consommation de haute production furent non seulement les classes dominantes mais aussi des secteurs modernes de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire, les secteurs employés dans les branches modernes de la vie économique et concentrés dans les villes les plus importantes du Brésil.



d'innombrables
organisations furent
durement touchées,
les militants emprisonnés
et torturés
quand ils n'étaient pas
assassinés

Ce secteur qui auparavant avait constitué le réservoir de cadres et de sympathisants de la gauche révolutionnaire, principalement durant la montée du mouvement étudiant en 68, arriva à être intégré économiquement, et par là aussi neutralisé politiquement. C'est exactement sur ce secteur que le gouvernement centra sa campagne de démolition de la gauche révolutionnaire et de développement d'un nationalisme réactionnaire. Il ne s'agit pas à proprement parler une campagne politique : la seule chose que le gouvernement cherche à prouver à ces secteurs c'est que le produit national croît et que si il y a bien quelqu'un dans la bourgeoisie qui profite le plus de cette croissance, ce sont ces secteurs, qui consomment toujours davantage et vivent dans un luxe croissant.

Si nous constatons les facteurs mentionnés ci-dessus, nous tenons à ce que certaines choses soient claires : la première c'est que ce qui a permis à la bourgeoisie de résoudre la crise de 62-67 fut d'avoir pu bloquer les augmentations de salaires dont la constance avait caractérisé la période 61-63, d'avoir pu accumuler suffisamment de capital pour faire de nouveaux investissements, d'avoir pu augmenter le taux de profit transformant par là les conditions d'investissement du capital étranger et attirant les impérialistes. C'est cela qui constitue l'anti-chambre du développement économique actuel. Cela ne fut possible que grâce à l'«arrôcho» (1) salarial établi depuis le coup d'Etat de 64 et maintenu jusqu'à aujourd'hui. Depuis 64 jusqu'à maintenant, la classe ouvrière a perdu 40 % de son pouvoir d'achat : cela donne bien la mesure de sa marginalisation par rapport au marché de consommation national. Dans cette période, ce qui fut décisif pour la classe ouvrière fut l'inexistence d'une organisation de classe indépendante, une organisation ouvrière et non un organisme officiel contrôlé par le gouvernement comme l'est notre syndicat.

La deuxième constatation à faire est que dans ces conditions la répression politique est un élément essentiel pour le gouvernement actuel sans lequel il n'aurait pu résoudre la crise économique ni entrer dans la période de développement économique que nous connaissons, ni maintenir ce développement et l'accroître. La répression est l'axe de la politique de la bourgeoisie. La

transformation de l'armée en parti de la bourgeoisie gouvernant le pays et où toutes les divergences sont interdites (élimination et castration de toutes les institutions bourgeoises typiques) n'est pas un hasard dû à la méchanceté de tel ou tel gorille. Seule une armée bourgeoise avec tout le poids de la violence et de la répression qu'elle porte en elle peut fournir ce qu'une fragile bourgeoisie nationale n'a jamais été capable de faire : développer une économie sous-développée au prix d'une augmentation démesurée de l'exploitation des masses.

C'est dans cette situation que vit la gauche révolutionnaire aujourd'hui. Nous avons commis d'innombrables erreurs dont nous devons faire l'auto-critique, tant les secteurs avant-gardistes que « massistes » et aussi ceux qui cherchaient sans y parvenir à intégrer la lutte armée à la mobilisation des masses. Ces erreurs vont accentuer une situation objectivement défavorable. L'absence prolongée d'une avant-garde révolutionnaire tant nationale qu'internationale, fit que nous sommes arrivés à l'approche d'une situation révolutionnaire, avec un énorme retard sur des conditions subjectives qui permettraient la construction d'une avant-garde et sa fusion avec de larges secteurs de masse.

Dans ces conditions, nous pouvons dire que certaines de nos erreurs furent fatales. Ce qui en coûta de vies humaines est irréparable. Nous ne pourrions payer le prix de ces erreurs que si nous sommes capables de tirer les leçons de cette période afin de pouvoir intervenir dans la prochaine période à un niveau supérieur.

2 — Les conditions objectives aggravées par les erreurs que nous avons connues ont permis à la dictature militaire d'augmenter chaque fois plus, tant qualitativement que quantitativement, les méthodes de répression. D'innombrables organisations furent durablement touchées, les militants emprisonnés et torturés quand ils n'étaient pas assassinés. Dans ce processus de détérioration du rapport de forces entre le gouvernement et les forces révolutionnaires, notre organisation, le POC, Parti Ouvrier Communiste, a cessé d'exister, durablement touchée par la répression en juillet 71.

Nous avons traversé un long processus de discussion politique commencée en 1969 et nous tentons de dépasser tant dans la pra-

tique que théoriquement toutes les erreurs et les déviations qui caractérisaient notre organisation. Depuis sa fondation en avril 68 le POC s'était caractérisé par la domination politique de l'ancienne direction de la POLOP (organisation dont le POC est issu). La POLOP représentait dans les années 60, principalement durant l'hégémonie du PC stalinien, le seul pôle qui défendait le caractère socialiste de la révolution, le rôle de l'avant-garde de la classe ouvrière et le principe de la lutte armée pour la prise du pouvoir. Mais au moment de la rupture du PC comme de toutes les autres organisations traditionnelles (1966-68), la POLOP fut incapable de capitaliser sa propagande de combat face au réformisme. Prisonnière de schémas théoriques et assumant un rôle de « conscience critique » du reste de la gauche elle finit par avoir une attitude sectaire qui l'isola des nouveaux regroupements. Cela consolida les tendances intellectualistes qui s'étaient développées pendant les longues années de propagandisme. Le POC surgit exactement au moment où la faillite de la vieille direction de la POLOP devenait claire : la fondation du POC, fusion de ce qui restait de la POLOP avec un secteur peu significatif du PCB exprimait cette faillite.

Mais l'essor du mouvement de masse, étudiant et ouvrier en 1968, modifia la composition interne du POC, faisant surgir de l'intérieur des forces qui tentèrent un examen critique du type de pratique qui caractérisait notre organisation. A partir de 1969, surgit une lutte interne contre la direction traditionnelle de la vieille POLOP, lutte interne née de la pression des nouvelles bases recrutées lors de l'essor de 68, surtout à Sao Paulo. A travers cette lutte il s'agissait de modifier notre organisation. Et face à l'intellectualisme caractéristique de la vieille direction qui proposait des mesures correctes d'ordre général mais qui ne se préoccupa jamais de doter l'organisation des instruments matériels et organisationnels permettant de réaliser de telles mesures, nous avons avancé une autre position : une attitude qui permettrait à l'organisation d'assumer intégralement son rôle d'avant-garde et d'assumer concrètement les tâches de la révolution. De cette critique générale nous sommes passés à des propositions concrètes qui allaient depuis la réalisation d'actions avancées d'expro-

DECLARATION POLITIQUE DU POC «COMBATE»



priation et de propagande armée en passant par des modifications de structure organisationnelle jusqu'aux questions de tactique du mouvement ouvrier. Voyant son hégémonie menacée par le caractère concret du débat, la vieille direction de la POLOP montra clairement son caractère conservateur, refusant de poursuivre le débat, la discussion, et entama un processus de scission avec les secteurs qui n'avaient pas encore été contaminés par les idées nouvelles.

Après la scission de février 1970, l'organisation commença alors ses tentatives pratiques et théoriques de dépasser les conceptions de la vieille POLOP qui avaient été les siennes jusqu'à ce moment. La vie de l'organisation est marquée alors par certains progrès et par certains reculs, non seulement à cause de sa faiblesse interne, qui gênait la poursuite de la révision commencée mais aussi à cause de la détérioration générale du rapport de forces entre la gauche révolutionnaire et le gouvernement qui rendait chaque fois plus difficile la pratique révolutionnaire. Notre faiblesse interne se matérialisa dans l'existence d'un secteur plus arriéré dans l'organisation, secteur qui, à mesure que les conditions de militantisme devenaient plus difficiles, retourna aux vieilles conceptions de la POLOP, de manière de plus en plus évidente, avec une forme droitiste et liquidatrice. Lors de la lutte contre cette tendance droitiste qui représentait la « bon sens », nous avons avancé nos positions et nous en sommes arrivés aux propositions que nous développons à l'heure actuelle en tant que tendance du POC. Avec ces propositions, nous avons prétendu intervenir dans le débat qui commençait en juillet 71. Mais des coups extrêmement durs frappèrent notre organisation, dont l'assassinat de notre camarade Luis Eduardo Merlino, qui rendirent ce débat impossible.

Notre tâche aujourd'hui est la reconstruction du POC. Mais il est clair pour nous qu'il ne s'agit pas de faire arrêter l'histoire et de le reconstruire suivant la ligne politique officielle qu'il avait au moment de la répression, ligne qui contenait déjà d'innombrables progrès joints à une série de conceptions sclérosées héritées de la POLOP. Pour nous il est clair que la reconstruction doit se faire sur une ligne politique claire dont une pratique soit l'expression.

D'un autre côté, nous pensons avoir une vision à peu près claire du processus de reconstruction et de sa complexité. Diverses organisations ont déjà été détruites totalement ou partiellement et ont dû centrer leurs activités vers ce travail de reconstruction. Certaines y sont arrivées, d'autres peuvent y arriver encore, d'autres se perdront ou s'atomiseront en chemin.

Pourtant, nous savons que nous sommes fortement dépendants de nombreuses variables mais ce qui nous permet de tenter cette reconstruction est la nécessité de reprendre notre trajectoire spécifique et la transformer en une pratique plus significative pouvant servir à l'ensemble de la gauche révolutionnaire. C'est-à-dire que certaines des thèses que nous développons aujourd'hui ne sont que très peu une contribution théorique, fruit d'une évolution sur le plan des idées politiques, mais davantage la théorisation d'une pratique réussie au niveau du travail ouvrier et d'efforts de toute l'organisation sur ce terrain. Ainsi, alors que de vastes secteurs de la gauche paraissent aller vers le dépassement de certains dilemmes artificiels tels que l'opposition travail ouvrier-travail paysan, travail de masse et travail armé, nous, nous pensons que nous avons beaucoup à apprendre de nombreuses organisations, mais nous détenons aussi une parcelle de pratique pouvant aider les autres organisations.

D'un autre côté ce travail de reconstruction est extrêmement lié au travail pour l'unification des forces de la gauche révolutionnaire. Des secteurs importants de la gauche semblent avoir atteint aujourd'hui un degré plus élevé de maturité et se débarrasser du sectarisme qui caractérisait toute la gauche en général. Il est essentiel dans les conditions actuelles d'accélérer le processus d'unification politique permettant de mieux armer la gauche révolutionnaire. Il est nécessaire de combattre une conception de l'unité forgée sous la pression de nécessités pratiques ou d'une convergence artificielle. Pour ce type de rapports, nous devons avoir une conception de coopération fraternelle avec toutes les organisations politiques sans pour autant abdiquer nos positions politiques. Ce critère est fondamental pour que se construise une unité plus profonde, pouvant résister aux dures épreuves que nous avons à affronter.

3—Le résultat de notre travail actuel de reconstruction de l'organisation, intégré au travail pour l'unification de la gauche n'est donc pas un résultat neutre. Il est orienté de manière décisive par certaines propositions politiques clés contenues dans nos « 5 thèses » et que nous allons tenter de résumer.

a) En premier lieu sur le caractère de la révolution qu'il nous faut réaliser. Pour nous il n'y a pas de doute que la révolution brésilienne doit procéder d'une dynamique anti-capitaliste et anti-impérialiste. Le caractère anti-capitaliste et socialiste de la révolution ne provient pas seulement de cette réalité aujourd'hui évidente : le développement capitaliste et industriel du Brésil. Il provient aussi de la compréhension que l'actualité du socialisme ne se mesure pas seulement au niveau national mais international : le capitalisme tente de développer aujourd'hui de façon accrue l'exploitation des grandes masses des pays sous-développés. Plus que jamais nous voyons la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production au niveau mondial. C'est surtout cela, outre le dernier stade de développement économique que connaît le Brésil, qui déterminera le caractère socialiste de la révolution brésilienne et de la révolution mondiale. Mais, quoique industrialisé et capitaliste, le Brésil continue à être un pays sous-développé, intégré et dépendant de l'économie du centre impérialiste. Et cela doit rester clair à chaque moment pour que le caractère anti-impérialiste de notre lutte s'intègre à la lutte pour la destruction du capitalisme. Cela implique la liaison entre la révolution brésilienne et toutes les autres luttes que développe le monde colonial contre le jeu de l'impérialisme, et en premier lieu celle que mène le peuple vietnamien comme avant-garde de la révolution mondiale.

b) Deuxièmement, à propos des classes qui doivent être mobilisées pour la réalisation de la révolution. Défendre le caractère socialiste de la révolution signifie défendre le rôle de l'hégémonie politique de la classe ouvrière dans cette révolution. Mais en aucun cas, cela ne veut dire qu'une révolution socialiste sera menée à bien par la seule classe ouvrière.

Le socialisme au Brésil devra être fondé sur



défendre
le caractère socialiste
de la révolution
signifie défendre le rôle
de l'hégémonie
politique
de la classe ouvrière
dans cette révolution

la base d'une solide alliance entre les travailleurs urbains et ruraux, appuyée par de larges secteurs radicalisés de la petite-bourgeoisie. Le rôle fondamental de la classe ouvrière ne provient pas seulement de son hégémonie politique. Dans la mesure où l'on comprend que le système politique brésilien repose sur une économie basée sur l'industrie, il faut en tirer les conséquences. La position révolutionnaire de ceux qui sont le support de ce succès économique est un facteur décisif pour provoquer l'écroulement de l'appareil d'Etat bourgeois. Mais cela déterminera aussi certaines questions tactiques. Si nous gardons à l'esprit quel est le type de croissance économique que connaît le Brésil et sur quel type de production il est fondé, il nous faut comprendre que tactiquement aussi la rébellion de la classe ouvrière contre l'exploitation dont elle est victime est un facteur décisif pour le changement du rapport de forces existant entre le gouvernement et la gauche révolutionnaire.

Ce fut l'incapacité de la classe ouvrière à défendre ses salaires contre la politique de la bourgeoisie qui permit à la bourgeoisie de sortir de la crise économique et créa les conditions pour le développement au cours de la période actuelle. La clé de la prochaine étape du processus révolutionnaire est dans l'organisation de la classe ouvrière pour la lutte. Cela signifie qu'il est nécessaire de forger une organisation indépendante de classe, un véritable syndicalisme capable de défendre depuis les revendications immédiates jusqu'aux intérêts historiques de destruction du système capitaliste. Cette organisation ne va pas surgir spontanément et c'est à l'avant-garde de stimuler sa formation. Toutes ces considérations sur l'importance stratégique et tactique de la classe ouvrière ne peuvent servir d'alibi pour ignorer ou minimiser le rôle de la paysannerie agricole dans la Révolution Brésilienne. Elle constitue la grande majorité de la population laborieuse, majorité oubliée et exploitée depuis des siècles : c'est un énorme potentiel de lutte qu'il nous faut incorporer dès maintenant à nos projets de mobilisation de masse. Aujourd'hui plus que jamais il reste clair que seul le socialisme peut créer les conditions pour en finir avec la ségrégation qui touche les masses de la campagne et pour les intégrer politiquement, écono-

miquement et culturellement à la vie nationale. Si auparavant les réformistes pouvaient dire que l'industrialisation les incorporait au marché des biens de consommation et que par là leurs intérêts étaient identiques à ceux de la bourgeoisie industrielle nationale, cela ne peut plus faire illusion pour quiconque. Le plus important développement industriel commencé dans la période de prospérité 67-68 au lieu d'intégrer les masses de la campagne au marché des biens de consommation exclut la classe ouvrière de ce marché. Aujourd'hui 80 % de la population reste à l'écart du « miracle économique » brésilien. Les masses laborieuses de la campagne et de la ville, les secteurs pauvres de la petite bourgeoisie ne savent rien de la « prospérité ». Ces vérifications montrent clairement que pour tous ces secteurs opprimés, dans leurs revendications les plus immédiates, la seule solution est la destruction du régime bourgeois.

c) troisièmement, sur la nécessité du parti léniniste d'avant-garde. La gauche brésilienne entame de nombreuses polémiques sur le parti, le « foyer », l'armée, etc... avec en général une vision mécaniste, sinon totalement équivoque, sur la théorie léniniste de l'organisation. Pour nous, défendre la nécessité du parti léniniste d'avant-garde ne signifie pas copier la forme structurelle du parti bolchévique de Lénine. Cela signifie défendre les principes d'organisation qu'il a formulés, principes valides pour toute formation sociale capitaliste. L'essence de ces principes repose sur la nécessité pour l'avant-garde de s'organiser d'une manière rigide et nettement différenciée par rapport aux masses et à leurs organisations. Pourvus d'une organisation d'avant-garde, les révolutionnaires doivent intervenir dans le mouvement de masse qui se dessine, le diriger et élever son niveau de conscience politique, mais ils ne doivent jamais se dissoudre dans la masse, abdiquer leurs positions ou leur indépendance organisationnelle. Cela signifie aussi que ce type d'organisation doit être régi par le centralisme démocratique, devant y cultiver au plus haut degré la démocratie, et à l'extérieur maintenir le principe de l'unité d'action. Mais précisément parce que l'avant-garde doit se maintenir en tant que telle, et que la démocratie est interne à l'organisation, structurée dans un cadre de

droits et de devoirs établis par l'ensemble des militants, comment est organisé ce parti ? Il n'y a pas de formule préparée à l'avance pour aucune de ces questions de principes.

Justement, le combat que nous devons affronter est de reproduire et d'adapter ces questions de principe aux conditions et aux nécessités concrètes de notre action pratique. Dans ce sens notre organisation a formulé une série de propositions pour appliquer ces principes généraux (cf. De quelle organisation avons-nous besoin ? Combate No 1) mais ces propositions ne constituent pas une formule magique, mais une réponse à la situation concrète que nous étions en train de vivre, qui doit être comprise comme une expérience concrète et non comme un modèle achevé.

d) quatrième, sur la stratégie pour la prise du pouvoir. Dans l'étape actuelle de la révolution brésilienne nous pensons qu'il est impossible d'avoir encore une clarté absolue sur le développement précis que prendra la lutte pour la prise du pouvoir. Cependant il existe certaines questions fondamentales déjà clarifiées et qui déterminent dès aujourd'hui notre pratique. Elles se résument fondamentalement dans l'idée que la prise du pouvoir passe par un processus de guerre prolongée de caractère continental, et que la lutte armée est dès maintenant à l'ordre du jour. La conception du caractère prolongé de la guerre est le pôle opposé à la conception insurrectionnaliste et spontaniste développée par de nombreux secteurs de la gauche. L'analyse de la situation internationale où l'impérialisme se trouve aujourd'hui, caractérisée par l'épuisement général des solutions réformistes et populistes et la compréhension qu'à l'impérialisme du danger que représente tout mouvement populaire même s'il ne pose pas encore le problème du socialisme, tout cela doit nous faire prévoir une résistance farouche du centre impérialiste et de ses associés nationaux, les gouvernements militaires bourgeois. Depuis la révolution cubaine l'impérialisme sait que toute révolution populaire tend à se radicaliser et à avancer jusqu'au socialisme. Pour cela il a déjà démontré qu'il était disposé à intervenir militairement chaque fois que les secteurs nationaux réactionnaires écrasent un essor des masses. Dans ces conditions l'idée qu'un processus révolu-

DECLARATION POLITIQUE DU POC «COMBATE»



tionnaire pourrait résulter d'une montée des masses désarmées, qui au dernier moment s'armeraient et prendraient le pouvoir par une insurrection, ne peut dépasser une vision spontanéiste, cause de déroutes comme celle que connut le peuple bolivien en août de cette année. Au Brésil il est suffisamment clair que le processus ne se fera pas ainsi. Mais, en outre, il est également clair que la lutte armée est dès aujourd'hui à l'ordre du jour, depuis les petits affrontements quotidiens entre les travailleurs en lutte pour leurs revendications les plus immédiates, et les patrons appuyés par la dictature militaire. L'avant-garde doit s'armer pour son autodéfense et défendre son droit à la propagande révolutionnaire, pour aider les masses à se défendre contre la violence réactionnaire qui s'exerce tous les jours dans les fabriques, les campagnes et les écoles. Le processus révolutionnaire est d'ores et déjà un processus armé, même avant que nous nous trouvions face à une véritable guerre révolutionnaire où les masses armées et mobilisées luttent contre le régime. Et si nous ne sommes pas clairs sur le caractère prolongé de la guerre que nous avons à affronter, nous pourrions avoir toujours la tentation de proposer des solutions immédiates de type droitier ou gauchiste. La défaite des régimes bourgeois du continent latino-américain passera par un long processus dans lequel la lutte des différents pays pourra être combinée et intégrée dans la lutte pour l'expulsion de l'impérialisme.

Dans cette lutte de longue durée les révolutionnaires doivent construire un instrument indispensable pour la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, l'Armée Révolutionnaires des Travailleurs. Au Brésil la campagne sera le principal terrain de cette guerre prolongée, non seulement parce qu'elle présente les conditions idéales pour une lente accumulation militaire de forces et pour la formation de l'Armée Révolutionnaire, mais aussi parce qu'à travers cette guerre de longue durée à la campagne, la population rurale sera intégrée à la lutte révolutionnaire constituant le principal contingent qui alimentera l'armée en formation.

e) cinquièmement, la question de l'internationalisme prolétarien.

Pour nous l'internationalisme ne saurait être un vague sentiment de solidarité et

l'intuition que la lutte se mène contre un même ennemi partout. Les révolutions nationales ne sont pas des miniatures de la révolution mondiale. La révolution mondiale est un tout dont les parties constituantes sont inégales mais se combinent et s'intègrent. Cela signifie que la défaite ou la victoire d'un mouvement national modifie les conditions générales de lutte dans chaque pays. Dans les dernières années le mouvement de masse a subi des revers dans toutes les contrées, à l'exception d'un front de lutte qui, quoiqu'isolé, réussit à bloquer l'avance de l'impérialisme : l'héroïque lutte du peuple vietnamien. Maintenant, de même que ces défaites ont favorisé internationalement la réaction, la guerre d'Indochine et la victoire du FNL dans les meilleures conditions possibles sera une grande aide pour la révolution dans chaque pays. Seule la compréhension claire de l'interrelation entre les différents secteurs de la révolution mondiale peut nous faire comprendre la nécessité d'une organisation internationale pouvant analyser les faiblesses de l'impérialisme et coordonner la lutte dans les différents pays. Comprendre la nécessité d'une stratégie, c'est comprendre la nécessité d'une organisation internationale qui élabore et applique cette stratégie. C'est cette compréhension qui nous fait lutter pour la construction d'une Internationale de masse. Selon nous, la manière la plus efficace de lutter pour cette Internationale est de s'organiser déjà internationalement dans une Internationale de cadres. La Quatrième Internationale constitue selon nous l'organisation qui peut nous servir d'instrument pour faire le saut qualitatif et constituer avec les autres forces révolutionnaires une véritable internationale de masse, capable d'avoir une stratégie de lutte internationale, et elle constitue aujourd'hui cet instrument capable de conserver les acquis du léninisme et du trotskysme, et pour avoir aujourd'hui dans la presque totalité des pays une pratique révolutionnaire, réduite dans beaucoup d'entre eux, significative dans d'autres, mais qui dans tous les cas est une pratique guidée par une conception internationaliste de la Révolution.

f) enfin, les critères que nous avons sur l'unité des révolutionnaires.

Nous pensons qu'il n'est pas nécessaire que

les propositions politiques que nous ébauchons soient partagées intégralement pour qu'il y ait une convergence politique profonde entre nous et d'autres organisations. Exiger cela serait faire table rase de l'évolution particulière de chaque organisation et de nous mêmes, et établir de manière sectaire les critères pour un front.

Au contraire, de l'ensemble des éléments politiques qui composent une vision stratégique et tactique de chaque organisation, nous jugeons qu'à l'étape actuelle certains sont fondamentaux et d'autres secondaires. Par exemple faire de la question du caractère socialiste de la révolution brésilienne le critère de base pour un front aujourd'hui nous semble la pierre de touche pour les nécessités de l'étape actuelle.

Pour nous, l'élément qui est décisif aujourd'hui est l'accord sur les manières de rompre l'actuelle conjoncture négative pour la gauche révolutionnaire, rompre son isolement d'avec les masses et avoir les conditions pour diriger politiquement et organisationnellement la prochaine montée qui marquera la fin du silence des classes travailleuses. Un tel accord passe par la réaffirmation de la nécessité d'un travail organique de l'avant-garde au sein des masses et d'un travail constant d'actions militaires, surtout de propagande armée. L'accord avec le critère désigné ci-dessus nous semble l'élément clé permettant le développement d'une pratique dans laquelle les divergences d'autrefois pourraient être dépassées. Cela signifie le dépassement des déviations classiques pour nous militants de la Gauche Brésilienne : le massisme et l'avant-gardisme.

C'est par conséquent le critère fondamental pour nous à l'étape actuelle.

**Tendance Trotskyste du POC
(COMBATE)
Décembre 1971.**

public de la Confédération syndicale nationale, le corps rationnel des enseignants du Québec et la Fédération des travailleurs québécois. Une grande classe illégitime a com- ment le 11 avril, la section se mesure à l'Université de la Nouvelle-Bretagne, devant une foule de 150 personnes. Les porte des étudiants, etc. Les étudiants du Front Communiste ont aussi les professeurs à re- venir, tout en attendant les services hospitaliers. De nombreux étudiants y ont été blessés, mais pourvus par la justice et sont con- damnés à de fortes amendes. Le journal révolutionnaire libération évoque la nécessité d'un journal de gauche et appelle à la for- mation de Comités de soutien à la gauche d'autant qu'il est important qu'un des plus importants journaux de gauche soit politiquement correct. Le Parti Québécois n'a pas son agenda au conflit qui oppose le mou- vement ouvrier au gouver- nement bourgeois. Libération conclut : « La crise des fon- ctionnaires communistes au test qui ne peut qu'ouvrir à la classe ouvrière et à toute la

Dans cette rubrique désor- mais régulière nous pu- blierons des extraits des jour- naux et revues des sections et organisations sympathisantes de la IV^{ème} Internationale. Dans ce numéro, outre le long document politique adopté en 1971 par le Socialist Worker's Party des Etats- Unis, figure une résolution de la Ligue Communiste Révolu-

tionnaire d'Espagne, des textes rédigés par nos cama- rades boliviens et une retros- pective de l'histoire de notre mouvement en Allemagne. A tout cela nous adjoignons les lignes qui suivent et qui sont prises à la source même des activités du mouvement trotskyste dans le monde au- jourd'hui : l'Australie, la Nou- velle Zélande, le Canada, les

Etats-Unis sont aujourd'hui mis en lumière. Notre pro- chain numéro sera axé sur l'Europe ; cette rubrique éga- lement. En particulier une large place sera faite au Congrès de l'International Marxist Group, section bri- tannique de la IV^{ème} Inter- nationale, qui se sera tenu en Mai.

J.F.D.

AUSTRALIE

CONFERENCE DE FONDATION DE LA SOCIALIST WORKERS LEAGUE (Ligue Socialiste ouvrière).

La conférence de fondation de la Ligue Socialiste Ouvrière (SWL) s'est tenue à Sydney du 1^{er} au 3 janvier 1972. La Ligue, bien que n'étant pas encore officiellement une section, est liée à la IV^{ème} Internationale. A cette confé- rence assistaient des obser- vateurs du groupe Labour Action - action ouvrière - lui aussi sympathisant de la IV^{ème} Internationale de Brisbane. Les deux groupes fusionnèrent immédiatement après la conférence. La SWL, construite par les marxistes révolutionnaires regroupés autour de « Socialist Review » a maintenant des branches dans six villes im- portantes d'Australie. A part la revue théorique « Socialist Review », la SWL publie un bi-mensuel « Direct Action ».

L'histoire du trotskysme en Australie remonte au début des années 30 lorsque les op- posants à l'intérieur du Parti Communiste d'Australie furent exclus. Ils formèrent le Worker's Party (Parti Ouvrier) dont le journal s'appelait « L'Internationale ». Ce groupe, faible numé- riquement et par son audience fut divisé en 1965 lors de la scission entre la IV^{ème} Internationale et les pablistes légèrement ma- joritaires en Australie. Depuis il n'y a pas de section officielle de la IV^{ème} Internationale. En août 1970 l'organisation de jeunesse trotskyste :

Socialist Youth Alliance (L'alliance de la jeunesse socialiste) se forma dans le cadre d'un combat anti- spontanéiste à l'intérieur du groupe de jeunes « Résis- tance ». La SYA est aujour- d'hui l'organisation de jeu- nesse révolutionnaire la plus importante dans le pays ; elle est en pleine croissance. La SYA est organisa- tionnellement indépendante de la Ligue mais en est politi- quement solidaire sur la base du programme commun et de l'accord de fond avec la IV^{ème} Internationale. Elle publie le bi-mensuel Direct Action. Le développement rapide de la SYA et la formation de la SWL sont des signes évidents de la vitalité du trotskysme et à l'échelle de l'Australie, et à l'échelle internationale.

Trois documents essentiels furent discutés et adoptés par la conférence. Le premier développe des thèmes bien connus de nos lecteurs : ceux qui ont trait au déve- loppement de la situation internationale et à l'indispen- sable stratégie de constitution d'un parti ouvrier révolu- tionnaire mondial. Le second traite de la politique des révo- lutionnaires vis à vis du mou- vement ouvrier australien, l'Australian Labour Party (ALP - le parti travailliste australien), ainsi que de l'orientation en direction de la jeunesse et des mou- vements de masse. Le docu- ment insiste sur l'im- possibilité de contourner l'ALP. Néanmoins il importe de tirer parti de l'actuelle ra- dicalisation de la jeunesse. Travailler dans la jeunesse nous permet de bâtir le noyau révolutionnaire, de gagner l'audience dans les rangs les plus avancés de la classe

la Socialist Review pôle de regroupement des militants de la LSW.



ouvrière. Notre stratégie peut se résumer dans la formule « L'ALP est le point nodal de notre stratégie, mais dans la période présente notre travail central est dans la jeunesse ». Le dernier document se composait des statuts de la SWL qui sont fondés sur le centra- lisme démocratique. La conférence a été placée sous la présidence d'honneur de trois militants de la IV^{ème} Internationale récem- ment assassinés : Peter Graham tué en Irlande en 1971 ; Luiz Merlino abattu par les mercenaires de la police politique brésilienne en juillet dernier et Tomas Chamblis, leader des paysans boliviens victime du coup d'Etat d'extrême droite d'août 1971.

Les idées du marxisme révo- lutionnaire progressent en Aus- tralie : seul un parti membre de la IV^{ème} Internationale pourra mener la classe ou- vrière à la victoire et montrer la voie d'une Australie socia- liste.

IV^{ème} Internationale



vie
&
presse
des
Sections

NOUVELLE ZELANDE

la marche
sur le Mont John

Le mont John est situé près du lac Tekapo ; sur son sommet une station d'observation de satellites appartenant aux forces aériennes américaines et utilisée par elles. Cette station fait partie intégrante de la machine de guerre des Etats-Unis directement reliée par télex au centre nerveux de la défense aérienne américaine encastree . 500 mètres sous terre dans la montagne cheyenne (Etat du Colorado).

Une manifestation était prévue les 11 et 12 mars : de tous les centres importants de Nouvelle Zélande, un comité ad hoc devait drainer les mili-

tants anti-guerre et les organisations étudiantes. 300 militants ont activement participé à l'action.

La station a été construite sur un terrain dépendant de l'université de Canterbury. D'autres terrains étaient disponibles mais il s'agissait de recouvrir l'opération de la respectabilité des voiles académiques. En réalité l'opération se retourna contre ses promoteurs : les premiers articles du journal des étudiants « Conta » et le refus du conseil de l'université de rompre le bail de location du terrain furent à l'origine de la mobilisation.

Sur les 2270 bases américaines à l'étranger, 340 sont qualifiées de « majeures » par l'état major US dont 3 sont situées en Nouvelle Zélande. Mont John est l'une de celles-là. Son installation fut

soigneusement gardée secrète et l'opinion publique placée devant un fait accompli. La suppression des bases nucléaires américaines constitue un objectif important de la lutte anti-guerre et il faut noter qu'il permet de mobiliser un nombre croissant de néo-zélandais.

Déjà la pression des masses a fait reculer le gouvernement de Nouvelle Zélande sur plusieurs points : l'installation de nouvelles bases ; le retrait des troupes néo-zélandaises du Vietnam. C'est au tour du Mont John !

(1) D'après l'article de Hugh Fyson dans « Socialist Action », organe de la Socialist Action League, organisation sympathisante de la IV^{ème} Internationale en Nouvelle Zélande. (Volume 4 No 3, 3 mars 1972).

public de la Confédération syndicale nationale, la corporation des enseignants du Québec et la fédération des travailleurs québécois. Une grève générale illimitée a commencé le 11 avril. Le succès mesure à l'intensité du terrorisme idéologique exercé par les mass media : accent mis sur les malades gisant à la porte des médecins...etc. Les dirigeants du Front Commun ont invité les grévistes à résister aux injonctions du gouvernement tout en assurant les services hospitaliers. De nombreuses sections syndicales locales sont poursuivies par la justice et sont condamnées à de fortes amendes... Le journal révolutionnaire Libération évoque la nécessité d'un journal de grève et appelle à la formation de Comités de Soutien à la grève d'autant plus importants qu'aucun des grands partis politiques, y compris le Parti Québécois n'apporte son appui au conflit qui oppose le mouvement ouvrier au gouvernement Bourassa. Libération conclut : « La grève des fonctionnaires constitue un test qui ne peut qu'ouvrir à la classe ouvrière et à toute la nation québécoise la perspective de luttes anticapitalistes ».

(1) D'après « Labour Challenge » No 8, volume 3 du 24 avril 1972. « Labour Challenge » est le bi-mensuel en langue anglaise de la Ligue for Socialist action (Ligue socialiste ouvrière, section canadienne de la IV^{ème} Internationale qui dispose en outre d'un mensuel en français « Libération » diffusé au Québec. En outre les Young Socialists (Ligue des jeunes socialistes) diffusent un mensuel « Young Socialists ».

Socialist Action

Vol. 4, No. 3 (20), Friday, March 3, 1978. Registered at the PSNO, Wallingford, as a Magazine. Free Code.

Nixon's Trip No 'Bridge to Peace'

CANADA

la grève générale
de 200 000
travailleurs

18 avril. La grève générale de 200 000 travailleurs du secteur public entre dans sa 2^{ème} semaine; des milliers de grévistes manifestent devant le bâtiment de l'assemblée nationale à Québec.

Motif : la réponse « à prendre ou à laisser » du gouvernement de Bourassa (une proposition d'augmentation de salaires de 5,3 à 6 % par an dans le cadre d'un contrat de trois ans).

La plus grande grève de l'histoire du Canada a fait fermer écoles et magasins; interrompu l'activité gouvernementale. Les 11 000 délégués régionaux ont affirmé clairement que la base considérait une grève de 24 h identique à celle du 28 mars comme parfaitement insuffisante pour répondre à l'arrogant refus du gouvernement libéral de faire des concessions importantes. Les négociations cessèrent le 25 avril.

Le « Front Commun » unit tous les travailleurs du secteur

labor Challenge

Status of women conference debates strategy

Build mass protests to stop Nixon's Vietnam escalation

[illegible]

DOSSIER YUGOSLAVIE

Nous publions ci-dessous deux articles d'actualité sur la Yougoslavie. Dans le premier, C. Verla étudie les questions saillantes dans ce pays aujourd'hui : le conflit des nationalités, les difficultés de l'autogestion, l'impasse de la bureaucratie au pouvoir. Dans le second, F. Charlier analyse le programme de la contre-révolution sociale en Yougoslavie telle que la conçoivent les capitalistes occidentaux. Deux études qui font le point sur l'évolution des tendances contradictoires au plan socio-économique et font justice de toutes les analyses sommaires selon lesquelles la Yougoslavie n'aurait jamais cessé d'être un État capitaliste ou selon lesquelles il y aurait été rétabli depuis longtemps.



OU VA LA YUGOSLAVIE ?

par C. Verla

Quel socialisme voulons-nous ? Le débat qui s'est engagé au sein du mouvement ouvrier français entre la CGT et la CFDT a souvent cours en termes de « modèles ». La Yougoslavie y occupe une place importante à cause de l'expérience d'autogestion qui s'y déroule. Les staliniens ont beau jeu d'arguer de la nécessaire dictature du prolétariat et planification centralisée, contre la « soi-disante démocratie décentralisée » de l'autogestion. A l'autre extrême, les réformistes sociaux-démocrates chercheront à généraliser l'expérience de « participation » à la gestion des entreprises dans le cadre de l'entreprise capitaliste ; ils auront aussi beau jeu de cacher leur anti-communisme et leur opposition radicale à la dictature du prolétariat en faisant l'apologie de l'« autogestion » décentralisée et de sa « démocratie » contre le repoussoir centralisé stalinien.

Pour nous, le problème (et la discussion sur le « cas » yougoslave) ne se posent pas en termes de « modèles » mais en termes de programme : l'extension permanente de la révolution prolétarienne, son approfondissement pour la construction d'un socialisme qui ne soit pas caricature, exigent des marxistes révolutionnaires une même lutte pour la dictature du prolétariat et pour la plus large démocratie prolétarienne — double face d'un même problème. L'analyse théorique et l'expérience confirment que telle est la voie la plus rapide et la plus efficace, la seule qui mène, sans « détours » inutiles de l'histoire, au socialisme. Cette « norme », ce programme marxiste révolutionnaire, ne correspondent pas à des rêves utopiques ou à des dogmes moraux. Ils s'imposent face aux tâches qu'il nous faut accomplir après ce premier pas qu'est la prise du pouvoir et la destruction de l'Etat bourgeois. Tâches trop gigantesques de transformation de la société et des hommes pour qu'un Etat bureaucratique puisse les accomplir. Mais tâches aussi qu'il faut réaliser dans un cadre trop vulnérable au départ pour pouvoir éviter pendant toute une période historique le maintien d'une dictature du prolétariat. Cette double exigence — dictature du prolétariat sous la forme d'une large démocratie prolétarienne — est à ce point profonde qu'on peut aisément démontrer sur les exemples historiques existants que l'une sans l'autre est nécessairement d'une grande fragilité et s'accompagne de tares et gaspillages qui retardent d'autant le moment de la réalisation de nouveaux rapports sociaux de production socialistes.

Notre analyse de la Yougoslavie confirme et se fonde à la fois sur ce programme marxiste révolutionnaire. C'est dire qu'elle fait peu de cas de l'hypocrite critique des staliniens à l'égard d'un régime qui leur échappe, mais aussi de la critique de tous ceux qui ne

posent pas clairement et préalablement le rejet de la collaboration de classes dans le cadre d'un système capitaliste et la nécessité de la dictature du prolétariat après la prise du pouvoir.

LES DOULOUREUX LENDEMAINS DE LA DECENTRALISATION

Le régime yougoslave a commencé à se décentraliser sur le plan économique aux lendemains de la rupture avec Staline, au début des années 50. Cette décentralisation allait de pair avec l'introduction de l'autogestion. Mais elle resta — surtout dans le domaine fondamental des investissements — étroitement dominée par les pouvoirs de la fédération jusqu'à la réforme de 1965. Les moyens d'intervention économique centraux étaient certes plus indirects et de moins en moins efficaces devant les effets déjà désastreux de la décentralisation partielle ; mais ils restèrent longtemps suffisamment importants pour que les idéologues « libéraux » du régime puisse attribuer tous les échecs au maintien de ces pouvoirs centraux : aussi est-ce au nom de l'autogestion, de son approfondissement, de sa libération vis-à-vis des entraves bureaucratiques centrales, que la réforme de 1965 fut introduite : pour que l'autogestion soit effective, disait-on, il faut que les décisions soient totalement le produit des « unités de travail ». Celles-ci doivent avoir davantage de « liberté » et ne plus subir les contraintes centrales et les lourds impôts qui grèvent toutes leurs possibilités de choix. La réforme s'appuyait dès lors sur tous les schémas « libéraux » classiques : il faut laisser les lois économiques objectives faire leur effet car elles conduisent aux meilleurs équilibres et à une rentabilisation de l'économie indispensable à sa bonne santé. C'est-à-dire il faut laisser l'autogestion (en fait le marché) faire les prix et déterminer les investissements ; il faut ouvrir les entreprises yougoslaves à la concurrence entre elles et face aux entreprises capitalistes il faut donc que le gouvernement cesse d'intervenir pour favoriser telle ou telle région ou entreprise par une politique de prix ou de subvention qui « fausse les données », de même qu'il doit cesser de protéger l'économie yougoslave, ce qui maintient des activités « non rentables ».

Les débuts d'accomplissement effectifs de cette réforme sont d'ores et déjà désastreux : augmentation considérable du coût de la vie qui a obligé le gouvernement à « geler » à nouveau tous les prix malgré les intentions de libéralisation, en 1971 et à dévaluer plusieurs fois le dinar (malgré le projet de convertibilité) ; accentuation des inégalités de salaires entre entreprises et selon les régions ; accentuation du chômage (plus de 300 000 chômeurs sans parler du million et plus de travailleurs émigrés). Mais l'augmentation des clivages et différenciations sociales provoquées par la décentralisation sont peut-être le problème politique et social le plus marquant aggravé par la réforme. A cet égard, celle-ci est le révélateur douloureux de tous les problèmes que la bureaucratie yougoslave au pouvoir n'a pas su résoudre.

LE CONFLIT DES NATIONALITES

Le problème des multiples minorités nationales existant en Yougoslavie, est au départ et indépendamment des tares de la bureaucratie, un problème très complexe à résoudre dans ce pays mosaïque. Contrai-

rement aux partis stalinien des pays de l'Est, la Ligue des Communistes a eu vis-à-vis de la question nationale un rôle effectif lors de la lutte de libération contre l'envahisseur fasciste et l'oppression grand-serbe. Les premières années du régime furent d'ailleurs marquées par un effort considérable pour développer les régions les plus pauvres, en application du programme de la Ligue des Communistes, selon lequel l'égalité reste formelle si elle ne s'accompagne pas d'une égalité économique effective.

Pourtant, la **décentralisation** doublée du maintien d'un **régime politique bureaucratique** allait provoquer la **faillite** de cette politique et la **résurgence** dès les années 60 du problème des nationalités : la **décentralisation** allait en effet affaiblir les moyens d'intervention centrale qui permettaient de diminuer les écarts entre Républiques qui regroupent souvent des minorités nationales. En même temps, le caractère bureaucratique du pouvoir et des prises de décisions ne pouvait que renforcer les comportements égoïstes de régions, d'entreprises et d'individus qu'alimentaient les tendances « libérales », décentralisatrices. Enfin le conflit des nationalités s'est marqué du fait que le pouvoir central bureaucratique était largement dominé par la nationalité grand-serbe (dominante d'ailleurs sur le plan politique dès la lutte de libération dans le cadre du parti) tant dans l'armée que dans l'administration. Dès lors, y compris sous l'impulsion de traditions conflictives entre les diverses nations, des aspirations anti-bureaucratiques pouvaient également s'exprimer sous la forme de revendications et mouvements nationalistes. On ne peut pourtant pas en rester à ces considérations pour caractériser l'opposition récente entre Croates et Serbes : si des aspirations confuses anti-bureaucratiques — progressistes à cet égard — ont pu s'y retrouver, ce conflit a été largement dominé du côté croate par les tendances réactionnaires, objectivement favorables à la restauration du capitalisme (même si elles n'en étaient pas forcément les agents directs).

Implantés dans les couches petites bourgeoises et bourgeoises de Croatie (artisans, paysans, bourgeoisie hôtelière de la côte Dalmate, étudiants des facultés d'Etudes commerciales, soutenus par l'Eglise) les nationalistes croates ont tenté d'opposer les travailleurs selon leurs nationalités : c'est là un premier aspect, le plus révélateur, du caractère réactionnaire de ce courant. Dans les grands centres industriels en effet, des différenciations de salaires selon l'origine nationale ont commencé à être introduites. Les principales revendications exprimées étaient par ailleurs les suivantes : autonomie totale par rapport à la fédération (assimilée à l'opresseur grand-serbe) ; c'est-à-dire **développement jusqu'au bout de la décentralisation économique et politique** ; c'est-à-dire aussi suppression des interventions centrales qui « usurpaient » le juste fruit du travail croate pour aller le distribuer ailleurs. C'est-à-dire une opposition en fait à toute redistribution planifiée des revenus en faveur des régions les moins développées ; c'est-à-dire enfin l'apologie des critères bourgeois d'organisation de l'économie. Quand on sait que la Croatie est une des Républiques les plus développées avec la Slovaquie et celle qui s'enrichit le plus du commerce avec l'étranger et du développement du tourisme, on comprend que les revendications se soient cristallisées sur le problème des devises. La fédération récupérant la majeure partie des devises, les Croates voulaient augmenter leur part du gâteau. Les « Croates » ? Certes non, en fait. Les technocrates et la petite bourgeoisie croate

qui s'enrichissent de ce commerce de devises pendant que les grèves de travailleurs se multiplient en Croatie contre les inégalités de salaires et le développement du chômage. C'est qu'au delà de ce conflit entre « nationalités » — et y compris au sein même de ce conflit — se développe un antagonisme social plus profond et complexe qui remet en cause les rapports d'autogestion et plus généralement les rapports de production et de propriété mis en place par la révolution.

OU VA L'AUTOGESTION ?

Il est encore difficile en Yougoslavie de ne pas se revendiquer de l'autogestion. Personne ne croit pourtant plus aujourd'hui en Yougoslavie qu'elle soit pleinement réalisée. Personne ne pourrait d'ailleurs le dire après le développement considérable des grèves (plus de 2000 depuis 1958 (1)) qui se font, sous une forme ou une autre, le plus souvent **pour une application effective de l'autogestion**. Au point que le dernier congrès de l'autogestion (mai 1971, Sarajevo) a amplement et publiquement dénoncé les diverses forces qui contre-carrent l'autogestion. C'est qu'aujourd'hui, si l'on continue de façon confuse à opposer souvent centralisation et autogestion, ces courants se développent — en particulier au sein des syndicats — qui voient dans la **décentralisation** la source la plus dangereuse de dissolution de toute autogestion possible : en effet la décentralisation, la « libéralisation économique » favorisent le développement des principaux agents sociaux de cette politique. La concurrence, la « rentabilisation » selon les critères de marché exigent, pour qu'on se plie à leurs lois sans réticences et lourdeurs, qu'elles soient prises en charge par des couches sociales qui tirent totalement profit de ces lois : bourgeois mais aussi directeurs et technocrates. Les travailleurs sont à la fois juges et partie : peuvent-ils accepter de la même façon qu'un directeur d'entreprise de licencier des ouvriers, de comprimer les salaires pour « être plus concurrentiels » ? Certes, des différenciations apparaissent parmi les ouvriers, face aux lois de la concurrence. Plus on s'« élève » dans le système de délégation de pouvoir, plus les travailleurs sont directement associés à la gestion de l'entreprise et se détachent de la production, plus facilement accepteront-ils les règles de ce « jeu ». Des conflits surgissent à cet égard entre le comité ouvrier et le conseil de gestion élu en son sein qui subit plus directement l'influence du directeur et des divers technocrates.

Mais le plus fréquemment, c'est l'autogestion elle-même que les bureaucrates de l'entreprise essaient de remettre en cause car elle gêne la réintroduction de rapports de production capitalistes dans l'entreprise, qui sont les mieux adaptés à l'« esprit d'initiative » requise par la lutte concurrentielle pour le profit : la tendance est la plus explicite dans les entreprises à capital mixte (une partie d'investissements étrangers et de fonds sociaux yougoslaves (2)) où les capitalistes essaient de légaliser des comités « mixtes » (on sait ce que vaut la « mixité » bourgeois — ouvriers) auxquels le comité d'autogestion délèguerait la plupart de ses pouvoirs. Ailleurs, le directeur essaie de se faire embaucher « sur un programme à long terme » et par là même de limiter le contrôle des ouvriers sur sa politique (en Yougoslavie, les directeurs sont élus et révocables par les conseils ouvriers). De façon plus courante encore, on tente d'accentuer une certaine « division du travail » qui renforce la hiérarchie dans

l'entreprise au profit des technocrates « compétents » pour les questions les plus importantes de choix économiques et de budget. Le comité d'autogestion est alors réduit à un organe qui se préoccupe des problèmes de salaires et de condition de travail.

L'autogestion, en tant qu'instrument de la démocratie ouvrière ne peut avoir de réalité si les ouvriers sont soumis aux contraintes bureaucratiques centrales. Mais elle ne peut pas non plus échapper aux contraintes du marché : celui-ci en atomisant les entreprises, en les opposant les unes aux autres, atomise et oppose par là même les ouvriers entre eux ; renforce les couches petites bourgeoises qui s'enrichissent dans l'échange ; affermit la position des bureaucrates dans l'entreprise ; sape le poids de la classe ouvrière et les rapports d'autogestion quelques limités soient-ils dans le régime yougoslave. Il accentue aussi les antagonismes en même temps que les différenciations sociales.

L'ACCENTUATION DES DIFFERENCIATIONS SOCIALES

1) Les différenciations au sein de la bureaucratie. La « bourgeoisie rouge »

Le conflit entre nationalités permet de cerner certains axes de cette différenciation :

a) Au niveau le plus superficiel, elle recouvrira les diverses nationalités. L'autonomie plus grande accordée aux Républiques, la décentralisation économique, sont en partie le produit (et alimentent à la fois) des pressions des couches dirigeantes qui cherchent à renforcer leur poids en défendant les intérêts de leurs diverses Républiques dans le partage du pouvoir (la décentralisation ayant pour corollaire le renforcement du poids des Républiques les plus riches).

b) De façon plus profonde, la politique de « libéralisation » économique et la mise en place, depuis une longue période maintenant, de l'autogestion ont favorisé le développement de couches technocratiques à la tête des « organisations de travail ». Mais là encore, il faut introduire des nuances :

— D'une part, entre ces couches dans les Républiques développées (voire, au sein de ces Républiques, dans les entreprises les plus dynamiques, principalement celles orientées vers le commerce extérieur) et les mêmes couches dans les régions et entreprises les moins développées : les intérêts de ces dernières ne sont pas de pousser au développement des lois du marché qui signifierait pour elles une plus réelle « colonisation » que celle dont se plaignent les technocrates croates.

Quant aux technocrates des entreprises en expansion, leurs intérêts rejoignent ceux des couches petites bourgeoises et bourgeoises au sens où ils revendiquent à tous les niveaux le libre développement des lois du marché en même temps qu'ils sont hostiles à l'autogestion (qui résiste trop au jeu et aux « sacrifices » de la concurrence). L'intérêt de ces aspirants bourgeois est de pouvoir aussi faire fructifier leur richesse « oisive » et de la garantir par un droit de propriété.

Les technocrates des entreprises pauvres se trouvent davantage dans la situation d'une aristocratie ouvrière qui cherche à tirer profit de sa place dans la division du travail pour augmenter ses privilèges sans avoir pour autant intérêt à remettre en cause le système ni la planification.

— Mais, d'autre part, au sein même des couches tech-

nocratiques les plus réactionnaires, le récent conflit serbo-croate a mis en évidence une autre différenciation possible : celle des technocrates liés aux organisations financières et commerciales contre ceux des entreprises.

Etant donnée la grave situation économique et financière actuelle, mais aussi le poids plus direct de la classe ouvrière dans les entreprises, il est probable que les puissances les plus dangereuses du point de vue du socialisme, sont celles qui se développent à la faveur du système bancaire décentralisé. La liaison de telles puissances avec le capital international dans le cadre de la création récente d'une « Société d'Investissements pour la Yougoslavie », les intérêts objectifs de ces couches, convergeant avec ceux de la bourgeoisie, leur position de force dans la situation actuelle : ce sont autant de facteurs qui pèsent dans leur sens réactionnaire.

— Dans ce contexte, la bureaucratie au pouvoir et l'appareil sur lequel elle s'appuie occupe une position spécifique : sa politique favorise à la fois objectivement le développement des forces centrifuges en même temps qu'elle les réprime. C'est que, tout en s'appuyant sur ces forces dans l'espoir vain qu'elles redresseront la situation économique, la bureaucratie ne compte pas leur donner le pouvoir ni perdre ses privilèges et le système qui les lui donne. Or, dans la situation actuelle, les seules forces qui lui permettent de lutter contre le poids grandissant des couches technocratiques sont : d'une part, le pouvoir d'Etat qu'elle conserve fermement (Tito a fait allusion à la possibilité d'une guerre civile, pendant le récent conflit ; le rôle de l'armée a été mis en avant. « L'Etat : bande d'hommes armés » risque bien de prendre une réalité aiguë dans une période d'accentuation des conflits) ; et d'autre part, le fait d'apparaître comme le défenseur de la classe ouvrière, des acquis de la révolution, de l'autogestion. Démagogie ? Certes ! Mais pour que la démagogie soit une force il faut que les masses s'y laissent prendre. Quelle que soit donc la conscience socialiste des dirigeants, ils sont prisonniers du système social qui les a fait rois. La politique centriste, à la fois anti-capitaliste et opposée à la démocratie ouvrière les caractérise.

Parce que nous ne sommes pas en présence de classes sociales ayant une assise assurée dans les rapports de production, la délimitation des différenciations ne peut se faire « au couteau ». Il s'agit plus de décrire un processus qu'une réalité bien définie. En conséquence, l'entrée en scène d'autres couches sociales et la transformation des rapports de force joueront un grand rôle dans un tel processus : dans le cadre d'un conflit ouvert entre classe ouvrière et bourgeoisie, les failles s'approfondiront, transformant les différenciations en clivages de classes.

2) Le développement des luttes ouvrières

1968 a marqué une étape importante de réaction de la classe ouvrière et des étudiants (particulièrement à Belgrade) contre les effets de la Réforme (3), contre la politique menée par le gouvernement, plus généralement, les tendances à la privatisation de l'économie, la non-effectivité de l'autogestion, le système bureaucratique ont été largement dénoncés au cours de mobilisations, au point que Tito a dû prendre son uniforme des grands jours et des grands discours. Des mesures ont été prises alors pour protéger quelque peu l'autogestion contre ses détracteurs bourgeois et pour limiter l'extension de la propriété privée (elle

existe essentiellement dans les secteurs de l'agriculture et de l'artisanat, et depuis la réforme dans le secteur touristique. Mais des formes plus insidieuses de rapports capitalistes de production ont été dénoncées dans les nouvelles formes d'entreprises dites « GGP » (3). « Autogestion de bas en haut ! » Tel était alors le mot d'ordre des étudiants de Belgrade, exprimant par là que la seule forme effective de démocratie ouvrière, de pouvoir anti-bureaucratique mais aussi de lutte contre les tendances restauracionistes du capitalisme en Yougoslavie, n'étaient pas la décentralisation d'une autogestion limitée aux entreprises et soumises dès lors à toutes les puissances centrifuges ; mais au contraire un poids renforcé, parce que central, de la classe ouvrière, par sa participation au pouvoir.

L'année 1972 marquera de nouvelles étapes. Après le congrès de l'autogestion, après la reconnaissance du droit de grève et face à l'aggravation de la situation économique et sociale, l'agressivité de la classe ouvrière ne peut que s'accroître. Elle sera encouragée dans ce sens par un nouveau facteur qui peut prendre une importance décisive sur la scène politique et sociale yougoslave : les syndicats en tant que force d'opposition au régime. En effet, avec l'affaiblissement du pouvoir central et de la cohésion de la Ligue des Communistes, dans un contexte de crise sociale importante, les syndicats yougoslaves semblent quitter leur rôle de simple rouage de l'appareil d'Etat. Pour la première fois, en ce début de 1972, l'opposition à la politique du gouvernement a été à ce point ouverte que Tito a fait allusion dans un récent discours à ceux « qui disent que les syndicats sont des ennemis du gouvernement, qui ont leur propre programme ». Le point d'achoppement principal sera d'abord la tentative du gouvernement de geler les salaires. Mais c'est porter atteinte, en Yougoslavie, à la sacro-sainte autogestion qui, si elle existe, se manifeste sur cette question des salaires — particulièrement depuis la Réforme où les marges de décision au niveau des entreprises ont été élargies. C'est aussi attaquer la classe ouvrière dans son niveau de vie, tout simplement. « Résoudre » ainsi les problèmes dans un pays qui se dit socialiste, c'est une fois de plus mettre les actes en contradiction avec les paroles doucereuses. Mais, à un moment où les luttes sociales s'exacerbent, où l'uniforme du Maréchal n'est plus vénéré comme avant, les choses risquent de se passer plus difficilement...

Que la bureaucratie s'en tire provisoirement par une répression accrue ne fait aucun doute. Elle a commencé dans cette voie en censurant Student (le journal des étudiants de la faculté de philosophie de Belgrade) et Praxis (l'organe de débat de l'intelligentsia de gauche yougoslave). Elle a commencé aussi à emprisonner ceux qu'elle qualifie de « trotskystes » sans pouvoir attacher à ce « titre » la profondeur d'injures que les staliniens y versaient à la belle époque (4). Mais la bureaucratie yougoslave, prise dans les contradictions de son système « original » ne se gênera pas pour autant pour réprimer tous ceux qui tenteront d'exprimer aujourd'hui une solution anti-bureaucratique à la crise actuelle. Tous ceux qui tireront de l'échec du régime les leçons qui mèneront à la victoire du socialisme en Yougoslavie.

NOTES

- (1) cf. Revue IVème Internationale No février 1971.
- (2) cf. Revue « Critique de l'Economie Politique », N°7, article de C. Samary, et article ci-après de F. Charlier « Un programme de transition au capitalisme ».
- (3) cf. article cité dans « Critique de l'Economie Politique ».
- (4) En Yougoslavie, Trotsky est officiellement édité. Il fait partie du mouvement ouvrier. Le dernier numéro de Praxis lui a été consacré...



DE LA CONTRE- REVOLUTION

par F. Charlier

La situation en Yougoslavie montre les dangers qui pèsent sur les pays dits socialistes et qui risquent d'inverser le sens de leur transition entre capitalisme et socialisme. Dans la note qui suit nous n'examinerons qu'un aspect de la contre-révolution sociale : laissant délibérément de côté son aspect militaire (les tentatives de l'impérialisme de renverser l'ordre nouveau existant avec l'Etat ouvrier) nous nous concentrerons sur son « programme économique », qui forme, comme nous le verrons plus loin, un véritable « programme de transition » inversé, à savoir un programme du retour au capitalisme.

Nul n'ignore que les Etats de l'Est ne vivent pas dans le vide, mais dans le cadre d'un marché mondial capitaliste. Mais trop souvent on ignore les pressions exercées par le marché mondial sur ces économies. Ces pressions sont multiformes et prennent évidemment une « forme » politique, les décisions politiques s'avérant n'être ici aussi que de l'économie « concentrée ».

Au cours des dernières années, les revendications économiques contre-révolutionnaires en Yougoslavie ont

été orientées vers la suppression de la limite à l'entreprise privée (5 ouvriers), la tentative d'introduire un système d'obligations à émettre par les grandes entreprises, la revendication de la suppression de la centralisation des devises obtenues au moyen du commerce extérieur et des activités touristiques. C'est entre autres contre la tentative d'émission d'obligations que les étudiants de Belgrade se sont élevés lors de l'occupation de l'université en 1968. Mais avec la revendication de la suppression du contrôle sur les devises, la droite avait trouvé un « maillon faible » dans la république de Croatie, la bureaucratie elle-même étant prise au piège de ses propres positions contre « l'étatisme » et pour la décentralisation.

Il n'entre pas dans notre intention d'examiner ces revendications économiques de la droite yougoslave. Il en est question ailleurs dans cette revue. Mais il est utile d'examiner à quelles pressions du capitalisme international elles correspondent, en nous basant sur les publications de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). L'OCDE, qui a pris la succession de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) en 1961, est une des « organisations-escorte » du capitalisme international. La Yougoslavie, sans en être membre, participe aux travaux de l'organisation et est représentée par un observateur aux réunions de son Conseil. Annuellement, les experts du « Comité d'Examen des Situations Economiques et des Problèmes du Développement » de l'OCDE prépare une étude économique par pays. L'étude de 1970 sur la Yougoslavie (la plus récente à l'heure actuelle) est un véritable petit recueil de recommandations et d'avis émis à propos de la Yougoslavie par le capitalisme international. Son principal intérêt est donc de montrer quelles sont les exigences du capitalisme. Accessoirement, elle permet aussi de mesurer la distance qui sépare la Yougoslavie, comme Etat ouvrier, du capitalisme.

UN BILAN DE LA REFORME ECONOMIQUE

Les experts de l'OCDE (1) commencent d'abord par évaluer la réforme économique de 1965 : « Les dispositions régissant les budgets publics et le contrôle de la monnaie et du crédit ont été modifiées en vue de transférer la charge de la répartition des ressources d'investissements du gouvernement aux entreprises, et en particulier aux banques, l'influence directe du gouvernement sur les prix, ainsi que sur les échanges et les paiements extérieurs, a été restreinte. A cette fin, différents contrôles de prix ont été abolis et l'on a modifié la structure des prix qui restaient soumis à réglementation, afin d'essayer d'éliminer les distorsions héritées du système antérieur ». Puis vient un jugement d'ensemble : « La dévaluation (il s'agit de celle de juillet 1965), l'abolition des taux de change multiples, l'adoption des dispositions **plus libérales** et plus simples pour les échanges extérieurs, les opérations en devises et certaines opérations en capital avec l'étranger constituent autant de **progrès importants** vers une **plus grande intégration** de l'économie yougoslave dans l'économie internationale » (nous soulignons).

Le rapport précise ensuite différents points. Il est à nouveau instructif de le citer mot à mot : « La libéralisation des importations et la réduction d'autres formes de protection ont exposé plus largement certaines branches à la concurrence étrangère. Et d'une façon générale, en acquérant plus d'autonomie, les

entreprises sont devenues plus directement **responsables** de leurs réussites et de leurs échecs. Les efforts déployés pour accroître l'efficacité de la production ont eu des **effets importants** sur l'emploi et sur la situation du marché du travail. Les entreprises se sont trouvées fortement incitées à éliminer les excédents de main d'œuvre qui s'étaient formés dans un certain nombre de branches au cours de la période antérieure ». Tout cela est dit avec un certain cynisme (plus loin le rapport parle du « délestage des effectifs sous-employés » !) propre à l'économie politique bourgeoise.

Les auteurs du rapport semblent considérer par contre que les disparités entre régions, accentuées par la réforme, ne sont en soi qu'un inconvénient mineur : « D'une façon générale, les données dont on dispose semblent indiquer que les déséquilibres régionaux ne se sont **pas beaucoup atténués** depuis les réformes de 1965 ». Par contre, ils se plaignent de la persistance d'un contrôle sur les prix : « A la fin de 1967, la proportion des produits industriels dont les prix étaient contrôlés, était tombée à 52 %, et elle a encore été réduite en 1968 et ramenée à 44 %, mais il ne semble **pas** y avoir eu ensuite de nouveaux progrès ». Dans l'ensemble donc, le reproche fait à la réforme est qu'elle n'a pas été assez loin. Ou, comme le disent les experts : « Nombre des obstacles qui avaient entravé les efforts de réforme antérieurs restaient importants. C'est dans les domaines de l'emploi, de l'équilibre entre les régions, des coûts et des prix et de la balance des paiements qu'on s'est heurté aux problèmes les plus graves. Ces difficultés ont freiné les progrès dans la voie d'une libération des prix et de la réduction de la protection accordée à l'industrie nationale contre les importations. En outre, elles ont favorisé une tendance, qui existait déjà, à laisser les consultations et les accords entre entreprises orienter la politique dans divers domaines, notamment ceux des salaires, de l'emploi, des importations, etc. S'il est normal de rechercher la solution de ces problèmes au niveau de l'entreprise, qui constitue l'unité de base dans une économie fondée sur l'autogestion, on risque, en s'en remettant de façon excessive aux consultations et aux accords inter-entreprises, d'aller à l'encontre du but de la réforme, qui est de créer une économie de marché concurrentielle ».

UN PROGRAMME ELOQUENT

L'économie de marché concurrentielle est très certainement le but des experts de l'OCDE. Leurs propositions vont dès lors être uniquement orientées dans ce sens.

Une première revendication dénote une convergence totale avec les revendications de la droite croate en matière de devises. Après avoir remarqué que les entreprises ne peuvent garder qu'un pourcentage déterminé de leurs recettes en devises (entre environ 10 et 30 % en 1970 ; fin 71, le gouvernement a augmenté ces pourcentages jusqu'à 20 et 40 % pour calmer l'opposition), le rapport s'en plaint : « les restrictions visant les devises dont elles peuvent disposer limitent leur liberté de décision en matière d'investissement ». Ceci vient après une énumération des pouvoirs dont l'Etat dispose en matière d'investissement ou de possibilité d'influer sur les décisions au niveau de l'entreprise.

Une deuxième revendication converge également avec les revendications de la droite :

« le financement des projets de développement régional par l'émission d'obligations publiques sur le marché intérieur — qui est l'une des possibilités envisagées dans le projet de réforme du système actuel du financement du développement régional — représenterait un progrès important à cet égard (vers le développement d'un marché intérieur de capitaux, NDLR).

Une troisième revendication vise directement l'autogestion elle-même : « Cependant, pour des raisons qui tiennent au caractère particulier des institutions yougoslaves (sic !), il semble que la possibilité de régulariser le rythme du progrès économique, tant à court qu'à long terme, dépend avant tout de la capacité des autorités de mettre en œuvre une politique des revenus efficace. Les études antérieures de l'OCDE ont souligné la nécessité, et aussi la difficulté de trouver un moyen de contrôler les revenus. Il est sans aucun doute d'une importance cruciale de faire des progrès aussi rapidement que possible dans ce domaine, ainsi que dans la voie d'un renforcement des effets de la concurrence sur les prix. Un système institutionnel qui permet aux conseils ouvriers de fixer à la fois les prix de vente et le montant des revenus à distribuer au personnel de l'entreprise constitue un élément structurel d'inflation ».

Et le rapport continue en constatant qu'« étant donné que la détermination des revenus au sein de l'entreprise ne peut être soumise à aucune contrainte effective, il paraît important de renforcer les contraintes exercées sur l'entreprise dans le processus de formation des prix ».

Mais la quatrième et dernière revendication qui fait la jonction entre les exigences de la droite (y compris de certains secteurs de la bureaucratie) et celles du capitalisme international concerne les investissements étrangers en Yougoslavie. On sait que, depuis 1967, des mesures ont été prises pour encourager les investissements étrangers en Yougoslavie, sous la forme d'entreprises en participation « mixte » (2). Il n'y a pas de raisons de principe pour s'opposer à de tels investissements dans certaines circonstances. Depuis Lénine, la doctrine marxiste les a admis, dans le but d'élever la productivité d'un Etat ouvrier arriéré, mais à condition que quatre règles fondamentales soient respectées :

1. Que ces entreprises ne forment pas une « base » permettant la « reconquête » du marché, mais qu'elles se développent uniquement qu'elles aident le pays à concurrencer les pays capitalistes ; qu'elle aide le pays à concurrencer les pays capitalistes ;
2. Qu'elles ne forment pas un îlot socialement contre-révolutionnaire : autrement dit, qu'il ne se crée pas, parmi les travailleurs de ces entreprises, une « mentalité à part » ; que ces travailleurs ne soient pas des privilégiés par rapport aux autres ;
3. Que le transport de bénéfices n'aboutisse pas à un « pompage » de l'économie locale qui ne soit pas compensé par un apport plus important à l'économie et à la technologie du pays ;
4. Qu'en dernière analyse, le contrôle de l'Etat ouvrier puisse jouer, y compris — après l'écoulement d'un délai raisonnable — par l'extinction du droit de propriété des capitalistes sur l'entreprise.

Que ces conditions soient dans une mesure importan-

te respectées en Yougoslavie n'est pas fait pour plaire à la bourgeoisie internationale. D'où sa proposition : « Etant donné son besoin manifeste de capitaux de développement étrangers, la Yougoslavie aurait, semble-t-il, intérêt à s'efforcer d'attirer un volume accru de capitaux à long terme plutôt que de chercher systématiquement à équilibrer sa balance des paiements courants. A cet égard, la formule actuelle des entreprises communes ne représente peut-être pas une approche tout à fait idéale du problème, étant donné la difficulté de concilier la protection des investissements directs étrangers avec le principe de la gestion ouvrière. Néanmoins, il devrait être possible d'attirer des capitaux en volume suffisant pour financer à la fois les remboursements de dettes et un déficit modéré de la balance des paiements courants ».

Les investissements étrangers en Yougoslavie

Sous ce titre, un autre document de l'OCDE apporte un véritable arsenal de précisions (3). Le document en question décrit d'abord le système tel qu'il a été instauré en 1967 et fait à ce sujet la remarque suivante : « Dans le cadre des réformes économiques, certains principes (appelés « thèses ») ont été adoptés en mars 1967. Ils reconnaissent l'utilité que les investissements étrangers pouvaient avoir lorsqu'ils dotaient l'économie yougoslave de techniques modernes ou contribuaient à accroître la productivité ou les exportations ; mais ils n'indiquaient pas que l'importation de capitaux, en tant que telle serait souhaitable. En revanche, ils soulignaient que les investissements étrangers devaient être conformes aux règles de l'autogestion des travailleurs, telles qu'elles sont définies dans la Constitution ». C'est là évidemment la revendication majeure du « Comité des transactions invisibles ». Notant que l'associé étranger ne peut détenir plus de 49 % du capital de l'entreprise mixte, qu'une série d'activités sont interdites à ces entreprises, qu'elles doivent se livrer à l'exportation, qu'une préférence est donnée aux entreprises qui utilisent des techniques très récentes et encore inconnues en Yougoslavie, le rapport voit là la raison pour laquelle cette formule a eu relativement peu de succès. Passant ensuite à l'étude des « facteurs qui découragent l'éventuel investisseur étranger » il énumère un cahier de revendications très précis. Nous en donnons les têtes de chapitre et les commentaires les plus significatifs :

a) la règle limitant la participation étrangère à 49 % : « Peut constituer un sérieux handicap aux yeux de certains bailleurs de fonds éventuels. En effet, certains d'entre eux ne veulent envisager par principe que de détenir 100 % des parts ou alors ils exigent au moins un contrôle majoritaire et d'autres hésitent à accepter un compromis sur cette question ».

b) l'autogestion :

« De prime abord, cette notion d'autogestion par les travailleurs » risque de rebuter nombre d'investisseurs étrangers et leur inquiétude n'est peut-être pas apaisée lorsqu'ils lisent dans l'article 9 de la Constitution que les « travailleurs » ont le « droit et le devoir » de « gérer la communauté d'exploitation », « d'organiser la production ou toute autre activité », « de décider de l'échange de produits et de services et de toute autre question intéressant la communauté d'exploitation », « de distribuer les revenus » et de décider en dernier ressort d'un certain nombre d'autres questions qui, selon les Occidentaux, relèvent de

ceux qui fournissent le capital de l'entreprise et non « des travailleurs ». Toutefois, les experts estiment que le point de savoir si l'associé étranger pourra s'accommoder de l'autogestion dépend dans une large mesure de « l'ingéniosité » avec laquelle le contrat est établi.

c) *transfert des bénéfices* : « après avoir acquitté un impôt et procédé au réinvestissement obligatoire en Yougoslavie d'une partie de ses gains, l'associé étranger peut transférer ses bénéfices à l'étranger, à condition que l'entreprise à participation mixte ait acquis un montant suffisant de devises par ses ventes à l'étranger ». Depuis 1969, les entreprises mixtes peuvent affecter 33,3 % des recettes de l'exportation au transfert des bénéfices. « En fait, certains experts considèrent que le transfert des bénéfices est un obstacle essentiel qui s'oppose à l'expansion des investissements étrangers ».

d) *le réinvestissement obligatoire* : il s'agit d'au moins 20 % des bénéfices après impôt, que l'associé étranger tire de l'entreprise commune. « Le réinvestissement obligatoire, estiment les experts, équivaut en quelque sorte à un « blocage » d'avoirs de non-résidents ».

e) *liquidation et transfert du produit de la liquidation* : « Les contributions de l'associé étranger au capital d'une entreprise à participation mixte (sous forme d'espèces, de matériel, d'équipement, de droits incorporels, etc.) appartiennent entièrement à l'entreprise et ne sont pas normalement récupérables en tant que telles ».

f) *nationalisation et expropriation* : « une déclaration d'intention formelle aux termes de laquelle une entreprise à participation mixte ne pourrait être expropriée que pour cause d'utilité publique, par une procédure légale, sans discrimination et sans réserve du paiement d'une juste indemnité, contribuerait sans doute à améliorer le climat des investissements en Yougoslavie », estiment les experts.

Voilà un programme qui forme très exactement le concentré des revendications du capitalisme, pour miner de l'intérieur l'économie des sociétés de transition et y rétablir un système où l'importation de capitaux « en tant que tels » est considérée comme souhaitable et où le pouvoir du capital est rétabli.

Un tel programme représente un danger mortel tout au long de la période pendant laquelle le **développement inégal** a pour conséquence que le marché mondial se trouve en position de force par rapport à des économies dont les forces productives sont insuffisamment développées mais où l'Etat bourgeois a été néanmoins abattu. Ceci nous permet d'aboutir à quelques conclusions provisoires.

Les quelques points qui sont énumérés ci-dessous ne constituent que des simples suggestions de recherches dans cette direction :

1) Quel est le rapport entre la contre-révolution sociale au sens militaire du terme (intervention étrangère, guerre civile, etc.) et les revendications économiques de la contre-révolution sociale ? Il semble que l'objectif soit, ici et là, de briser le contrôle de l'Etat nouveau sur la société, en commençant, selon les cas, sur un territoire ou dans un domaine déterminé ;

2) La réalisation du programme économique de la contre-révolution sociale ne peut être atteinte sans un renversement de l'Etat. L'histoire n'offre pas d'exemple où ce renversement s'est opéré sans violence. Mais la puissance de cet Etat peut être très largement entamée par la victoire de la contre-révolution dans des secteurs particuliers :

3) Quelle est la place de la lutte contre le monopole extérieur dans la programme de la contre-révolution sociale ? Le monopole du commerce extérieur vise à protéger les sociétés de transition à productivité du travail insuffisamment développée contre la pression de l'impérialisme et du marché mondial (ainsi, on pourrait imaginer un pays socialiste hautement développé qui n'aurait pas besoin de ce monopole étatique — ni d'aucun autre ailleurs : c'est pourquoi le procès de dépérissement de l'Etat y serait vraisemblablement en voie d'achèvement). Dans un pays peu développé, la question du monopole du commerce extérieur joue un rôle tout à fait essentiel.

4) Quel est le rôle de l'autogestion, même dans sa version yougoslave, comme facteur de résistance aux revendications de la contre-révolution ? Le sentiment d'être « propriétaire social » des moyens de production n'encouragera-t-il pas les travailleurs à résister avec vigueur à toute tentative de modifier définitivement les rapports de propriété et à rétablir l'ordre bourgeois ?

5) Quel est l'incidence de l'affaiblissement de la conscience, suite à l'atomisation de la classe ouvrière ? Ne favorise-t-il pas, au contraire, les progrès des revendications de la contre-révolution, dans une première phase ?

La réponse détaillée à cette série de questions, et à toute une série de questions connexes, est de la plus haute importance d'un double point de vue, théorique et pratique. Premièrement, parce qu'elle doit permettre de mieux comprendre la signification profonde de ce qui se passe devant nos yeux dans les pays de l'Europe de l'Est. Deuxièmement parce qu'elle doit nous permettre de développer, à l'encontre du programme de la transition au capitalisme, notre programme de transition au socialisme.

Notes

(1) OCDE, Etudes Economiques : Yougoslavie, Paris, nov 70.

(2) On trouvera une description du système en vigueur dans notre brochure : F. Charlier : « URSS et pays de l'Est, capitalisme ou socialisme ? », Cahiers Rouges, Nouvelle Série Internationale, No 1.

(3) OCDE, Comité des transactions invisibles : « Les investissements étrangers en Yougoslavie », Paris 1970.

(4) Voir Richard H. Ullman : « Intervention and the war, anglo-soviet relations, 1917-1921 », vol. I, Princeton University Press, Princeton (New Jersey), 1961.

la SfiO le parti socialiste et le réformisme

par Maurice Buzard

L'actualité politique française et les préparatifs des élections législatives et présidentielles portent sur le devant de la scène le nouveau parti socialiste et son leader, F. Mitterrand. Le parti socialiste apparaît de nouveau aux commentateurs bourgeois de droite et de gauche comme une des forces essentielles à un changement de politique en France, comme la force qui pourrait, par un jeu habile avec le PC et surtout avec ses électeurs, « débloquer » le pays.

Peu de temps, pourtant, s'est écoulé depuis le splendide échec de Defferre aux élections présidentielles de 69.

« Rouge » écrivait alors (N° 22, du 4 juin) :

« La social-démocratie est la grande vaincue de la bataille. Elle qui fut l'une des principales forces électorales de la 3ème et de la 4ème République, elle ne réalise aujourd'hui que 5 % des voix. De fait, il y a longtemps que la social-démocratie n'est plus qu'un cadavre politique. Elle est morte, étouffée dans le corset de fer de l'Etat fort gaulliste... En Mai-Juin 68, la social-démocratie a clairement montré qu'elle n'était rien, sinon une étoile morte dont la lumière nous parvenait encore, au gré des élections. En mai 69, cette illusion même est dissipée... Les voix socialistes se sont dispersées. Il est très douteux qu'elles se rassemblent à nouveau... »

De manière encore plus péremptoire l'éditorialiste du N° 25 ajoutait :

« Selon des voix consolatrices, la débacle de la social-démocratie ne représente qu'un accident dû à un malheureux concours de circonstances. Des formations aussi enracinées dans l'histoire nationale que les socialistes et les radicaux ne peuvent être durablement laminées. La défaite est plus cuisante que profonde. Les beaux jours reflueront... Ces paroles optimistes sont peut-être un baume apaisant pour les chairs meurtries de la gauche social-démocrate, mais elles ne sont en rien fondées. On peut affirmer au contraire que l'effondrement de la social-démocratie classique est un phénomène irrévversible. Il s'inscrit dans le remaniement profond qui affecte toute la gauche et le mouvement ouvrier, conférant aux différentes formations politiques une physionomie nouvelle ».



Les choses sont aujourd'hui moins claires, ou alors elles ont changé. Ainsi l'éditorial de « Rouge » N° 128 (16 octobre 71) est intitulé : « Mitterrand, une solution de rechange pour la bourgeoisie », et il note : « ... Au cas où la situation économique se dégraderait sérieusement, l'actuel mécontentement populaire tournerait à la crise sociale intense, alors la solution d'union de la Gauche préconisée par Mitterrand représenterait la solution de rechange la mieux adaptée : la seule solution de rechange susceptible de canaliser de dévoyer et de désamorcer la mobilisation populaire ».

Où est l'erreur ? Etait-elle d'enterrer trop vite la social-démocratie, ou est-elle aujourd'hui de lui pronostiquer, dans certaines circonstances un avenir gouvernemental ? Cette social-démocratie a-t-elle changé ?

nos thèses sur l'effondrement définitif

Seuls les imbéciles ne se trompent jamais. Mais il existe une autre catégorie d'imbéciles, plus perniciose, ceux qui se trompent et ne tirent aucun profit de leurs erreurs.

Pour sûr, nous ne devons pas être comptés dans la première catégorie ; tâchons de ne pas l'être dans la seconde, en examinant les arguments que nous avançons en 69. La chose n'est pas de peu d'importance, ce n'est pas une question de politique académique : on a toujours intérêt à calculer de très près les chances réelles des candidats aux postes de Kerensky ou d'Allende.

1) L'argument fondamental que nous avons employé en 69 était à la fois d'ordre économique et politique. (cf. l'éditorial de « Rouge » N° 25 « Du nouveau à gauche »). On peut le résumer de la manière suivante : La social-démocratie classique est une force réformatrice. Une force réformatrice, pour durer, doit non seulement proposer des réformes, mais pouvoir présenter un certain nombre de réformes réalisées à son actif. Or, dans le cadre de l'Etat fort gaulliste, les socialistes n'ont évidemment pas pu réaliser eux-mêmes des réformes, ils n'ont pas pu non plus exercer des pressions suffisantes pour contraindre le pouvoir à accomplir des réformes dont ils auraient été les initiateurs et les propagandistes parlementaires. Qui plus est, disions nous, après Mai 68, et après la dévaluation, le pouvoir et la bourgeoisie française en général ont vu leurs marges de manœuvres économiques et politiques se restreindre



dans des proportions telles, ils sont contraints de gouverner si près du vent, qu'il leur est impossible d'accorder quelque satisfaction que ce soit à un groupe de pression politique comme, par exemple, le Parti socialiste.

Cette argumentation mêlait les facteurs conjoncturels et les données fondamentales. L'impuissance des réformistes dans le cadre de l'Etat fort gaulliste avait d'abord été une donnée politique — en bref, la suppression du rôle du parlement les avait considérablement desservis — pour devenir ensuite dans notre esprit une donnée structurelle : à l'ère de l'impérialisme décadent, à l'époque de la remontée des luttes en Europe occidentale, les réformes étaient impossibles, partant, les réformistes devaient disparaître en tant que force politique organisée.

Nous avons vu assez rapidement — dès septembre 69 — ce que l'argument fondamental, « l'impossibilité des réformes » avait d'erroné sur le plan économique et de gauchiste sur le plan de ses conséquences politiques. Il n'y a que deux situations dans lesquelles la bourgeoisie n'est plus à même de faire des concessions partielles : l'une qui entraîne à l'épreuve de force révolutionnaire, l'autre qui précède le recours au fascisme. Défendre cette thèse en 69, c'était d'une part surestimer les coups portés à la bourgeoisie sur le plan économique par la grande grève de Mai 68, c'était d'autre part risquer de se retirer des conflits partiels où la classe ouvrière était réellement engagée en annonçant que « ça ne réussirait pas », et en ne proposant qu'une perspective de généralisation qui restait bien souvent abstraite.

2) La description politique que nous faisions de la social-démocratie classique était plus fondée. Nos appréciations de la social-démocratie et du parti socialiste en particulier dépendaient dans une large mesure de l'expérience que nous en avions eu dans les années 50, quand beaucoup d'entre nous arrivaient à la politique, à la faveur des mobilisations contre la guerre d'Algérie.

Il est très clair, sous Mollet, que le Parti Socialiste n'était qu'un parti de clientèle

municipale et législative (1). Il n'y avait guère de gouvernement sans Mollet, ses consorts ou ses comparses ; l'origine ouvrière de ce parti de traitres se perdait, pour la nouvelle génération militante d'extrême-gauche, dans les brumes de la pré-histoire.

Ce phénomène a encore largement été amplifié pour ceux qui ont rejoint les révolutionnaires en 67 et 68. Cette organisation de notables vieillissants, de « cadavres politiques » distributeurs occasionnels de bureaux de tabac, médiocres orateurs de comices agricoles, ne pouvait que susciter le mépris le plus profond de la jeune génération. La médiocrité dans les petites choses se joignait à la trahison absolue dans les grandes ; ainsi Mollet faisait appel à De Gaulle ! Ainsi les socialistes, qui s'étaient fait une spécialité de la répression en Algérie comme en France, servaient de marche pied au Bonaparte et donnaient un bon coup de main aux ultras ! De plus, ils se permettaient, dans les parades électorales, de faire les plus grandes phrases sur la démocratie (2).

Ils étaient des vestiges typiques du vieux monde. Rien d'étonnant à ce que nous ayons pensé en 68 que c'en était fini avec eux. Ceux qui parmi nous, avaient une plus longue expérience de la vie politique française nous mettaient en garde et répétaient que ces gens là ont la peau dure ; n'importe, il nous semblait que cette fois là avait été la bonne, et nous mettions la disparition de la social-démocratie au rang des acquis de Mai 68. Le réformisme traditionnel s'en allait avec elle. Une ambiguïté en moins.

Nous commettons en cela trois erreurs.

a) une première erreur, importante, consistait à identifier le réformisme avec la SFIO, et à faire de l'échec d'une organisation politique l'échec d'une orientation politique.

b) Les événements de 58 et 68, le mépris que nous avions à très bon droit, pour la social-démocratie, nous masquaient qu'il y avait encore des secteurs de la population où ces sociaux démocrates tenaient le haut du pavé. (ainsi les enseignants avec la FEN).

Notre peu de surface sociale et politique faisait que, confrontés à l'existence du PCF

avant tout, nous ignorions à peu près tout des réformistes qui se trouvaient au delà, dans le mouvement syndical par exemple.

c) La troisième erreur consistait à ne pas bien voir la spécificité des phénomènes électoraux dans le cadre démocratique bourgeois, et même dans le cadre de l'Etat fort. Aux élections présidentielles de 65, Mitterrand a eu 7 millions et demi de voix, en 69, Defferre en a eu un million. La différence n'est pas due à une régression importante des forces de gauche organisées, elle est due aux circonstances politiques.

Inversement, on ne peut pas conclure, comme nous l'avons fait, de l'impossibilité de la construction d'un véritable parti socialiste, nouveau et dynamique, à l'impossibilité d'une victoire d'une équipe « de gauche » à des élections. Ce n'est pas la même chose. Les résultats électoraux ne se prévoient pas à l'avance, au prorata de l'influence des partis politiques organisés, surtout en ce qui concerne les élections présidentielles, vu l'utilisation qui est faite des mass-media. Mitterrand le sait très bien, lui qui table avant tout sur les présidentielles de 76.

3) Nous avons commis l'erreur d'identifier le réformisme traditionnel avec la SFIO. Or le réformisme est au moins autant le produit direct de l'idéologie bourgeoise dominante que l'expression d'une organisation politique « de gauche ».

A la limite, le réformisme n'a pas besoin d'une organisation politique existant nationalement pour avoir des succès électoraux ; il suffirait d'une équipe de rechange, d'un contre-gouvernement réformiste se faisant entendre dans la presse, à la télévision, à la radio. Un parti ouvrier, une organisation révolutionnaire, ont besoin, pour se faire entendre, d'un réseau de militants dans les entreprises, dans les organisations syndicales, dans tous les milieux, parce qu'ils défendent et proposent une politique qui contredit directement l'idéologie régnante.

En tant que mode de pensée le réformisme, au contraire, est une constante de la bourgeoisie libérale. Il est exactement aussi ambigu que les références à la révolution de 1789, aux grands principes démocratiques.

ques. Il est diffusé nationalement et aux frais de l'Etat par la majorité du corps enseignant français par exemple. L'Etat fort gaulliste et néogaulliste n'a rien changé au fait que les cadres de pensée de l'Ecole sont globalement réformistes, au niveau, du moins, des exécutants de base. Le réformisme est une idéologie de rechange de la bourgeoisie avant d'être une forme dégénérée d'expression politique de la classe ouvrière.

Les classiques du marxisme le décrivent comme la pointe avancée de la pensée bourgeoise dans le monde ouvrier, ce qui signifie qu'il s'agit au départ d'une idéologie bourgeoise. En raisonnant comme si la fin des socialistes SFIO classiques signifiait la fin du réformisme, nous avons raisonné comme s'il s'agissait d'une idéologie ouvrière, qui a besoin, pour survivre d'être portée par une organisation.

Certes, pour devenir une orientation politique crédible, le réformisme a besoin d'un relais ouvrier. Dans les conditions actuelles, ce relais ouvrier peut fort bien être le PCF, sans pour autant que celui-ci se social-démocratise en abandonnant ses caractéristiques stalinienne. Cela ne veut pas dire que le PCF « prendrait la place de la social-démocratie classique » comme nous l'avons écrit en 69 ; mais on peut très bien imaginer une situation dans laquelle le PCF, moyennant quelques concessions, servirait de caution ouvrière à une entreprise réformiste classique, cela s'est déjà vu bien des fois, c'est sa politique constante.

Et c'est l'ambition exacte de Mitterrand, qui veut se situer exactement au lieu de rencontre du courant libéral démocratique bourgeois, « opposé au pouvoir personnel » et du réformisme ouvrier tel qu'il est incarné aujourd'hui par le PCF.

Ce n'est pas une entreprise de tout repos car le « réformisme stalinien », même s'il est en dernière analyse aussi une concession à la bourgeoisie, n'est pas une émanation directe de l'idéologie bourgeoise loin de là. Pour le comprendre, il faut étudier l'histoire de la Troisième Internationale, de sa dégénérescence.

En essayant de réunir autour de sa personne libéralisme bourgeois et « réformisme stalinien » ce ne sont pas de proches parents que Mitterrand se propose de convier à la fête électorale : l'un appartient au monde ouvrier, et l'autre au monde bourgeois, l'un regarde vers l'Est et l'autre vers l'Ouest, où vers la Suède plus à la mode. Mais ces très lointains cousins se sont déjà rencontrés en 1936, puis en 1945, et ils gardent l'un comme l'autre un bon souvenir de ces entrevues, même si l'une accuse l'autre d'avoir été cause de la brouille qui s'ensuivit dans l'une et l'autre occasion.

Ainsi Mitterrand ne perd pas une occasion de rappeler les liens de la famille qu'il entend regrouper :

« Le réformisme est en réalité pratiqué par le parti communiste, le parti socialiste, la Convention, et, ne lui en déplaise, en dépit

de ses rigueurs verbales, par le PSU. Les seuls authentiques révolutionnaires dans l'action sont les gauchistes. Refuser de l'admettre est hypocrisie. Il est facile d'objecter que le contenu des thèses de ces partis est révolutionnaire ; mais leurs méthodes, leurs démarches, leurs approches sont réformistes, car ils cherchent à convaincre, selon les règles démocratiques classiques, la majorité du pays. Seuls les gauchistes qui rejettent le suffrage universel comme moyen principal de conquête du pouvoir sont d'authentiques révolutionnaires, puisqu'ils jugent impossible la prise de conscience du plus grand nombre des citoyens dans une société conditionnée, où tout est biseauté où tous les mécanismes



Mitterrand et le maire de Suresnes

sont faussés ». (un socialisme du possible, p. 12).

Pour nous, nous ne ferons pas usage du même vocabulaire, mais sur le fond, la description de F Mitterrand nous paraît assez réaliste. A ceci près qu'il ne s'agit pas du même réformisme dans tous les cas. En tout état de cause, l'argument que nous avons employé en nous gaussant des dirigeants sociaux-démocrates, « généraux sans troupes » était assez ridicule. Car certains de ces généraux là n'ont pas besoin de troupes à eux, ils manoeuvrent essentiellement avec celles des autres c'est ce qui différencie Mitterrand de Mollet. (Bien sûr, le nombre de leurs partisans propres ne leur est pas indifférent, mais les combinaisons tactiques sont plus importantes pour eux). Ainsi, tout chef démuni qu'il soit, Mitterrand peut espérer mettre dans son jeu à la fois l'idéologie libérale, démocratique, légaliste bourgeoise. (c'est une force qui ne se calcule pas facilement en hommes et en vote, mais l'expérience chilienne montre que c'est une force considérable) et l'appui-même conjoncturel du PCF.

La combinaison de ces deux forces, même si elle est temporaire peut être très puissante ; c'est une autre question que celle de savoir si elle peut se réaliser.

Il était impossible qu'elle se réalise en 68 aux élections législatives, puis en 69, aux présidentielles pour plusieurs raisons, et essentiellement parce que le mouvement de masse effrayait une bonne partie de la bourgeoisie libérale. C'était Defferre qui était candidat et non Mitterrand. S'appuyer sur le PC paraissait dangereux. Mais l'échec de 68 et 69 n'était pas l'échec du réformisme en tant que pensée politique. C'était l'échec du libéralisme bourgeois qui n'avait pas su se trouver un relais ouvrier.

4) Une appréciation un peu rapide de l'Etat fort gaulliste nous a souvent laissé ignorer la situation réelle du réformisme traditionnel. Sa déconfiture électorale n'a pas signifié sa disparition en tant qu'idéologie. Bien sûr, les gaullistes se sont installés dans toutes les administrations. Bien sûr, le renouvellement du personnel dirigeant a été extrêmement profond en 58 et dans les années qui ont suivi, et il a atteint tous les postes de responsabilité essentiels. La fiction démocratique-parlementaire a été gravement atteinte. Mais jamais le gaullisme n'est arrivé à susciter l'adhésion entière de l'ensemble de l'appareil politique du pays. (voir, en particulier les résultats des élections municipales). On peut même dire qu'il n'a pas réussi à s'assurer l'entière fidélité de l'appareil judiciaire et des fonctionnaires d'autorité en général. Des grandes périodes en ont témoigné. Avec un peu de recul le gaullisme sous De Gaulle n'apparaît pas comme un phénomène aussi massif qu'on l'a cru parfois.

L'esprit de la démocratie bourgeoise fidèle aux principes de 89 n'a pas disparu. De Jaurès à Blum, il a été une constante du réformisme et il demeure comme tel, entretenu par les illusions du Front Populaire et de la Libération. Mitterrand entretient bien soigneusement ces clichés. Les grandes réalisations de la Convention... Le patriotisme des soldats de l'an II et l'armée du peuple, la grande République Française, libre et généreuse, émancipatrice des peuples aimant d'un égal amour tous ses enfants, riches comme pauvres, mère du petit Bara et du petit berger Jupille, fille de l'Ecole publique laïque et obligatoire, ennemie du césarisme et du pouvoir personnel, elle a combattu aussi pour la commune de Paris en même temps qu'elle allait « civiliser » l'Algérie... « Lorsque je disais : La république des citoyens » j'employais des termes que certains ont trouvé désuets « gauche, généreux, et fraternelle » par exemple... mais ils étaient compris par tout le monde... ». F. Mitterrand.

Certes, voilà des termes extrêmement désuets, et qui choquent l'odorat du révolutionnaire avec leur relent de radical-casoulet. N'empêche qu'il s'agit d'une forme de l'idéologie dominante qui n'a pas encore fait son temps et s'il n'y a plus beaucoup de bourgeois qui y croient, ces professions de foi républicaine peuvent être d'une efficacité électorale surprenante dans certaines occasions, parce qu'elles touchent une corde restée sensible dans « le peuple » et

la petite bourgeoisie, en dépit du gaullisme, comme en dépit de Mai 68, en dépit des luttes de classe qui ont montré et montrent que la république n'était la mère que de quelques uns.

Cette idéologie n'est pas coextensive à l'influence d'un parti réformiste, comme la SFIO, ou le nouveau PS ; elle est beaucoup plus large dans sa diffusion, beaucoup plus surprenante dans ses résurgences. Elle est présente du PSU aux radicaux, en passant par le PCF qui s'en est inoculé une bonne dose depuis plus de cinq ans. Elle recouvre l'électorat de Mitterrand en 65, et définit son électorat potentiel.

le projet politique de François Mitterrand

« L'opinion française, depuis les débuts de la 5ème République, a oscillé entre deux pôles. Tout en se fixant sur le premier qui était le gaullisme, elle tendait vers l'autre pôle qui était l'opposition de gauche »...

« Or les Français sont ainsi faits que même si un quart d'entre eux votent pour le parti communiste, les trois autres quarts excluent catégoriquement l'hypothèse d'une société à direction communiste... S'il existe un noyau central cohérent et homogène dans le socialisme démocratique, il exercera un pouvoir d'attraction (la physique est proche de la politique) sur sa gauche et sur sa droite, c'est-à-dire sur les électeurs du marais et sur les électeurs communistes. Il équilibrera les éventuels progrès communistes et du même coup attirera des couches socio-professionnelles qui se reconnaissent dans la gauche sans aller jusqu'à admettre le système communiste ».

F. Mitterrand « Un socialisme du possible ».

Ce texte résume à merveille le projet politique de F. Mitterrand. Celui-ci estime que :

- a) Ses chances électorales sont déterminées par la structuration de « la gauche » en France.

- b) Qu'elles reposent sur la possibilité de constituer un noyau « central cohérent et homogène » équilibrant les éventuels progrès du PC, point de ralliement des voix de la gauche sur sa personne.

- 5) Nous n'avons pas bien vu au départ ce qui fait la spécificité de ce projet par rapport aux perspectives de l'ancienne SFIO. Mitterrand compte d'abord sur les forces des autres, réduisant les siennes au rôle de noyau central organisateur. Mitterrand part d'abord de la situation de la gauche, vue d'en haut ; Mollet partait de la situation de la SFIO, de son implantation électorale, de son action dans les différents secteurs socio-professionnels (FO, FEN, etc).

Bien que premier secrétaire du Nouveau parti socialiste, F. Mitterrand n'a pas, de son parti, une idée qui diffère fondamentalement de celle que JJ.SS se fait du parti radical : c'est une machine à destination électorale, destinée à un type d'élection bien précis ; les présidentielles. Comme JJ.SS se propose de rassembler tous les



Defferre et Loo, adjoint au maire de Marseille

réformateurs, qu'ils soient au PS, au parti radical ou au centre, Mitterrand se propose de rassembler tous les socialistes et les démocrates, qu'ils soient au PC, au PS ou chez les radicaux.

En tant qu'il est dominé par la personnalité politique de F. Mitterrand, la fonction politique assignée au nouveau PS est différente, très différente de la fonction assignée à la SFIO traditionnelle, ainsi nous avons eu tort de parler d'un « replatrage » de la SFIO.

Comme Mitterrand concevait les clubs de la Convention des Institutions Républicaines comme un outil de rassemblement des socialistes, il conçoit, cette première étape achevée, le nouveau PS comme un outil pour le rassemblement de la gauche. Cette conception instrumentale de l'organisation politique est très loin de la conception Mollettiste, dans laquelle la SFIO devait peser de son propre poids, non seulement pour « équilibrer » la gauche, mais parce qu'elle était elle-même l'élément essentiel de toute conquête du pouvoir. Vu les forces dérisoires de la SFIO dans la dernière période, la stratégie Mollet relevait de l'utopie ; ainsi la stratégie instrumentale de Mitterrand correspond mieux à la réalité des forces du réformisme organisé, comme elle correspond à la modification profonde du système politique introduite par l'élection du président de la République au suffrage universel.

- 6) Ceci montre bien ce qu'il faut mettre sous le terme de « rééquilibrage ». Il ne s'agit pas pour Mitterrand d'implanter en profondeur dans le pays une force politique, nombreuse et organisée, qui puisse contrebalancer la force de frappe militante du PCF. C'est une utopie absolue. A partir de quoi le nouveau parti socialiste se lancerait-il dans cette entreprise ? Une chose est de réussir éventuellement une campagne électorale, c'en est une autre de faire que les jeunes, les travailleurs décident de consacrer leur temps, leur argent et leur enthousiasme au nouveau PS ! La dessus, les déclarations d'intention ne sont que des rodomontades plus ou moins hypocrites. Ainsi, l'implantation du nouveau PS dans les entreprises est certainement loin d'atteindre les chiffres qui ont été annoncés, et qui restaient modestes. (un millier d'ou-

vriers organisés sur les entreprises mêmes) ; il y a gros à parier que les employés municipaux font l'essentiel de ce millier là).

Le flirt avec certains dirigeants, ou ex dirigeants de la CFDT n'a pas eu de résultats chiffrés appréciables.

La FEN est boudeuse. Ses grands hommes sont Mollet ou Savary. Les Etudiants Socialistes ont à plusieurs reprises annoncé une conférence nationale de l'ensemble de leurs membres, où « l'on verrait ce que l'on verrait ». Elle ne s'est, à notre connaissance jamais tenue, ou, si elle s'est tenue, elle est passée inaperçue : Les étudiants socialistes sont une invention de l'UEC, qui a eu besoin de quelques potiches pour meubler le bureau national de l'UNEF-Renouveau. Pour ce qui est du rééquilibrage militant en profondeur, Mitterrand paraît mal parti, aussi bien, ce n'est pas son but essentiel. Il l'a clairement indiqué, quand il a adressé la parole aux élus socialistes ; c'est bon pour les gens du CERES de parler de sections socialistes d'entreprise, ce sont « Les élus qui doivent constituer le premier corps de bataille pour le socialisme démocratique, il faut qu'ils se sentent mobilisés, etc ». Faute d'organiser des grèves, on harangue les vieux merles. Mais cela est encore loin de faire le poids.

Alors Mitterrand tente de suppléer à ces manques par ce qu'on pourrait appeler le rééquilibrage des coups de gueule.

Au moindre froissement de sourcils de Marchais, dès que la plume de Salini ou d'Andrieu crache un peu de travers à son sujet, ce qui est assez fréquent, le voilà qui tonne, et tente de faire revenir à l'horizontale la balance des mots durs, dénonçant les pressions intolérables des « commissaires politiques » les fluctuations des « amours variables » du PCF, histoire de se faire un peu respecter.

Mais cela n'est que du vent remué. Cela pèse d'autant moins lourd que Mitterrand n'est pas le secrétaire général adjoint d'une formation homogène, mais qu'il ne dispose pour aller à la bataille, que de troupes désunies.

L'élément essentiel dans le rééquilibrage, c'est le PCF lui-même, dont l'intransigeance actuelle ne doit pas faire illusion comme nous l'avons rappelé dans « Rouge » (février-mars 72).

Mitterrand se trouve sur la trajectoire que le PCF s'est fixé vers la démocratie avancée, il peut donc compter sur son soutien au moment électoral décisif. Le problème, pour Mitterrand, c'est de ne pas apparaître comme l'otage du PCF et aussi de ne pas l'être pour pouvoir attirer des voix sur sa droite dans le « marais ». Plus ces voix du marais seront nombreuses, moins Mitterrand sera accusé par la droite d'être un otage du PCF et plus il aura d'autres voix... ainsi il a intérêt à multiplier les ouvertures discrètes de ce côté, quitte à s'attirer temporairement quelques réprimandes du PCF. C'est pourquoi il n'a participé que de

loin à la rédaction du projet de programme du nouveau PS, tout en dénonçant publiquement ses aspects aventuristes.

7) Cela, c'est ce que Mitterrand se propose de faire du nouveau PS, et qu'il fait en réalité, parce qu'il a presque le monopole de l'apparition publique. Mais qu'en est-il des différents courants du PS lui-même ? Peut-on dire que si le nouveau PS est très différent de l'ancienne SFIO par le projet politique qui le traverse, il est resté le même sur le plan de sa composition ?

Au moment du congrès d'Épinay, nous avons dit que cette réunion ne ferait que « ramasser les morceaux autour d'une formation moribonde, minée par ses multiples éclatements et ses défaites électorales ».

Si l'essentiel du PS est toujours bien constitué par les vieilles troupes de la SFIO, nous avons un peu sous-estimé le rôle des clubs et de la Convention des Institutions Républicaines dans l'affaire.

On le verra par un retour en arrière. Nous avions l'habitude en 66, 67 d'opposer le réformisme traditionnel de la SFIO, au nouveau réformisme technocratique du PSU par exemple.

De fait, la création du PSU en 1960, par fusion du PSA de Savary, de l'UGS (Martinet, Mallet, Bourdet) des comités d'action démocratique (Mendès France) et Tribune du communisme (Poperen) avait créé de sérieux ennuis à la SFIO (au lendemain de sa constitution le PSU comptait 16 000 membres). On comprend mieux ce qui s'est passé à Épinay quand on constate que la majorité des membres fondateurs du PSU se retrouve aujourd'hui au nouveau PS. Le réformisme traditionnel de la SFIO a reçu une bonne injection de réformisme « technocratique ».

Cela n'a évidemment pas transformé le nouveau PS en PSU version 1960, mais cela a suffi à faire bouger un peu les positions traditionnelles. Le nouveau dosage est encore mal équilibré, voir les débats autour du programme.

Mais cela suffit à faire que le nouveau PS soit quelque chose de différent de la SFIO des années 50.

Cette hétérogénéité permet à Mitterrand de jouer au sein de son parti le même jeu d'arbitrage et de balance qu'il veut jouer dans la gauche, mais cela n'est pas une garantie de solidité.

8) Un des éléments essentiels de la stratégie de Mitterrand est l'intérêt pour « ces couches socio-professionnelles qui se reconnaissent dans la gauche sans aller jusqu'à admettre le système communiste ». Le PC organise les « couches ouvrières » et amène ses voix à Mitterrand ; le nouveau parti socialiste attire pour son compte les couches moyennes qui ont le « cœur à gauche » sans aller jusqu'au communisme. C'est essentiel à comprendre pour voir à quoi correspond le projet de programme socialiste actuellement en discussion.

La SFIO de Mollet se fixait pour but formellement, « l'organisation du monde du travail pour la lutte des classes ». (déclaration de principe de février 46). Le nouveau PS mise sur les voix ouvrières du PC et se fixe pour but non pas même l'organisation mais « l'attraction » des couches moyennes. Cela correspond mieux à la réalité et aux possibilités... Et même là, la concurrence du PC est forte. Le congrès d'Épinay a marqué une nouvelle étape dans l'évolution de la SFIO, entamée au congrès de Tours. La SFIO, organisatrice du réformisme ouvrier dans les années 30, a connu encore un sursaut à la Libération, du fait du rôle joué par certains de ses membres

Ces erreurs que nous avons commises dans l'appréciation politique nous ont enseigné que les phénomènes électoraux étaient souvent difficilement prévisibles (voir le référendum du printemps 69 !), et qu'en tout cas, ils ne se laissent pas cerner de manière mécanique en comptabilisant les voix susceptibles de se reporter sur telle ou telle formation politique.

Waldeck-Rochet et Guy Mollet



dans la Résistance ; de 47 à 68 elle s'effrite de manière continue, perdant son audience ouvrière ; en 68, nous avons raison de la voir disparaître dans sa forme traditionnelle. La SFIO classique est morte, ce qui lui succède est une nouvelle forme de réformisme, qui a évidemment encore moins de liens avec la classe ouvrière organisée, et dont la réalité, presque exclusivement électorale reste le fait du PCF et des traditions libérales bourgeoises à la fois.

9) Nous avons eu le tort de confondre la disparition de la SFIO avec l'échec inéluctable de toute opération politique réformatrice semblable à celle que Mitterrand se propose de mener. Cela ne veut pas dire que l'on puisse prédire le succès de Mitterrand, loin de là !

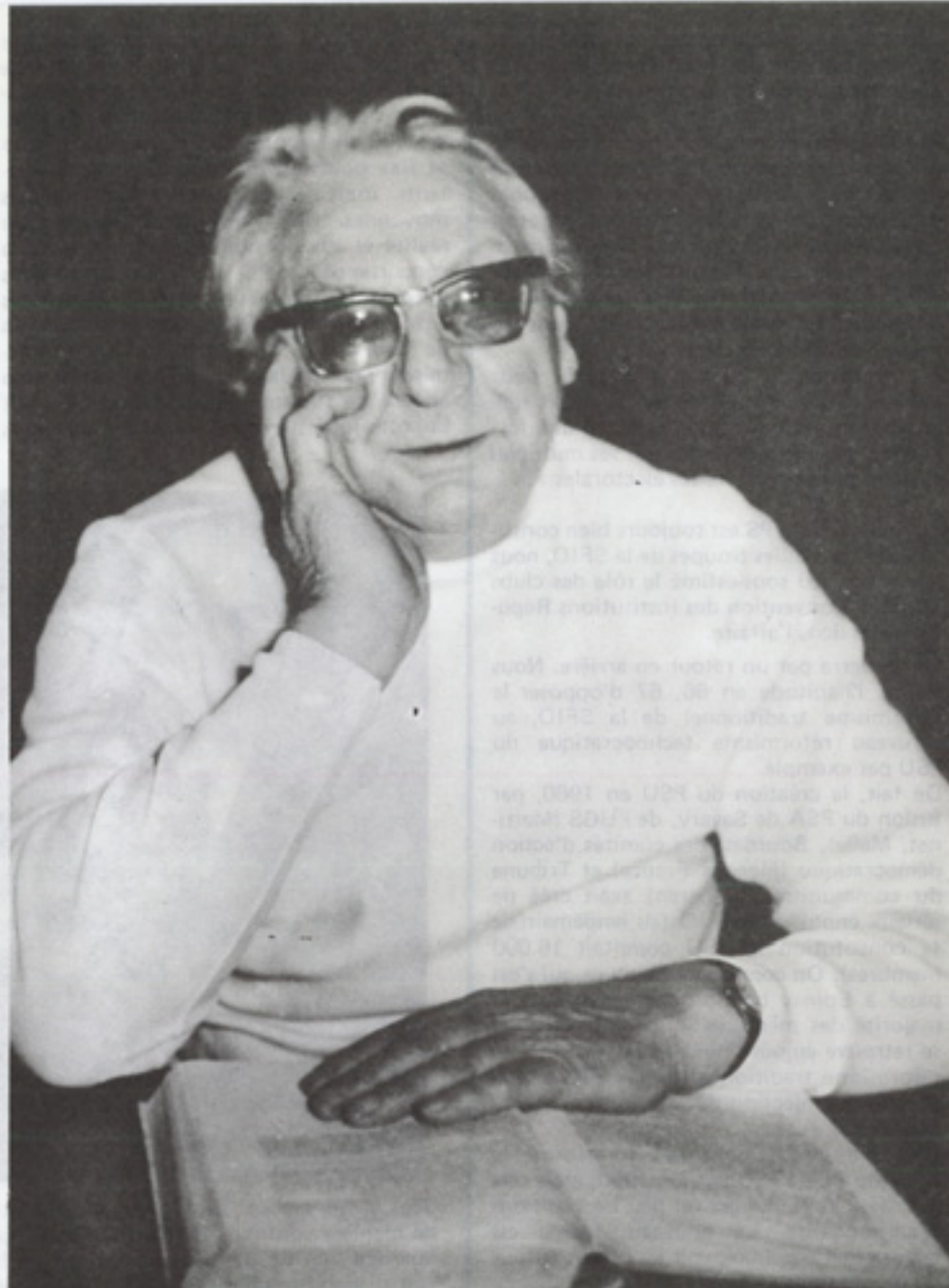
Si on peut penser que les voix du PC ne lui feront pas défaut, à moins d'événement extraordinaire, cela reste insuffisant pour assurer la réussite. Beaucoup de choses dépendent des circonstances politiques dans lesquelles les élections seront abordées, et en particulier de la manière dont le régime actuel fera face à ses difficultés.

(1) Cette appréciation est largement confirmée par les historiens de la 4^{ème} République. Ainsi Philip Williams « La vie politique en France sous la 4^{ème} République ».

« En 56, la réputation d'intégrité de la SFIO avait déjà largement souffert ; certains collaborateurs de ministres socialistes s'étaient trouvés compromis dans les grands scandales, depuis les trafics sur les vins d'Algérie en 1946, jusqu'à l'affaire des généraux en 1950. En outre, les socialistes, lorsqu'ils reprirent le pouvoir en 56, distribuaient plus de postes et de prébendes à leurs partisans qu'aucun parti français n'avait osé le faire depuis longtemps... Sur le plan local, les socialistes faisaient de l'administration plus que de l'opposition. Un ancien député socialiste constate que, dans les grandes villes où le maire appartenait à la SFIO, les nombreux adhérents du parti constituaient en fait une « mutuelle des agents communaux ». En 1957, les socialistes estimaient avoir 60 000 conseillers municipaux, soit, d'après les chiffres publiés, plus de la moitié du nombre des adhérents du parti ».

(2) On pourrait allonger la liste sans fin. Rappelons-nous simplement que Mollet se permit de citer Marx pour justifier l'intervention de Suez.

entretien avec Georg Jungclas



avant-propos

Le mouvement trotskyste s'est toujours affirmé comme le continuateur légitime des traditions révolutionnaires qui étaient celles du mouvement ouvrier avant que vienne s'abattre sur lui la tutelle paralysante du stalinisme. Mais, emportée dans la tourmente de la révolution et de la contre-révolution, pourchassée et décimée par les hommes de main de Staline, la vieille garde révolutionnaire qui représentait la continuité des années 20 au mouvement trotskyste a presque entièrement succombé. Aussi publions-nous cette interview du camarade Georg Jungclas, membre dirigeant de la section allemande de la IVème Internationale et qui vient de fêter son 70ème anniversaire. Dans les réponses du camarade Jungclas, vétéran de la révolution allemande, apparaît à chaque instant le fil rouge de l'héritage de la révolution allemande, incarné par cet ancien spartakiste devenu trotskyste aux premières heures de l'Opposition de Gauche.

Interview recueillie par
Emile Noiraut

Q. — Camarade Junglas, peux-tu nous indiquer rapidement tes origines ?

Je suis né le 22 février 1902 à Halberstadt. Dès l'âge de 2 ans, je viens à Hambourg. Mon père et mon grand-père se situaient tous deux à gauche, mais sans que leurs convictions aient une base idéologique fermement établie. Lors de la promulgation de la loi contre les socialistes, déjà, ils distribuèrent des tracts de protestation. Mon père s'opposa à la politique chauvine de la social-démocratie et en octobre 1914, il quitta le parti social-démocrate pour protester contre cette politique.

Q. — Quel fut ton premier contact avec le mouvement révolutionnaire ?

Fin 1915, début 1916, j'entrai en contact avec la Jeunesse Socialiste à Altona. Cette organisation développait une ligne anti-bureaucratique et anti-militariste ; rien d'étonnant donc à ce que, en mars 1916, la bureaucratie locale décidât de la dissoudre — prétendument par manque d'argent — en fait parce que la plupart des cadres dirigeants appartenait à l'aile gauche du parti. Cela ne nous empêcha pas, un mois plus tard, de créer une nouvelle organisation de jeunesse qui portait le nom de « Organisation Libre de la jeunesse de Hambourg Altona et environs » et publiait un journal appelé « Jeunesse prolétarienne ». En août 1916, cette organisation fut dissoute par le commandement général de l'armée en poste à Altona, à la requête de la bureaucratie du parti.

Q. — Comment s'opéra alors ta rupture définitive avec le mouvement social-démocrate ?

Jusqu'en 1919, je militais tantôt dans les groupes illégaux, tantôt dans des organisations de jeunesse que nous constituions légalement. Puis fut fondée la « Jeunesse Socialiste Libre » qui, en juin 19, se trans-

forma en Jeunesse Communiste. J'entrai alors dans le KPD (Ligue Spartakiste). Pendant la guerre, la Gauche de Hambourg, et particulièrement la jeunesse défendaient globalement les positions de ce qu'on appelait la « Gauche de Brême » (1), qui, contrairement à la Ligue Spartakiste, appartenait à la Gauche de Zimmerwald. A Hambourg, les militants de cette Gauche se désignaient eux-mêmes comme la « Gauche Radicale de Hambourg ». Leurs dirigeants étaient ceux de l'ancienne Gauche, Laufenberg et Wolffheim, que l'on connaîtra plus tard comme « bolcheviks-nationaux » (cf. Lénine *La Maladie Infantile*). D'août à septembre 19, j'appartins à l'Union Générale des Travailleurs, tendance syndicale ultra-gauche, conçue selon le modèle de l'IWW (2).

Lorsqu'à la fin 1919, se produisit la scission entre le KAP (3) et le KPD, je restai avec la Ligue Spartakiste.

En tout, à Hambourg, il restait 200 camarades. Durant toute cette période, je ne fus qu'un militant et je ne jouai aucun rôle dirigeant particulier.

Q. — A partir de 1919-1920, toute une série d'événements gigantesques ont secoué l'Allemagne. Quelle fut ton activité durant cette période ?

En 1920, à l'occasion du putsch de Kapp, j'entrai en désaccord avec la direction du KPD, ne pouvant accepter son attitude attentiste (politique du « fusil au pied »). Durant cette période, en effet, la Ligue Spartakiste n'eut aucune activité particulière.

Entre le putsch de Kapp (4) et la réunification avec la gauche de l'USP, je militai dans le district côtier de Hambourg, et je collaborai aux éditions du parti. Je contribuai ainsi aux premières éditions allemandes de la *Maladie Infantile* de Lénine, de *Terrorisme et communisme* de Trotsky, etc...

A l'automne 1920, je m'intégrai, avec la

gauche de l'USP, au VKPD (3).

Alors que la gauche de l'USP rassemblait pour la ville de Hambourg de 70 à 80 militants, je me trouvai être le seul membre de l'ancien KPD à les rejoindre. En octobre 1920, je fus délégué par le parti pour militer sur le chantier « Blum und Voss ». C'est ainsi qu'en mars 1921, lors du soulèvement qui eut lieu en Allemagne centrale, je pris une part active à l'occupation du chantier. Il faut signaler que c'était là la première occupation d'entreprise en Allemagne. Je fis même partie du groupe à qui l'on confia la mission d'aller hisser le drapeau rouge sur le bâtiment de la direction ! Un peu plus tard, je participai à la délégation qui s'en alla exhorter les travailleurs du chantier « Vulkan » à occuper l'entreprise pendant la nuit. Les deux chantiers furent évacués à la suite d'une attaque très vigoureuse de la police.

Q. — Quelle était alors ta position par rapport aux débats politiques sur les événements allemands ?

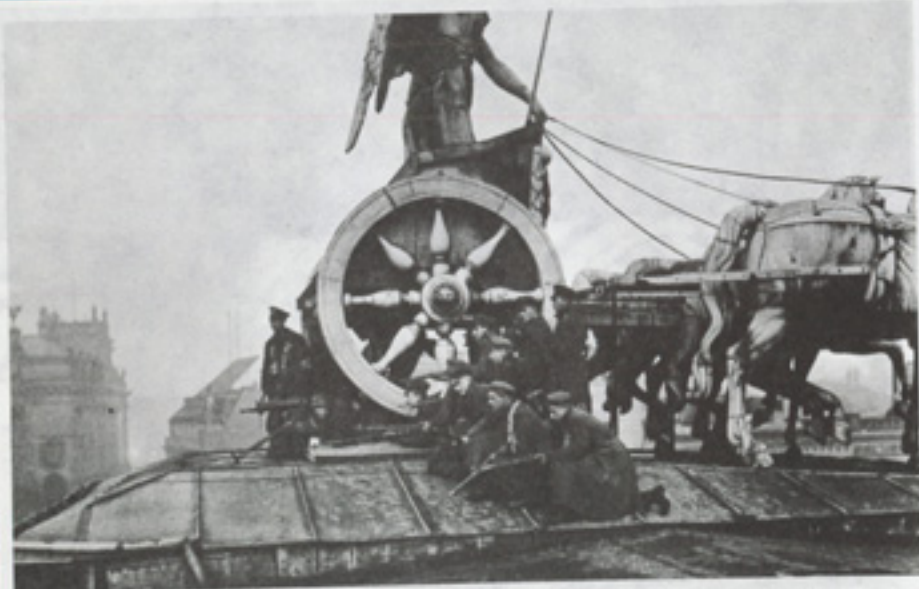
J'adoptai une attitude critique par rapport à l'insurrection d'Allemagne centrale. Et sur le plan politique général, j'étais sur les positions de Lévi (5), sans en accepter les conséquences organisationnelles.

De toute façon, je fus chassé du chantier pour « agitation communiste » et me trouvai ainsi contraint de vivre de 1921 à 22 de façon plus ou moins illégale. Je partis en Thuringe faire un travail de formation dans la Jeunesse Communiste. Appartenant à l'aile gauche du parti, je fus amené à collaborer plus étroitement avec des gens comme Urbahns, Ruth Fischer, Maslow, Scholem (6).

Q. — As-tu participé à l'insurrection de Hambourg de 1923 ?

Oui. Je fis partie du groupe qui occupa le poste de police de Hambourg, Eimsbüttel, pendant les journées de barricades. Mon

mitrailleuse et carabiniers sur le toit de la porte de Brandebourg pendant l'insurrection de Berlin en janvier 1919



avis sur cette insurrection est que les conditions objectives étaient réunies, mais que fit défaut le facteur subjectif, en l'occurrence le KPD. En dépit de l'héroïsme des ouvriers qui y prirent part, l'insurrection de Hambourg, dirigée sur le plan politique par Thaelmann et sur le plan militaire par Hans Kippenberger, était en fait une aventure. Aujourd'hui encore, les historiens se disputent sur la question de savoir comment on a pu en arriver à l'insurrection de Hambourg. C'est une question qui demeure ouverte. Je signale en passant que Hans Kippenberger fut liquidé plus tard en URSS lors des grandes épurations.

Q. - T'en es-tu sorti sans encombres après l'insurrection ?

A vrai dire, de 24 à 26, je me suis retiré en Silésie pour échapper à la police et j'y ai fait du travail de formation. Avec la gauche du KPD, je me reconnaissais dans le courant zinovieviste, et en particulier dans sa conception du parti. Cela ne m'empêche pas aujourd'hui de considérer celle-ci comme une étape préparatoire vers la mise en place de la direction stalinienne du parti.

Q. - Quelle était alors ta position par rapport aux thèses de Trotsky ?

Au milieu de l'année 1926, je me rapprochai avec le groupe de Urbahns, de l'opposition de gauche unifiée mais tout en conservant de fortes préventions contre le groupe de Trotsky. Et ce n'est qu'en 1928, lorsque je fus exclu du KPD que je m'orientai vraiment vers le point de vue trotskyste.

Q. - Quelle fut alors ton activité dans le mouvement trotskyste allemand ?

En 1928 fut créé le « Leninbund » (Union Léniniste) et je me rattachai à la minorité trotskyste qui y militait. Je soutins la position de Trotsky dans sa controverse avec le

Leninbund sur la nature de l'Union Soviétique, sur le conflit sino-soviétique à propos du chemin de fer mandchou et sur la question de savoir s'il fallait construire une opposition dans le KPD ou un parti indépendant.

En septembre 1930, je quittai le Leninbund avec la minorité trotskyste et fus l'un des membres fondateurs de l'Opposition de Gauche. Cette OG se réunifia avec des vestiges de l'ancienne opposition de Wedding qui se considéraient comme les représentants allemands de l'opposition de Lénin-grad (zinovieviste). En juillet 31, ces derniers scissionnèrent sous la direction de Kurt Landau.

Je demeurai avec la majorité qui publiait la revue « La révolution permanente » et les brochures de Trotsky.

Q. - Avais-tu alors des contacts avec le mouvement trotskyste international ?

Oui. C'est à cette époque que j'entrai en contact avec le Secrétariat International (Pierre Frank, Shachtman, Léon Sédov). Je faisais partie de la direction élargie de l'Opposition de Gauche et je construisais le groupe hambourgeois de l'OG. Mais déjà à l'époque où nous n'étions que la minorité du Leninbund, j'avais eu certains contacts avec le camarade Trotsky, des échanges de lettres. Je recontrai aussi quelquefois Léon Sédov qui venait à Hambourg pour étudier la possibilité d'y faire transiter le Bulletin de l'Opposition de Gauche vers Lénin-grad et l'URSS. J'ai appris il a y a peu de temps par un camarade qu'il existait une lettre de Trotsky datant de cette période dans laquelle il me dépeint comme le « pilier de Hambourg » ! Mais l'événement qui me marqua alors fut ma rencontre avec Trotsky lors de mon voyage à Copenhague. Même si de prime abord, je fus « déçu » d'être reçu non pas par le « Général Rouge » mais par un camarade semblable à nous tous, en robe de chambre et pantoufles, l'apostrophe qu'il m'adressa me

rejoignit fort : « Jungclas de Hambourg, je sais ce que cela veut dire ! ». Pendant le séjour de Trotsky à Copenhague, j'étais avec le camarade belge Léon Lesoil (7), l'un des proches compagnons de Trotsky, qui ne devait intervenir selon ses directives, qu'en cas de difficultés.

À Pâques 1933, ayant participé au premier Congrès de l'OG tenu après la prise du pouvoir par les nazis, et passé quelques mois dans l'illégalité, j'émigras vers le Danemark. À Copenhague, je mis sur pied un groupe d'émigrés allemands, en liaison avec des éléments de gauche et centristes du mouvement ouvrier danois. La construction de ce groupe ne se fit pas sans controverses animées avec les centristes du Bureau de Londres et d'Amsterdam, spécialement avec Willy Brandt, l'actuel chancelier fédéral (particulièrement contre le soutien qu'il apportait à la politique stalinienne du Front Populaire et à la politique du POUM dans la guerre civile espagnole). Je collaborai temporairement avec Walter Held, F. Jakubowsky (trotskyste de Dantzig, auteur d'un livre récemment publié en français), Peppe Cutman, communiste tchèque, ancien membre du CC du Parti tchèque, et qui se joignit plus tard au groupe de Neurath (cf. p. 14).

Pendant l'été 1936, je rendis visite à Trotsky, à Hønefoss, en Norvège. Nous eûmes une discussion à propos des centristes avec qui, à mon avis, il menait le débat trop mollement...

Q. - Te fut-il possible de continuer à militer au Danemark après le déclenchement de la guerre ?

Après l'invasion du Danemark en 1940 par les Allemands, j'y vécus clandestinement. Le groupe de danois avec lequel je travaillais s'orienta vers la clandestinité et une politique de résistance autonome. Dans ce cadre, je pris part à l'effort de sauvetage des Juifs danois. Je travaillais à l'édition de deux organes illégaux « Politique Interna-

janvier 1919
combats de rue dans la principale
artère de Francfort

février 68
manifestation internationale
à Berlin pour la victoire de la révolution
indochinoise.
Rudi Dutschke et Alain Krivine



tionale » (revue théorique) et « Opposition ouvrière » (journal propagandiste). Le groupe joua un rôle dirigeant dans la préparation de la « grève populaire » danoise de juin 44 ; celle-ci fut interrompue par le démantèlement du groupe par la Gestapo.

En mai 44, je fus jeté en prison par la Gestapo.
En septembre 44, transféré à Hambourg.
En janvier 45, transféré à Berlin pour y être jugé.

En février 45, après le bombardement du tribunal, je fus transféré au pénitencier de Bayreuth. Sur les fourgons cellulaires dans lesquels nous étions transférés, et que l'on a conservés, on pouvait lire : « Communiste, chien dégénéré, à abattre en cas de fuite ». Dans un témoignage paru en Allemagne de l'Est sur ce transfert de Berlin à Bayreuth, on peut lire : « Mon voisin de couchette s'appelle Schorsch (c'est de moi qu'il s'agit) et est un anti-militariste trotskyste, une mauvaise tête chiffonnée. Il venait de Copenhague, après quelques détours imposés par la Gestapo. Le III^{ème} Reich avait rapatrié cet émigrant socialiste de force, l'emmenant en tournée chez les bourreaux. Schorsch est un austère maître d'école du marxisme international, un fanatique courageux de l'illégalité qui a arraché plus d'un fugitif aux griffes de la Gestapo, leur permettant d'atteindre le paradis suédois. Schorsch a déjà pris dans les serres de son endoctrinement un jeune demipolonais, à qui il fait ingurgiter la dialectique matérialiste. Voici que j'apprends comment nos semblables ont suivi le chemin qui va de l'anthropophagie au capitalisme. Il ne fait pas de doute que la hache du Reich brun, si elle venait à s'abattre sur la tête de Schorsch, n'exécuterait pas une victime innocente ».

Q. — Comment t'es-tu sorti de ce mauvais pas ?

Je fus « libéré » par les troupes américaines le 16 avril 1945, mais en fait maintenu en prison par les communistes tchèques qui, en leur qualité d'anciens détenus, avaient pris la direction du pénitencier.

Q. — Peux-tu évoquer brièvement ton activité depuis la Libération ?

En 1946, après 5 à 6 ans de coupure, je repris le premier contact avec l'Internationale. J'étais les projets de Thèses pour le deuxième Congrès de l'Internationale, dans ce qui fut le premier organe trotskyste publié en Allemagne, « Unser Weg » (Notre Voie), qui parut de juillet 47 à septembre 59. Je contribuai à élaborer et éditer la plate-forme de l'IKD (8) : « Le combat pour une Allemagne socialiste », premier projet de plate-forme synthétique de la section allemande. Je fus délégué au deuxième Congrès Mondial...

A partir de ce moment là, je participai au travail de l'Internationale, particulièrement au soutien de la révolution algérienne, en contact étroit avec le groupe de Mohamed Harbi, certains prétendent même que je collaborai à la mise sur pied d'une usine d'armes au Maroc, j'étais la revue « Algérie Libre (Freies Algerien) », en Allemagne, de septembre 58 à mai 62, collaborai à l'édition de la revue entriste « Politique Socialiste » (Sozialistische Politik) de septembre 54 à décembre 66, à la nouvelle édition de la revue l'« Internationale » à partir de mai 56 et de « Information Internationale » de novembre 52 à la fin 60 ; à partir du deuxième Congrès, à l'édition de la revue du Secrétariat International, l'« Internationale ».

Après le deuxième Congrès, je pris part à tous les Congrès mondiaux, d'abord comme représentant de la section allemande, puis comme membre du Secrétariat.

notes

(1) « Gauche de Brême », « Gauche de Hambourg » : premiers regroupements révolutionnaires (contre la politique d'« union sacrée ») en Allemagne du Nord, effectués autour de J.Knief (1880-1919), Laufenberg (1872-1932), Wolffheim, P.Fröhlich (1894-1953). Se situent sur les positions léninistes (défaitisme révolutionnaire, analyse de la faillite de la II^{ème} Internationale...) pendant la guerre. Pour la plupart membres ultérieurement du KAPD ultra-gauche.

(2) I.W.W. (Industrial Workers of the World) : union syndicale américaine. Se situe sur des bases proches des syndicalistes-révolutionnaires français (grève générale, rôle des minorités...), ils influencent, par l'intermédiaire de Wolffheim, notamment l'ultra-gauche allemande des années 20.

(3) K.P.D., K.A.P.D., V.K.P.D. : Les tendances ultra-gauches (« Gauche de Brême », majorité du groupe Spartakus...) qui avaient participé en décembre 1918-janvier 1919 à la fondation du Parti Communiste (K.P.D.) sont exclues (refus des élections, refus du travail syndical...) du K.P.D. et fondent en août 1920 le Parti Communiste Ouvrier (K.A.P.D.). C'est contre celui-ci que Lénine polémiquera dans « La Maladie Infantile ». Par ailleurs, en décembre 1920, le K.P.D. fusionnera avec le Parti Socialiste Indépendant (U.S.P.D.) qui s'est formé à partir des tendances du centre (Kautsky...) et de gauche (Daumig...) de la social-démocratie. Lorsque la majorité acceptera les 21 conditions d'adhésion à l'I.C. la fusion avec le K.P.D. se fera : les deux partis formeront le Parti Communiste Unifié (V.K.P.D.).

(4) Le 13 mars 1920, les corps-francs (dirigés par Kapp et von Lütwitz) qui avaient aidé le gouvernement Ebert-Noske à écraser les mouvements insurrectionnels de 1918-1919 tentent de renverser ce gouvernement social-démocrate qui doit les désarmer (traité de Versailles). Le K.P.D. refusera d'organiser la lutte contre le putsch de Kapp : ce seront les sociaux-démocrates (et notamment la bureaucratie syndicale), en déclenchant la grève générale de Berlin, qui empêcheront la victoire des putschistes.

(5) Paul Lévi (1883-1930) appartient à la gauche de Zimmerwald (léninistes) pendant la guerre. Dirige le K.P.D. après l'assassinat de Rosa et de Liebknecht. S'oppose à la politique putschiste de la direction allemande de l'Internationale Communiste (Bela Kun) en 1921. Démissionne alors du PC et rejoint l'aile gauche de la social-démocratie.

(6) Urbahns, Fischer, Maslow, Scholem : dirigeants de la tendance de « gauche » (proche des positions de Zinoviev) qui prennent la direction du PC au 9^{ème} Congrès (1924) après l'échec de la grève générale de l'automne 1923. Seront exclus du PC en 1926 et animeront divers groupes oppositionnels.

(7) Lesoil (Léon), dirigeant de la section belge et de la IV^{ème} Internationale (1892-1942). Arrêté par la Gestapo en 1941. Mort au camp de concentration de Neuengamme.

(8) I.K.D. : Communistes Internationalistes d'Allemagne, section allemande de la IV^{ème} Internationale.



Ecrire la biographie de militants est une façon d'écrire l'histoire du mouvement ouvrier qui est parfois loin d'être la plus mauvaise. Nous voici en présence de deux biographies de parution récente. L'une, celle de Jaurès, couvre le mouvement ouvrier français sous la III^{ème} République jusqu'en 1914 ; l'autre, celle de Rosmer, dont la notoriété a été limitée même de son temps, s'étend du début du XX^{ème} siècle jusqu'au début des années 60 (1). Ces deux biographies permettent de pénétrer dans le passé du mouvement ouvrier français que la guerre de 1914-18 et la Révolution d'Octobre ont bouleversé de fond en comble, d'en comprendre, en particulier, les faiblesses qui favorisèrent ultérieurement l'emprise du stalinisme sur lui.

Jaurès a été incontestablement la figure dominante du mouvement ouvrier et socialiste en France pendant plus de vingt ans. La biographie de J. Rabaut fournit plutôt une chronique de sa vie qu'une étude historique à proprement parler. Les faits y sont largement exposés ; par contre, on n'y trouve guère de développements et de jugements critiques sur les idées, sur la philosophie de Jaurès. Il manque également dans ce livre une explication étendue du prestige et de l'autorité que Jaurès a exercés sur le Parti Socialiste et aussi, à un moindre degré, dans la II^{ème} Internationale, notamment à partir de la réalisation de l'unité socialiste en France de 1905, et ce bien qu'il n'appartenait pas au courant principal de la II^{ème} Internationale et qu'il avait en face de lui en France des hommes comme Guesde et Vaillant. On ne peut expliquer cette position dominante simplement par le

talent oratoire. L'assassinat de Jaurès à la veille même du déclenchement des hostilités de 1914 fit qu'au lendemain de cette guerre, tous les militants du mouvement ouvrier français aussi bien ceux qui s'étaient enfoncés dans l'Union sacrée et le réformisme que ceux qui rejoignaient alors l'Internationale Communiste – honoraient sa mémoire : dans la scission de Tours, les deux parties la célébraient. Pratiquement cela a eu pour conséquence d'écarter tout débat, toute étude critique sérieuse sur son rôle. Pour les générations d'après la guerre mondiale de 1914-18 qui n'avaient pas connu Jaurès, il était difficile de comprendre ce prestige et cette autorité, tant il y avait un hiatus entre ce qu'on pouvait lire de lui qui traitait d'une époque révolue d'une part, et les exigences posées par les déchirements du monde issu de la guerre, d'autre part. L'auteur, J. Rabaut, sans se livrer à un panégyrique de Jaurès, partage très visiblement ses conceptions réformistes ; c'est pourquoi il ne peut expliquer cette fascination exercée par Jaurès sur son temps. Le meilleur apport à ce sujet se trouve, à notre avis, dans un article écrit par Trotsky, grand connaisseur de l'histoire de la III^{ème} République, à l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat de Jaurès. Trotsky évoque la puissance de cet « électricité de génie » qui « alliait une extrême faculté d'abstraction idéaliste à une forte intuition de la réalité ». Le talent oratoire venait s'ajouter à ces qualités et donnait à Jaurès un contact inégalable avec les masses ouvrières.

Le mouvement ouvrier français d'avant 1914 était dominé par Jaurès qui présentait alors le réformisme d'une fa-

çon brillante ; ni Jules Guesde ni Edouard Vaillant ne l'emportaient sur lui. Nous reviendrons plus loin, après avoir traité de la biographie de Rosmer, sur le mouvement ouvrier français d'avant 1914.

Qu'une biographie d'Alfred Rosmer ait pu faire l'objet d'une thèse universitaire constitue d'une certaine manière un témoignage des progrès accomplis par le mouvement ouvrier. Mais le plus important, c'est que le travail ample et sérieux de Christian Gras constitue un apport considérable sur le syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914 d'une part, sur les années de formation du Parti Communiste d'autre part – c'est-à-dire sur les deux premières parties de l'activité militante de Rosmer. La guerre de 1914-18 a provoqué plus particulièrement en France un bouleversement total du mouvement ouvrier ; le Parti Communiste – on le sait – y fut constitué par des militants venus de tendances et de courants différents. Dans l'histoire officielle du PCF ce fait n'est pas nié, mais l'accent est mis principalement sur le courant guesdiste du Parti Socialiste d'avant 1914, présenté comme le courant essentiellement marxiste, atteint de certains défauts qu'il aurait suffi de gommer ; le courant syndicaliste révolutionnaire est présenté par contre comme comportant d'irréductibles tares. C'est avant tout Thorez qui a fait prévaloir cette version. L'histoire – la vraie – est beaucoup plus complexe. Il est certain que, dans la politique du PCF, on peut trouver ce qui apparaît être d'importants relents de guesdisme ; mais ils ne viennent pas en ligne directe des guesdistes. On peut d'ailleurs y retrouver aussi des aspects

qu'on croirait hérités de Jaurès ou de Vaillant ; ils le sont de provenance également indirecte. Ainsi la « démocratie avancée » est dans la ligne de Jaurès sur le socialisme vu comme l'épanouissement graduel de la démocratie bourgeoise. Le stalinisme, dans sa défiguration du marxisme, est retombé entre autres sur des positions menchéviques, kautskystes et, de ce fait, « guesdistes ».

Dans son histoire officielle, la direction du PCF omet notamment de dire que celui-ci doit d'avoir conquis sa place majoritaire dans la classe ouvrière en grande partie grâce à des militants venus des courants syndicalistes révolutionnaires. Il est en effet difficile de parler d'un courant syndicaliste révolutionnaire bien défini ; l'individualisme étant une des caractéristiques des syndicalistes révolutionnaires qui n'étaient unis entre eux sur le plan des idées que par quelques thèmes très généraux. Dans sa biographie de Rosmer, Ch. Gras trace à grands traits l'histoire et les idées de ces courants dont Rosmer fut une des figures les plus éminentes. Au début du XX^{ème} siècle, les courants se revendiquant de la fidélité au marxisme combattaient dans la II^{ème} Internationale le révisionnisme soutenu théoriquement par Bernstein et appliqué pratiquement par Müllender et toute une gamme de socialistes réformistes. En fait, en dépit de la lutte que Guesde et Vaillant menèrent contre ces réformistes et en particulier contre Jaurès, toutes les tendances qui allaient s'unifier en 1905 se maintenaient dans une pratique électoraliste et parlementaire. C'est aussi qu'au début du siècle se formèrent, hors des organisations politiques socialistes, hors de la II^{ème} Interna-

dans le passé du mouvement ouvrier français

tionale, des courants en grande partie, mais pas exclusivement, originaires de l'anarchie – qui firent de la CGT naissante leur milieu de travail exclusif. Ces courants, syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes, conquièrent la direction de la CGT où cohabitaient également des guesdistes, des réformistes, etc.

Les caractéristiques essentielles du syndicalisme révolutionnaire sont bien soulignées dans le livre de Ch. Gras. On ne peut parler du syndicalisme révolutionnaire comme d'une idéologie que certains auraient voulu mettre en application. C'est un courant du mouvement ouvrier français – donc un courant politique dans le sens large du terme bien que ce courant se soit défendu de faire de la politique – qui a agi pratiquement autour d'un certain nombre d'idées ou de thèmes généraux plus ou moins précisément formulés, jamais systématisés. Le syndicalisme révolutionnaire fut essentiellement une pratique au sein des syndicats, une pratique anti-capitaliste, anti-parlementaire et anti-électorale, anti-étatique, anti-militariste. Il préconisait l'action directe, la grève. La perspective était fournie par une idée abstraite (on a pu dire : mythique) de la grève générale, qui devait abolir le capitalisme et son Etat, et faire place à une fédération de producteurs groupés autour de leurs lieux de travail. La base sociale de ce courant était constituée principalement par des ouvriers hautement qualifiés travaillant dans de petites entreprises, dans des ateliers, voire chez des artisans. Les syndicalistes révolutionnaires n'avaient aucune base théorique sérieuse : il suffit de lire leur célèbre Charte d'Amiens de

1906 pour constater ce fait. Leur ignorance du marxisme était totale ; il est vrai que le marxisme en France à cette époque se trouvait bien mal servi, mais cela ne suffit pas à expliquer l'aversion qu'ils avaient envers lui. En raison de leurs origines et des influences anarchistes qu'ils subissaient, les syndicalistes révolutionnaires avaient une attitude totalement négative aussi bien sur la question du parti que sur celle de l'Etat. Sur ce dernier point, ils aboutissaient à une impasse d'où ils ne surent pas sortir ; car tout en niant l'Etat de manière anarchiste, ils voulaient obtenir de lui des lois sociales (temps de travail, suppression des offices de placement privés, et des conventions collectives).

Les syndicalistes révolutionnaires péchaient aussi – ce n'est peut-être pas suffisamment souligné dans l'étude de Gras – en matière d'organisation, en raison aussi de leurs origines anarchistes et de leurs traits individualistes accusés. Le courant qu'ils constituaient était informel. Ils se retrouvaient entre eux à l'occasion de la tenue de congrès, de meetings, dans des rédactions de journaux, mais ils ne formaient aucune organisation nationale, il n'y avait entre eux aucune discipline, aucun contrôle réciproque : l'« indépendance du syndicalisme » aboutissait là à l'indépendance de chaque militant par rapport à tous et, de plus en plus, par rapport à la base de l'organisation syndicale même.

Dans les années qui précédèrent la guerre de 1914-18, la CGT traversait une crise sérieuse. Un certain nombre de militants syndicalistes révolutionnaires se regroupèrent autour d'une revue *La Vie Ouvrière*, dirigée par Mo-

natte, afin de mieux saisir la société et l'économie capitaliste et de trouver ainsi une issue à la crise de la CGT, et c'est ce noyau de *La Vie Ouvrière* qui, le premier en France, refusa l'union sacrée où avaient sombré en 1914 la direction du Parti Socialiste et celle de la CGT. C'est aussi lui qui se tourna le premier vers la Révolution d'Octobre, et qui entraîna vers elle une vaste pléiade de militants ouvriers (2). En se dirigeant du côté des bolcheviks, ces militants n'abandonnèrent pas d'emblée pour la plupart leur hostilité à la notion de parti. Des différenciations apparurent dès la formation de l'Internationale Communiste en 1919. Certains – les anarcho-syndicalistes plus particulièrement – se lancèrent alors dans un anti-communisme qui les fit se retrouver rapidement aux côtés de tous les syndicalistes d'union sacrée, de collaboration de classe. Beaucoup d'autres adhèrent au Parti Communiste. Certains, comme Monatte, hésitèrent longtemps avant de rejoindre le Parti Communiste, pour le quitter peu après, dès que commença la bureaucratisation, et retourner à un syndicalisme qui devait en peu d'années les faire passer, eux aussi, dans le camp de l'anti-communisme.

Comment expliquer le fait qu'un très grand nombre de ces militants, formés autrefois à une école particulièrement rebelle au commandement, succombèrent au stalinisme ? Le processus de dégénérescence des partis communistes fut assez long, dominé au début par les luttes au sein du Parti Soviétique que les militants dans leur grande majorité ne comprenaient guère. Certes il y avait, dans la « bolchevisation » qui inaugura la dégénérescence stalinienne, le

début de la bureaucratie montante ; mais pour beaucoup de militants qui avaient compris la nécessité d'un parti centralisé, cet aspect parut moins important qu'un autre, la prolétarianisation – pour la première fois en France – des cadres du PC. Aussi celui-ci conserva-t-il une masse de militants ouvriers dévoués, combattifs, qui allaient assurer par la suite son incrustation dans la classe ouvrière. Dès 1925-26, de nombreux militants – y compris des militants syndicaux – quittèrent le PC, par petits groupes ou individuellement, mais ils le firent dans la confusion politique, pour des raisons politiques différentes et dans des directions différentes. La « 3ème période », par son ultra-gauchisme insensé, épuisa les plus combattifs des militants qui étaient restés dans le PC, ne leur laissant plus de forces pour apprécier correctement le tournant opportuniste du Front Populaire, surtout face à la victoire d'Hitler en Allemagne. Le mouvement de juin 36 permit aux militants syndicaux du PC de trouver enfin la grande implantation de masse à laquelle ils aspiraient depuis longtemps. Aussi, loin de produire un sursaut de ces militants vers une politique révolutionnaire, Juin 36 les submergea de nouvelles couches ignorant le passé et acheva de les lier à l'appareil du parti. A la Libération, la collaboration de classe dans la Résistance fit que l'on ne trouvait plus guère de militants dans le PC capables de résister au réformisme. Une partie de la génération de 1936 avait disparu. La direction Thorez allait aussi bientôt mettre sur la touche nombre de combattants de la Résistance. Des individus seulement avaient conservé dans leur for intérieur le passé

révolutionnaire tels Marty et Tillon, qui eurent besoin de plusieurs années avant de se dégager de la tourbe réformiste pour remettre au jour ce passé. De nouveaux courants révolutionnaires allaient renaître dans la jeunesse sous l'impulsion des luttes des peuples colonisés, et non sous l'influence d'Octobre 1917. Les militants syndicaux du PC ayant acquis une solide base dans la classe ouvrière, se sont montrés jusqu'en Mai 68 les moins affectés par les crises qu'a connues leur parti.

Dans son livre, Ch. Gras à propos des deux premières parties de la vie de Rosmer, traite excellemment du syndicalisme révolutionnaire, de la guerre de 1914-18 où se situe la période héroïque de la vie de Rosmer, et des années de formation du Parti Communiste. Il donne ainsi à une partie du mouvement ouvrier français la place qu'elle méritait dans l'histoire et qu'elle n'avait pas encore reçue. La dernière partie de la vie de Rosmer, notamment en ce qui concerne ses relations avec Trotsky en exil et le mouvement trotskyste organisé, bien qu'étant correcte quant aux faits, reçoit une interprétation que nous ne pouvons partager. Une fois venu au communisme, Rosmer lui resta fidèle toute sa vie. Dans la crise de l'Internationale Communiste, il s'avança d'abord avec prudence – ce qu'on ne peut lui reprocher : il n'était pas suiviste et les positions globales de l'Opposition de gauche soviétique ne furent vraiment connues en France que lorsque parvint la plate-forme de 1927.

A la différence de la plupart de ses proches amis de *La Vie Ouvrière* d'avant 1914, le stalinisme ne fit pas renoncer Rosmer aux idées qu'il avait

acquises au cours des premiers Congrès de l'Internationale Communiste et il ne retourna pas au syndicalisme révolutionnaire. Mais, s'il avait compris la nécessité du parti révolutionnaire, il n'était certainement pas l'homme capable de contribuer à bâtir un parti, surtout dans les conditions créées par les dégénérescences combinées de la social-démocratie et du stalinisme. Sa rupture politique avec Trotsky pendant quelques années ne fut pas due à de soi-disant méthodes « zinovévistes » – comme il l'a dit et comme Ch. Gras le cite – de Trotsky et du mouvement trotskyste. Nous n'avions, nous n'avons d'autres moyens que la force de nos idées et nous ne parvenons à élaborer notre politique qu'à travers d'âpres luttes intérieures. Pour de tels débats aussi, Rosmer n'était pas plus armé que pour les problèmes d'organisation, tout au contraire. Ce n'est pas au « noyau » de *La Vie Ouvrière* qu'il avait pu se former sur ce plan (le terme de « noyau » que ces hommes se donnaient eux-mêmes est également symptomatique de leur horizon organisationnel). Quand Rosmer entra au Parti Communiste, il trouva une organisation déjà largement structurée. Aux fonctions dirigeantes qu'il remplit, il s'occupa d'orientation politique, mais ne fut pas un organisateur, même dans le sens le plus politique du terme. D'autre part, il perdait considérablement ses moyens dans les luttes de tendance. Il était à l'aise dans une salle de rédaction, pas dans des débats, dans des Congrès. Certaines personnes, par exemple Treint – qui, certes, savait être provocant et manœuvrier à souhait – le mettaient hors de lui ; des critiques dures lui faisaient quit-

ter les réunions. L'expérience qu'il commença en 1929 avec la parution de *La Vérité* et la création de la Ligue Communiste (la première organisation trotskyste française) et dans laquelle nous espérions qu'il pourrait servir de pivot aux jeunes militants qu'il s'y étaient retrouvés s'avéra au-dessus de ses forces. Il nous quitta tôt et ne put conserver avec lui un groupe même minime. A partir des années 30, il avait une position personnelle : il écrivait à *La Révolution Prolétarienne* de temps à autre, mais ne partageait pas les positions essentielles de cet organe ; il était trotskyste sans appartenir au mouvement trotskyste. C'est dans sa « grange » de Périgny (dans la grande banlieue de Paris) que se tint le congrès de fondation de la Quatrième Internationale en 1938.

Résumons Rosmer en quelques phrases. A l'origine individualiste anarchisant hostile au capitalisme, il rejoignit le syndicalisme révolutionnaire – le courant le plus combatif du mouvement ouvrier français d'avant 1914. Il ne fut évidemment pas le militant ouvrier typique de ce courant, mais il n'était également pas un intellectuel typique d'une bohème anarchisante de l'époque. Il maintint un internationalisme intransigeant face à l'union sacrée. Il vint à un âge relativement avancé (il avait atteint la quarantaine) au marxisme à travers la Révolution d'Octobre et l'Internationale Communiste. Il fut un apport précieux pour les générations qui suivirent la première guerre mondiale. Mais il fallait plus, beaucoup plus, pour créer un parti révolutionnaire surtout quand, aux fléaux du capitalisme en déclin, s'ajoutèrent ceux engendrés par le stalinisme. Pour remplir les tâches

nouvelles, il fallait se frayer la voie à travers beaucoup de tâtonnements, de déchirements. Dans cette période, Rosmer ne pouvait plus directement prendre part à ce combat ; il donna son *Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre* et son *Moscou sous Lénine*. Nous ne lui en demandions pas davantage. Curieusement, Ch. Gras a retrouvé dans les archives d'un militants ouvrier de Longwy contemporain de Rosmer, Alfred Mougeot, qui participa avec nous au lancement de *La Vérité* en 1929, une lettre que je lui avait adressée en décembre 1934 après la rupture de Rosmer avec nous. J'écrivais à Mougeot que Rosmer était alors « un très brave homme qui ne représente actuellement aucune tendance politique ». C'est un jugement peut-être quelque peu sommaire sur la dernière période d'Alfred Rosmer, mais auquel je n'ai essentiellement rien à changer.

Il n'est pas possible d'évoquer la vie d'Alfred Rosmer et de sa compagne Marguerite sans mentionner la profonde amitié qui les lia à Trotsky et à Natalie. Cette amitié avait commencé dans les premières années de la guerre de 1914 à Paris. Elle ne cessa jamais, même si pendant quelques années il n'y eut pas de relations politiques entre eux. Les deux hommes étaient très différents à beaucoup d'égards, mais il y avait au moins un point commun entre eux : dans les rapports personnels avec les hommes, ils étaient en général réservés. Aussi leur amitié d'une solidité considérable n'éprouvait ni chez l'un ni chez l'autre le besoin de s'extérioriser et évidemment ne contenait pas le moindre grain de copinage.

Les deux livres dont nous ve-

dans
le passé
du mouvement
ouvrier
français

nous de rendre compte plongeant très largement dans le mouvement ouvrier français d'avant 1914. Ils permettent entre autres de voir à quel point celui-ci n'était pas préparé pour l'ère de guerres, de révolutions et de contre-révolutions dans laquelle l'humanité allait entrer. Le Parti Socialiste était essentiellement une fédération de comités électoraux, animée par un homme de grande valeur personnelle, intellectuellement doué, mais confiant dans un passage graduel de la démocratie bourgeoise au socialisme. Dans ce parti l'aile qui se revendiquait du marxisme avait pour animateur un grand propagandiste sectaire sur le plan politique et au marxisme très rudimentaire qui avait échoué dans son entreprise de faire un parti à la manière de la social-démocratie allemande, belge, etc... Le courant révolutionnaire qui réagissait contre l'opportunisme se trouvait hors du Parti Socialiste et de l'Internationale ouvrière, était privé de toute conception théorique tant soit peu valable, se perdait dans un tas de fariboles anarchistes et ses membres étaient dispersés dans une confédération aux liens relâchés de syndicats de métiers plus que de syndicats d'industrie. En outre, ce mouvement ouvrier français n'échappait pas à la stagnation du capitalisme français dans la dernière partie du XIX^{ème} siècle. Avec la guerre de 1914, ce fut la débâcle, on s'enivra de patriotisme. Le réveil fut lent, triste. Heureusement la révolution russe ranima les espoirs. Pour construire le parti révolutionnaire, l'Internationale Communiste trouva en France des hommes individuellement valables mais pas une équipe ayant les capacités théoriques ou politiques né-

cessaires pour armer une direction. Quatre années s'écoulèrent un temps insuffisant pour commencer à construire cette direction. Le Parti Communiste ainsi créé fut entraîné dans la dégénérescence de l'Internationale Communiste et ne se développa numériquement que parce qu'il supplanta sur un plan réformiste une social-démocratie encore plus mal armée que lui. De ce parti ne sortit également pas en opposition au stalinisme un seul courant politiquement valable, et il fallut que Trotsky reprenne l'œuvre que l'Internationale Communiste avait commencée une dizaine d'années auparavant : lui aussi dut rassembler des individus sans communes expériences pour tenter de créer le courant vraiment marxiste révolutionnaire que le mouvement ouvrier français n'avait jamais possédé. C'est cette vue historique du passé qu'il faut avoir à l'esprit pour comprendre et apprécier aussi l'histoire du mouvement trotskyste en France.

Pierre FRANK
27-03-72

AUGUSTE BLANQUI

(au début de la III^{ème} République)
de Maurice Dommanget.

Avec une tenacité inlassable, Maurice Dommanget poursuit, à un âge bien avancé, son œuvre remarquable sur l'histoire du mouvement ouvrier français, en écrivant des livres abondamment documentés. Dans cette œuvre, on ne saurait trop célébrer les pages qu'il a consacrées à Auguste Blanqui, de qui Marx disait qu'il était « la tête et le cœur du parti prolétarien en France ».

Avec le livre qui vient de paraître, Dommanget a finalement couvert — nous semble-t-il — toute la vie de Blanqui, le consacrant aux dernières dix années de celui-ci. « Dernière prison et ultimes combats », tel est le sous-titre de ce livre. Dernière prison, cette geôle lugubre de Clairvaux qui existe encore, où André Marty fut également enfermé et dont il a encore été question il n'y a pas très longtemps. Arrêté en octobre 1870, Blanqui — dont la condamnation n'était pas régulière, même du point de vue du code et de la justice bourgeoise — y arrive le 17 septembre 1872 et n'en sortit que le 10 juin 1879 ; il avait 74 ans et avait passé 37 années de sa vie en prison. Ces longues années à Clairvaux, Blanqui les traverse comme il a toujours fait en prison, se soumettant à une auto-discipline rigoureuse, se consacrant à l'étude et ne tolérant aucun manque d'égards de la part des autorités. Sur ce dernier point, il sera mieux traité à Clairvaux qu'il ne l'avait été ailleurs, mais c'est au fond parce que les autorités pénitentiaires craignaient qu'il ne meure en prison.

Et surtout à partir du début de l'année 1878, le mouvement ouvrier français, récupérant de la saignée de la Commune de Paris, s'efforce de le

libérer et d'obtenir l'amnistie pour les Communards. Dans ce livre, Dommanget décrit cette remarquable campagne d'élection visant à faire sortir Blanqui de sa geôle, les résistances et les refus même de céder la place de la part de candidats qui espéraient être élus, les doutes du début quant au succès de cette campagne, et enfin l'élection de Bordeaux qui plaça le monde politique d'alors dans l'embarras le plus grand.

A peine libre, Blanqui consacra ce qui lui reste de forces pour faire campagne afin que soit votée l'amnistie en faveur des Communards. Ce sera sa dernière bataille ; par contre, sa tentative de création d'un quotidien *Ni Dieu, ni maître* ne pouvait qu'échouer, les temps n'étaient plus ceux que Blanqui avait connus même à la fin de l'Empire.

Mort le 1^{er} Janvier 1881, ses obsèques — le 5 janvier — allaient donner au prolétariat parisien l'occasion de sortir en masse dans la rue, pour la première fois depuis la Semaine sanglante. On estime qu'environ deux cent mille personnes participèrent à la manifestation que furent ses obsèques.

Blanqui et ce qu'on appelle le « blanquisme » font désormais partie de l'Histoire. Pas d'une histoire « neutre », car il n'y eut pas de luttes sérieuses entre réformistes et révolutionnaires au sein du mouvement ouvrier français et même international qui n'aient vu quelque opportuniste reprendre sous une forme ou sous une autre les calomnies et les infamies qui ont assailli Blanqui de son vivant. Par son œuvre sur la personne et les idées de Blanqui : Maurice Dommanget a occupé un poste de combat dans la lutte pour la révolution, contre le réformisme.

RESOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE D'ESPAGNE

LA SITUATION DE LA BOURGEOISIE

La tentative de sortir du marasme où s'est trouvée plongée l'économie espagnole à partir des mesures de stabilisation de 69-70, s'est avérée une nouvelle fois illusoire. Tous les mécanismes capitalistes « classiques » qui avaient permis l'expansion des années 63 à 67 — l'inflation débridée — se montrent aujourd'hui insuffisante pour « réactiver » la croissance et rompre la résistance à investir du secteur privé, provoquée par la crise monétaire internationale comme par la situation politique intérieure. Le phénomène nouveau qui se produit aujourd'hui à l'échelle internationale, qui l'on a appelé « stagflation », se caractérise par le maintien du marasme économique tandis que la pression inflationniste ne cesse de s'accroître. La situation difficile de l'impérialisme dont la crise se développe, combinée aux perspectives de récession pour 72 en Allemagne Fédérale — un des centres de l'économie européenne — aura des conséquences évidentes sur chaque maillon de la chaîne impérialiste, particulièrement sur les plus faibles, tel l'Espagne.

Pour l'Espagne, deux grandes perspectives se dessinent clairement sur le terrain économique : soit l'échec confirmé des mesures de « réactivation » conduira à une nouvelle détérioration de la situation ; soit, si se produit une relance minimale, on assistera à une nouvelle poussée inflationniste alors que le taux d'inflation est déjà aujourd'hui le double de la moyenne du reste de l'Europe occidentale. Dans les deux cas, la classe ouvrière sera confrontée avec une seule perspective, celle d'un nouveau plan de stabilisation, à nouveau « se serrer la ceinture ».

Les capitalistes se voient acculés à la nécessité de réduire sans cesse leurs coûts de pro-

duction, ce qu'ils entendent faire retomber sur la classe ouvrière en intensifiant brutalement l'exploitation — augmentation des cadences,... — et en attaquant le niveau de vie du prolétariat — bas salaire, chômage, augmentation des prix,...

La crise qui s'approche va signifier de nouveaux coups pour le secteur de la petite et moyenne entreprise, incapable de se défendre sur un marché où la concurrence s'exacerbe. Si nous ajoutons à cela les « restructurations » qui affectent quelques grandes entreprises et des secteurs entiers de la production (mines de charbon, industrie textile du coton), nous voyons le chômage se dresser comme une menace très actuelle pour la classe ouvrière. La bourgeoisie entend augmenter l'armée industrielle de réserve pour faire pression sur les salaires. La classe ouvrière peut-elle, dans ces conditions, se laisser lier les mains par des conventions collectives ?

QUE PREPARE LA DICTATURE ?

Pour contrecarrer l'essor des luttes ouvrières, pour combattre la tendance à leur généralisation, la dictature dispose d'armes multiples. Au premier chef, elle s'efforce de restructurer son appareil institutionnel mille fois débordé : son syndicat, la C.N.S., les conventions collectives... Par là, les capitalistes cherchent à canaliser et épuiser les luttes et dévier la combativité de la classe ouvrière dans l'impasse de la « légalité syndicale ». Si cette politique a pu avoir quelque viabilité quand la dictature, en conjoncture expansionniste, se permettait des promesses, aujourd'hui que le Grand Capital voit dangereusement réduites ses marges de manœuvre, ses « instruments légaux » ne sont plus que des os desséchés aux yeux de la classe ouvrière.

Face à ce débordement continu du cadre

Le texte que nous publions ci-dessus définit l'orientation générale défendue par les militants de la Liga Comunista Revolucionaria lors des luttes qui se sont développées dans les premiers mois de l'année en cours à l'occasion du renouvellement des

Conventions Collectives.

Un premier bilan de ces luttes et de l'intervention des

révolutionnaires montre que, malgré le refus systématique du patronat et du gouvernement de faire des concessions salariales importantes et en dépit de la répression contre les dirigeants

ouvriers, la lutte a payé dans toute une série de

mobilisations qui ne se sont pas laissées leurrer par la négociation dans le cadre du « Syndicat Vertical ».

Mais, une fois de plus, ce n'est qu'en offrant une perspective politique pour répondre à la

crise aiguë du régime que

les révolutionnaires sauront

donner un débouché aux aspirations des masses travailleuses.

C'est à cette tâche que s'attèle la L.C.R. depuis sa création

en mars 1971.

institutionnel par les luttes ouvrières, la dictature n'a pas d'autre recours que la répression, elle n'hésite pas, s'il le faut, à ouvrir le feu comme à Erandio, Grenade, Eibar, Madrid et Barcelone. Mais le grand capital n'ignore pas que la répression est non seulement incapable de freiner durablement les luttes, mais qu'elle devient un des principaux facteurs de la tendance à la généralisation qui s'est manifestée dans les derniers combats ouvriers. C'est la seule raison qui la pousse, avant de recourir aux fusils et mitrailleuses, comme après, à tenter de canaliser les luttes dans le cadre légal.

LA REPONSE DU PROLETARIAT

Il y a deux politiques qui s'affrontent. D'un côté, la politique des ouvriers unis dans la lutte pour leurs revendications de classe, avec leurs propres formes de lutte et d'organisation. De l'autre, la politique capitaliste des conventions qui s'attache à empêcher par tous les moyens possibles la généralisation des luttes, et à écraser les revendications ouvrières.

Le prolétariat ne va pas rester passif devant les attaques du capital qui se profilent. Un prolétariat qui a été capable de faire reculer la dictature dans les luttes contre les Conseils de Guerre de Burgos, en acquérant une formidable expérience de la puissance des luttes généralisées, qui malgré l'Etat d'exception n'a pas désarmé, a boycotté massivement la mascarade des élections syndicales ; qui à Madrid, Pampelune, Barcelone, dans les Asturies et tout l'Etat espagnol affronte chaque jour plus nombreux et plus décidé l'exploitation patronale et la dictature ; ce prolétariat constitue bien aujourd'hui une force capable de faire à nouveau reculer le grand capital, maintenant qu'il a pris conscience que, pour la classe ouvrière, il est possible de vaincre en généralisant la lutte.

POUR LES REVENDICATIONS QUI UNIFIENT LES LUTTES CONTRE LE CAPITAL

Pour s'assurer de nouvelles victoires, la classe ouvrière doit être capable d'opposer aux instruments bourgeois de répression et de contrôle des luttes, une série de revendications, formes de luttes et d'organisation qui, recueillant les aspirations les plus élémentaires des travailleurs, soient capables d'impulser une ample mobilisation de secteurs entiers du prolétariat, dans l'affrontement avec la dictature par les méthodes de la lutte des classes.

Face à la vague de luttes qui se dessine, dans la perspective de leur unification, les marxistes révolutionnaires doivent engager une campagne pour les revendications ouvrières ; s'attacher à leur popularisation et leur extension ; s'efforcer que la lutte

pour de telles revendications débouche au niveau d'une branche, d'une zone ou d'une région, afin que les travailleurs fassent l'expérience de luttes d'ensemble. Pour tracer le cadre qui le rend possible, en nous appuyant sur l'expérience des luttes les plus avancées, nous proposons la **plate-forme générale** suivante, qui doit être complétée par des revendications spécifiques par entreprises, branches ou zones ; sans se préoccuper si les capitalistes sont ou non disposés à les satisfaire, ces revendications doivent répondre d'une part aux nécessités vitales des travailleurs, mais aussi développer et étendre la lutte.

Contre la montée des prix et la cherté de la vie ; contre les différenciations salariales et la multiplication des catégories ; contre

Contre la montée des prix et la cherté de la vie ; contre les différenciations salariales et la multiplication des catégories ; contre les salaires de famine :

AUGMENTATION IMMEDIATE DU SALAIRE MINIMUM

Cette revendication a déjà, dans de nombreux endroits, pris la forme de **PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR A 450 Pts (36 F par jour)**

AUGMENTATION DE SALAIRES IMMEDIATE ET EGALE POUR TOUS

qui dans les luttes de SEAT, EATON... s'est concrétisée en

AUGMENTATION IMMEDIATE DE 3.000 pts (240 F) PAR MOIS SANS DISTINCTION DE CATEGORIE, AGE OU SEXE.

Ces revendications constituent les premiers pas vers notre exigence fondamentale

UN SALAIRE BASE SUFFISANT INDEPENDAMMENT DES PRIMES ET HEURES SUPPLEMENTAIRES

Contre les journées épuisantes et les heures supplémentaires :

SEMAINE DE 40 HEURES SANS DIMINUTION DE SALAIRE NI AUGMENTATION DES CADENCES

La lutte pour cette revendication est aujourd'hui inséparable d'une exigence commune contre les licenciements et la menace du chômage :

REPARTITION DES HEURES DE TRAVAIL ENTRE LES BRAS VALIDES, SANS DIMINUTION DE SALAIRES.

Contre la resquille de la « Sécurité Sociale » : **100 % DU SALAIRE REEL EN CAS D'ACCIDENT OU DE MALADIE.**

CONTRE LA REPRESSION

Dans les conditions actuelles, se battre pour ces revendications signifie aussi préparer sa défense contre la répression qui ne cesse de s'accroître.

Là où la répression patronale, s'appuyant sur les manœuvres du syndicat officiel,

cherche à décapiter la combativité et la volonté de lutte en jetant à la rue les meilleurs combattants, la lutte doit se poursuivre jusqu'à la totale réincorporation.

POUR LA REINTEGRATION IMMEDIATE ET INCONDITIONNELLE DE TOUS LES LICENCIES

La répression et les emprisonnements continus contre les combattants d'avant-garde mettent à l'ordre du jour la lutte pour leur défense, pour leur libération :

AUCUNE ARRESTATION NE DOIT RESTER SANS RIPOSTE LIBERTE POUR LES DETENUS

Quand au moindre indice de lutte la police occupe les entreprises et les quartiers populaires pour l'écraser dans l'œuf ; quand se multiplient les dissolutions d'Assemblées ouvrières et les évacuations d'entreprises en grève ; quand la dictature n'hésite pas à appuyer sur la détente et assassiner, la lutte contre la répression doit passer à un niveau supérieur :

LA POLICE HORS DES ENTREPRISES ET DES QUARTIERS POPULAIRES

SEULE LA LUTTE DIRECTE DU PROLETARIAT CONDUIT A LA VICTOIRE

Les conventions collectives ont fait leur apparition en Espagne au début des années 60, lorsque les grèves de 51, 59... et finalement la formidable vague de grèves de 62 eurent montré le danger que représentaient ces luttes croissantes qui, à travers les « réglementations nationales de travail » se heurtaient, sans aucune médiation, directement à l'Etat.

La mise en place de conventions collectives



est la tentative la plus sérieuse de donner au syndicat vertical, la CNS, un rôle autre que strictement répressif, « revendicatif », comme « représentation des travailleurs » dans la négociation. Il s'agissait de s'appuyer sur les « délégués » syndicaux revitalisés par les élections de 63, et plus encore par la collaboration des staliniens et des syndicalistes dans les élections de 66. Ainsi, la CNS ne se limitera pas à une police économique de la dictature qui réprime les luttes aux côtés de la police armée et de la Garde Civile ; son rôle essentiel consiste à freiner les luttes ou les étouffer avant qu'elles ne se développent.

Pour les capitalistes, les conventions collectives constituent une arme remarquable pour

— diviser, isoler et disperser les luttes en s'insérant comme une digue-tampon. Diviser et isoler les luttes par localités, branches, entreprises. Empêtrer les luttes dans un fouillis de « propositions » et « contre-propositions » à la table de négociation, les conventions servent au patron, selon son propre calendrier, à tourner en ridicule et écraser les véritables revendications ouvrières. Cet aspect de la négociation des conventions collectives occupe une place importante dans les conditions actuelles, afin d'éviter ou gêner la généralisation et l'unification des luttes ouvrières.

Les conventions sont un instrument pour dévier les luttes ouvrières de l'affrontement avec l'Etat bourgeois ; elles veulent réduire les conflits à un problème local et limité entre ouvriers et patron dans lequel l'Etat « au-dessus des classes » prétend jouer les arbitres impartiaux d'un pseudo « dialogue tripartite » : les ouvriers, « représentés » par la CNS, les patrons et l'Etat. Pourtant, l'essor des luttes et les concessions dérisoires que peut se permettre la bourgeoisie en crise, dévoilent à loisir la véritable nature de l'Etat : le défenseur des intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie, dans la mesure où

il intervient toujours plus directement, que ce soit en fixant le plafond d'augmentation de salaires, en recourant de plus en plus souvent aux « landos » (application impérative de la convention élaborée unilatéralement), ou en intervenant physiquement dans la « négociation » par la répression sous toutes ses formes.

— Ainsi donc, les conventions servent à la dictature pour diviser la classe ouvrière par entreprises, par la multiplication des catégories et sous-catégories, et de l'accroissement de l'éventail des salaires.

— Les conventions sont un instrument incomparable aux mains du grand capital pour intensifier l'exploitation ; c'est-à-dire pour « rationaliser » la production en augmentant brutalement les cadences selon son plein gré et en mettant en place un système de primes particulièrement raffiné.

— Les conventions constituent pour les capitalistes un pacte salarial pour une période déterminée — un an, ou deux — alors que toutes les autres questions sont susceptibles d'être révisées à tout moment. Elles fixent ainsi la planification des salaires pour un temps donné, que les ouvriers sont tenus de respecter, tandis que les conditions de travail, les cadences, les licenciements, les prix... changent selon l'inspiration du moment du patronat ; et quand le pessimisme règne, comme aujourd'hui, cela ne fait qu'aggraver la chose.

— Finalement, en fixant un plafond aux augmentations de salaires — de 6,5 à 8 % — déterminé sur la base des possibilités des petites entreprises, elles permettent d'une part d'augmenter encore les bénéfices déjà fabuleux des grands trusts qui leur confèrent une meilleure marge de manœuvre pour répondre à de fortes pressions ; d'autre part, elles permettent la survie artificielle de la multitude de petites entreprises.

Les conventions collectives, à l'image de la CNS, ne sont que des armes de la bourgeoisie, et les armes du capital ne servent pas aux luttes ouvrières. De toutes façons, tout comme lors des élections syndicales, il n'en manquera pas pour prétendre, telle la bureaucratie stalinienne, que les ouvriers doivent utiliser la légalité de la dictature pour faire pression sur les capitalistes et les amener à céder aux revendications. Dans ce but, Carillo s'attache à défigurer les « tromperies collectives » du Grand Capital, en les affublant du qualificatif de « conquête de la classe ouvrière », qu'elle devrait défendre en siégeant dans les négociations. Pour fouler ainsi aux pieds les intérêts des travailleurs, la bureaucratie du PCE, comme dans le cas de la CNS, monte en épingle les « succès » obtenus par le prolétariat sans lutte par la simple négociation avec ses exploiteurs. Mais ce qui durant quelques années avait pu abuser certains militants ouvriers du fait de certaines concessions que permettait une conjoncture expansionniste, apparaît aujourd'hui comme une liquidation délibérée des luttes ouvrières en les laissant isolées et désarmées face aux attaques du grand capital.

Il y en aura d'autres pour vouloir convaincre le prolétariat que les armes capitalistes peuvent servir aux luttes ouvrières. Pour dire que les conventions collectives, quoiqu'instruments du Grand Capital, servent à « provoquer des luttes » et que, pour autant, les travailleurs doivent participer aux négociations pour « les rompre de l'intérieur » ; ces camarades sont incapables de comprendre que s'il y a des luttes à l'occasion des conventions, ce que le prolétariat doit faire pour s'assurer la victoire, c'est préparer et développer les luttes selon ses propres méthodes ; et non pas utiliser celles du patron, car elles désarment les luttes. Cette attitude, si elle peut apparaître comme plus attractive que la précédente et abuser certains militants, n'amène dans la pratique qu'à faire le jeu de la politique carilliste de collaboration de classes.



COMBATE

ORGANO DE LA LIGA COMUNISTA REVOLUCIONARIA

Face à ces deux conceptions, les marxistes révolutionnaires affirment que la classe ouvrière ne peut pas suspendre sa lutte à un calendrier de négociations imposées par les capitalistes. Le prolétariat doit défendre ses revendications par la lutte directe, et non en faisant pression sur une quelconque table de négociation, ni en appuyant quelque « représentant syndical » honnête ; avec ses propres armes de classe, avec ses propres méthodes de lutte, avec sa propre organisation et sur son terrain, lutter jusqu'à la victoire pour ses revendications de classe, en marge de la CNS pourrie.

Dans ce but, doivent se multiplier les réunions toujours plus larges dans les entreprises, en commençant dans chaque atelier, qui doivent déboucher sur une Assemblée Générale des ouvriers de l'usine, où se décident les revendications et le chemin à suivre pour obtenir satisfaction.

Contre les tentatives de récupération des luttes dans le « cadre institutionnel » et les manœuvres conciliatrices, nous impulserons le débat politique dans ces Assemblées, en traçant résolument la voie à suivre, en montrant la nécessité de lier les revendications propres à une plate-forme globale, en défendant les actions directes de masse : travail ralenti, arrêts de travail, grèves, sorties en manifestation... ; en défendant la nécessité, pour vaincre, d'étendre la lutte. D'abord à toute l'entreprise, en s'appropriant l'expérience des « couleuvres » qui font le tour des ateliers pour étendre la lutte et entraîner l'ensemble des travailleurs en Assemblée ; ensuite, il faut généraliser la lutte à d'autres entreprises en sortant en manifestations vers les usines proches ou en envoyant des piquets d'extension de la lutte.

LES LUTTES SONT L'AFFAIRE DE TOUS LES TRAVAILLEURS

A la négociation des Conventions, à la poli-

tique d'appui aux « représentants » syndicaux, la classe ouvrière doit opposer la volonté unique et souveraine de l'Assemblée Générale, d'où émanent autant de commissions élues avec mandat impératif qu'il est nécessaire, non pas pour dialoguer ni négocier sur le dos des travailleurs, mais pour faire part au patron des exigences de l'Assemblée.

Nous ne sommes pas contre toute forme de pacte. Nous ne sommes pas des romantiques de l'illégalité. Mais tout accord n'est qu'un armistice dans la guerre prolongée des classes. Nous sommes contre les pactes pourris, signés par la Camarilla des représentants à la CNS., appliqués à freiner la lutte pour conserver leur poste nous sommes pour des accords qui sanctionnent une conquête partielle des travailleurs, imposée par leur lutte et qui permettent la préparation de nouveaux combats. Nous sommes également pour des compromis nécessaires pour sauver une lutte de l'isolement. Mais nous considérons comme essentiel le contrôle direct par l'Assemblée ouvrière et les commissions élues avec mandat impératif, comme unique représentant des travailleurs.

A ces représentants qui, abusés par les récentes élections, se sont fait élire en croyant défendre les intérêts des travailleurs et qui sont incapables de tenir leurs promesses, de défendre les revendications ouvrières, il ne reste d'autre issue que démissionner et rejoindre au coude à coude les ouvriers en lutte et l'Assemblée.

NOUS SOMMES POUR LES LUTTES D'ENSEMBLE

La situation actuelle laisse prévoir un essor des luttes. Face au danger de leur isolement, face au danger que la dictature et le patron parviennent à les défaire une à une, comme cela s'est produit au lendemain immédiat des mobilisations qui sauvèrent la vie à Izko et ses camarades, une exigence se fait jour très clairement pour les militants

ouvriers : celle de défendre les luttes isolées par des mobilisations d'ensemble.

En ce sens il serait dramatique pour la classe ouvrière que les militants ouvriers tombent dans l'aveuglement vite liquidateur, de développer la lutte dans leur propre entreprise sans se préoccuper des autres usines de la même branche ou de la même zone, espérant la généralisation de la pure spontanéité ou de l'« héroïsme » exemplaire. Si on est conscient de l'impérieuse nécessité de généraliser les luttes pour vaincre, il est indispensable de préparer et d'impulser des plate-formes revendicatives au niveau de la branche ou de la zone, en développant une intense campagne d'explication et de popularisation des problèmes et des objectifs communs, dès avant le déclenchement de la lutte, en défendant les formes de lutte qui, comme les sorties en manifestation et les piquets d'extension, sont capables d'étendre et d'unifier les luttes ouvrières.

POUR L'AUTODEFENSE DES LUTTES

Poser le problème de l'auto-défense des luttes ouvrières et des moyens pour le résoudre est une nécessité vitale pour le prolétariat, alors que la répression la plus sanglante s'abat sur lui. C'est pour cela que nous impulsons pour la défense des assemblées ouvrières, des meilleurs militants, la formation de piquets ouvriers d'auto-défense pour chaque lutte, chaque action.

La classe ouvrière doit être prête à repousser les brutales agressions physiques des forces répressives de la dictature ; c'est le seul moyen d'éviter la démoralisation des ouvriers en lutte ; le seul moyen d'impulser véritablement la généralisation des affrontements.

POUR LA PLUS AMPLE UNITE D'ACTION

Etre pour les luttes d'ensemble aujourd'hui

RESOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE D'ESPAGNE

d'hui, c'est être pour l'unité d'action. Aussi la LCR propose-t-elle aux militants, à toutes les organisations qui ont défendu le boycott aux dernières élections syndicales, de réaliser un effort uni de popularisation des revendications ouvrières contre la politique bourgeoise de muselage des luttes, pour déboucher sur des combats d'ensemble. Nous proposons de constituer des **Comités de Lutte pour les Revendications Ouvrières**, basés dans les entreprises et liés au niveau de la branche ou de la zone.

Il est clair qu'avec ces Comités nous ne prétendons aucunement remplacer quelque organisation existante, ni avancer dans la construction d'une nouvelle « organisation de classe » ; notre position sur cette question est connue. Il s'agit uniquement de Comités conjoncturels constitués sur la base de la plate-forme développée plus haut, pour toute la période de renouvellement des conventions, qui offrent une possibilité, un cadre à la lutte unie de tous les travailleurs contre la dictature du Capital. Ces Comités de lutte — qu'il ne faut pas confondre avec les « commissions de négociation », ni les « commissions élues en Assemblée avec mandat impératif » — doivent prendre en charge la préparation de la lutte, son orientation et être capables d'en faire le bilan, de tirer les leçons et l'expérience précise de ces combats. Pour nous, de tels comités d'unité d'action ne restreignant aucunement le droit de toutes les organisations présentes à développer parallèlement leurs propres tâches autonomes, y compris leur propre propagande et explications.

LCR — le 10 décembre 71





CONGO

L'article qui suit analyse la stratégie de la gauche congolaise. Nous mettrons par ailleurs en lumière la véritable nature du régime « marxiste léniniste » de Brazzaville. Que Moscou et Pékin se soient empressés de trouver là un régime progressiste anti-impérialiste ne nous étonne guère quand on connaît les motivations diplomatiques de ces régimes bureaucratiques. Mais que le PSU signe un communiqué commun avec le PCT et qu'il accepte à son congrès de Lille un message d'un régime de répression, voilà qui est plus troublant. La mystification de Brazzaville doit être définitivement démontée. La répression atroce qui s'est abattue sur les militants de la gauche congolaise oblige les anciens partisans du régime à prendre une position claire. Dans le cas contraire, ce qui pouvait être interprété comme de l'ignorance apparaîtra comme de l'opportunisme complice.

Les débats sur la révolution africaine n'en sont qu'à leurs débuts. Le retard historique de l'avant-garde africaine accentue la confusion. Le chaos engendré par la juxtaposition d'une société pré-coloniale en transformation et du mode de production capitaliste, importé par la force, une décolonisation contrôlée par l'impérialisme, le lent développement d'un prolétariat moderne néces-

sitent une recherche extrêmement précise. L'attitude de certains courants politiques consiste à entrevoir le développement de l'avant-garde africaine avec les mêmes repères et les mêmes critères que pour le cas européen. En fait le caractère fondamentalement spécifique du processus révolutionnaire en Afrique consiste dans l'apparition et le développement de l'avant-garde. Le mouvement nationaliste ayant été soit récupéré, soit écrasé, il n'existe plus de cadre organisationnel même minimum, facilitant une rupture avec la pensée nationaliste. La période des indépendances a montré les pièges et les obstacles que l'impérialisme a pu trop facilement disposer au travers du chemin des révolutionnaires africains. Une extrême confusion subsiste encore dans les rangs des révolutionnaires. L'arrachage à l'idéologie nationaliste se fait plus difficilement et les notions de front national et d'unité du peuple gardent une vigueur étonnante après leurs échecs historiques ailleurs dans le monde. Le développement de l'avant-garde africaine doit être compris comme la combinaison de deux facteurs :

- un cheminement empirique
- l'absorption inégale des acquis du mouvement ouvrier international.

La manière dont les militants perçoivent leur place dans le mouvement révolutionnaire international permet plus ou moins de brûler des étapes et d'étayer l'action révolutionnaire par un réel acquis théorique. Ainsi Amílcar Cabral puisa dans l'expérience cubaine et comprit la finalité socialiste de son combat ; d'un autre côté, le FROLINA tchadien reste très confus sur le contenu de sa lutte anti-impérialiste.

Le cas que nous allons étudier relève de cette problématique. La gauche du PCT (1) a voulu combiner les acquis du léninisme à ce qu'elle croyait être « la réalité congolaise ». Cette stratégie ultra empirique l'a menée à sa perte. Faudra-t-il d'autres échecs de ce genre pour que disparaissent à jamais les illusions sur l'unité nationale face à l'impérialisme ?

LE CONGO DE 1957 à 1963

En Afrique encore moins qu'ailleurs, une situation politique ne peut être appréhendée sans référence à la situation dans l'ensemble de la région et même la situation internationale. La « réalité » des nations africaines et la domination continentale de l'impérialisme rendent caduques les analyses nationalistes qui réduisent leurs préoccupations au simple territoire national. Le combat des révolutionnaires africains n'a de sens que s'il refuse les cadres nationaux érigés et imposés par l'impérialisme. La fusion des combats à travers le continent est une nécessité chaque jour plus importante. De la même manière les explications que l'on cherche pour tel ou tel phénomène local ne se trouvent que dans l'histoire de la domination impérialiste. Les fameuses particularités nationales ne sont

que « le produit final et le plus général de l'inégalité du développement historique ». Elles sont « la cristallisation des inégalités de formation ». Les traits spécifiques de l'économie nationale « constituent, à un degré croissant, les éléments d'une plus haute unité qui s'appelle l'économie mondiale ». Ils ne sont pas un « supplément aux traits généraux » du capitalisme mais « forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale » (2).

Les événements des quinze dernières années au Congo sont marqués par des facteurs directement issus de la domination coloniale. Brazzaville, capitale du Congo, fut aussi la capitale de l'AEF. A ce titre elle regroupait une grande part de l'administration coloniale européenne. Mais on sait aussi que pour des raisons de fonctionne-

un coup à l'indonésienne

ment, cette administration se dota d'une couche de fonctionnaires autochtones peu rémunérés, d'autant plus importante que s'accélérait le pillage du continent et qu'augmentait la nécessité d'encadrer la population. Ainsi à Brazzaville, la petite bourgeoisie bureaucratique connut une rapide expansion. A travers le continent cette couche sociale, après avoir constitué les premiers courants nationalistes (RDA, NCNC...), devint le meilleur support de l'impérialisme et constitua les actuelles équipes dirigeantes fantoches.

En 1971 on comptait près de 20 000 fonctionnaires sur une population de 900 000 habitants. Mais la conséquence de cette position de capitale de l'AEF a été le développement volontaire par l'impérialisme de l'infrastructure scolaire nécessaire à la reproduction des petits fonctionnaires. Le Congo connaît donc à partir de 1968 une scolarisation de 95 % de la jeunesse. Ce taux est de très loin le plus élevé du continent africain. Le corollaire en est le rôle de la jeunesse dans ce pays — jeunesse qui par sa formation mais aussi par le chômage intellectuel et par la crise des débouchés est une couche perpétuellement effervescente et qui s'est trouvée au centre des événements de ces dix dernières années.

En tant que centre de l'AEF, mais aussi grâce au port de Pointe Noire et au fleuve Congo, ce pays connaît une classe ouvrière importante et un taux d'urbanisation élevé (35 % de la population dans des villes de plus de 10 000 habitants). En 1958, 50 % des travailleurs se trouvent dans la filiale locale de la CFTC et 25 à 30 % à la CGT. La paysannerie constitue bien entendu la grande majorité de la population. De nombreuses différenciations la traversent en fonction de la propriété ou non de la terre, mais aussi en fonction de la culture réalisée qui est en Afrique un facteur important de diversification de la paysannerie. Les exploitations traditionnelles sont estimées à 500 000 ha en comprenant les zones de jachère (ce qui équivaut à 0,6 ha par habitant, citadins compris). Le problème de la disponibilité de la terre ne se pose donc pas dans ce pays sous peuplé. Cependant la faiblesse des cultures vivrières (100 000 ha) par rapport aux zones de cultures indus-

trielles montre que le sort des paysans congolais n'est pas différent de celui des autres paysans africains. Les cultures intensives imposées par l'impérialisme et produites pour l'exportation déterminent une grande partie de l'économie nationale. Les principales cultures industrielles sont le palmier à huile, le cacao, le café, le tabac, l'arachide, le coton, la canne à sucre et elles représentaient en 1967 pour la partie commercialisée une valeur de seulement 650 millions de francs CFA (3), ce qui bien entendu créa de fortes difficultés financières au gouvernement. Enfin, la production forestière constitue une des plus grandes richesses du pays avec 20 millions d'hectares exploitables. Aujourd'hui, environ 135 exploita-



tions totalisent 800 000 m3 de production avec 13 entreprises en produisant à elles seules 52 %. La production du Congo est donc sans équivoque une production tournée vers l'extérieur. Aucune différenciation des cultures depuis 10 ans n'a réussi à atténuer la dépendance de cette économie du marché impérialiste. Les cours mondiaux des cultures ont imposé à l'Etat congolais une politique financière catastrophique que la nature du régime a accentuée. La décolonisation du Congo s'opéra comme ailleurs dans le continent à partir du jour où l'impérialisme disposa d'une couche sociale et d'une équipe politique à sa solde capable de gérer les intérêts capitalistes.

En 1956 après que la loi cadre Defferre ait balkanisé l'AOF et l'AEF apparaît l'abbé Youlou sur la scène politique congolaise déjà bien occupée par Opangault (SFIO) et Tchikaya. Youlou est pratiquement inconnu, mais à l'inverse d'Opangault, il ne cherche pas à sauvegarder l'unité de l'AEF, ce qui bien entendu va dans le sens de la politique de la France. Il fonde un nouveau parti, l'Union Démocratique de Défense des Intérêts Africains (1) et remporte les

municipalités de Brazzaville et de Pointe Noire. Youlou exploite à fond, de par sa vocation, le mouvement matsouiste (du nom d'André Matsoua, devenu héros mythique après son assassinat par les colons en 1942) (4). En 1958, Youlou est premier ministre dans un gouvernement présidé par Opangault et qui appelle à voter oui au référendum gaulliste. Après un tripatouillage en coulisse, l'UDDIA de l'abbé-politicien obtient la majorité à l'Assemblée, ce qui lui donne le droit de former un nouveau gouvernement. Mais le fait que Youlou soit un notable parmi d'autres, qu'il ne fasse pas l'unanimité des politiciens rendra impossible la construction d'un appareil d'Etat. Le clan Youlou se contentera de dissimuler les véritables gestionnaires, les Français. Le régime sera marqué par deux traits :

- le tribalisme, à savoir une politique centrée sur l'ethnie Lari, dont Youlou est originaire, et qui est majoritaire à Brazza.
- l'anti-communisme et surtout l'anti-lumumbisme qui trouvera appui dans la personne de Kasavubu du Congo Kinshasa qui appartient à la même grande famille ethnique (Bakongo). Enfin le régime de l'abbé

ne dispose d'aucune politique économique. Dans ce pays fortement urbanisé et scolarisé les deux forces qui vont contester ce premier gouvernement néocolonial sont les syndicats et les organisations de jeunes qui de leur côté dénonceront l'indépendance factice et le néocolonialisme. En 1963 est organisée à Brazzaville la conférence de l'OCAM qui remplissait aussi une fonction de prestige pour le gouvernement. Pour ce faire, tout le grand luxe avait été déployé et les Houphouët Boigny et Senghor purent festoyer dans le grand appareil. Une seule note discordante marqua ces festivités et sans doute augura de l'avenir : Sékou Touré à la tribune fit un violent discours anti Youliste, dénonçant ce luxe alors que le peuple vivait dans la misère. Le prestige de Sékou Touré en Afrique était tel à cette époque que ce fut là un coup très dur pour le régime. En août de la même année, le gouvernement fit emprisonner des dirigeants du syndicat chrétien qui avaient dénoncé certains ministres pour corruption. Cette mesure va mettre le feu aux poudres et Youlou sera renversé par une mobilisation populaire.

LES «TROIS GLORIEUSES» ET LE REGIME MASSEMBA DEBAT

Le 13, 14 et 15 août 1963, donc, une révolte populaire éclate. Plus ou moins organisés par les syndicats, plus ou moins spontanément mobilisés, des ouvriers, des chômeurs, des lycéens descendent dans la rue.

Le mouvement prend une telle ampleur que le régime sombre et que chacun essaye de s'en tirer le mieux possible. Youlou fait appel à de Gaulle, mais celui-ci préfère ne pas relancer un régime qui de toute manière organise trop mal la domination néocoloniale. De plus la force de la mobilisation populaire laisse prévoir qu'une intervention de l'armée française provoquerait une guerre civile prolongée. L'armée et l'administration sont décomposées. Face à cela, les directions syndicales, seules directions oppositionnelles existantes ne posent pas le problème du pouvoir et alors que le terrain est libre, on va chercher un individu qui n'a pas participé au mouvement mais qui apparaît comme un homme intègre puisqu'il démissionna en 62 du gouvernement. Cet homme est Massemba Débat. Il faut enfin ajouter que de toute manière à aucun moment il ne fut question de marxisme-léninisme et de socialisme scientifique. Les « trois glorieuses » (ce sera le nom donné par les congolais à cette mobilisation victorieuse) représentent une mobilisation de masse contre le caractère répressif du régime, contre la corruption et les scandales qui entourent le personnage de Youlou. Tout au plus peut-on dire que dans la jeunesse des mots d'ordre nationalistes donnaient un caractère un peu plus politisé au mouvement. Le verbiage socialiste qui apparaîtra dans la presse et les discours officiels quelques semaines plus tard ne cor-

respondait aucunement à une participation des masses au pouvoir.

Deux choses doivent être maintenant analysées pour comprendre la suite des événements. D'un côté les forces politiques qui vont naître des trois journées d'août et de l'autre, les options politico-économiques du nouveau régime.

a) La révolte des jeunes, alimentée par la crise des débouchés, est au centre des événements d'août. Auparavant existaient au Congo 30 à 40 associations de jeunesse essentiellement de nature confessionnelle (catholique, matsouiste). Durant la mobilisation d'août ces groupes trouvent un terrain d'unification dans la lutte contre le népotisme et l'impérialisme. L'Union de la Jeunesse Congolaise et les étudiants radicaliseront cette fusion. Enfin des étudiants venant de l'étranger (Ndalla, Noumazalay) apportent la découverte du marxisme et la connaissance des combats révolutionnaires dans le monde (en particulier Cuba). Au cours des « 3 glorieuses » s'est donc constitué un mouvement unique de la jeunesse congolaise (JMNR), regroupant diverses associations et organisations étudiantes. Ce mouvement est un mouvement de masse, sa ligne politique est extrêmement floue, conséquence de son hétérogénéité. L'expression armée des JMNR (5) sera la « défense civile ». Le régime Massemba Débat extrêmement faible du fait de l'absence d'un appareil d'Etat stable devra composer avec ce mouvement. Les perspectives des JMNR sont peu claires mais sa structuration paramilitaire leur donne une cohésion assez rare dans ce pays où les forces ont été traditionnellement faibles. La défense civile occupa donc la rue et les campagnes. Des

jeunes en armes cadrillent le pays, faisant de ci de là la pluie et le beau temps avec d'ailleurs plus ou moins de bonheur.

Enfin, issu lui aussi des journées d'août, le MNR (6) était un regroupement de notables, sans grande réalité, sauf sur le papier, du moins jusqu'en 65. Ce MNR contenait tous les stigmates de l'ancien régime et il n'aura d'autre préoccupation que de faire rentrer la jeunesse dans les rangs, de rebâtir un Etat fort permettant la stabilisation de la couche sociale qu'il représente : la petite bourgeoisie bureaucratique.

b) Le régime va s'atteler à deux tâches : **reconstruire l'appareil d'Etat et produire une pseudo planification économique afin de juguler les tendances « naturelles » de l'économie congolaise.** Ces tendances sont essentiellement la paupérisation dans les campagnes et l'attraction économique des centres urbains. « Le main d'œuvre a tendance à quitter les exploitations agricoles au cours des dernières années. Pour renverser cette tendance, le plan quinquennal de développement 64-68 prévoyait un aménagement rural extensif fondé sur la création de coopératives » (Etudes générales sur les économies africaines, FMI, 1968). Il est clair que par là, le nouveau régime entendait aussi régler un problème politique : décongestionner les centres urbains ; reprendre en main les campagnes ; limiter le plus possible l'essor des villes génératrices d'agitation. Enfin comme dans bien d'autres endroits en Afrique, la réalisation d'un secteur commercial d'Etat, devant permettre la nationalisation immédiate du commerce des produits agricoles d'exportation et la fin de la « traite ». La nationalisation de ce secteur de l'économie se heurte rarement à l'hostilité de l'impérialisme dans la mesure où les entreprises privées auxquelles elle se substitue sont traditionnellement en perte de vitesse, images de l'économie coloniale classique. De plus la régression de certaines cultures entraînait le désintérêt des capitalistes pour les entreprises de commercialisation correspondantes. Par exemple, les besoins mondiaux en huile de palme ont diminué progressivement à la fin des années 50, ce qui entraîna pour le Congo une baisse de ces exportations (3 900 tonnes en 62 — 460 tonnes en 67). En fait la nationalisation du commerce d'exportation devient la base essentielle d'accumulation de la petite bourgeoisie bureaucratique qui est au pouvoir.

Voilà pourquoi il est faux de ne donner que des raisons économiques aux faillites des entreprises d'Etat (détérioration des termes de l'échange, etc...). En avril 64 est créé l'Office National de Commercialisation des Produits Agricoles (ONCPA). En 1967 les dettes à cours terme étaient de 300 millions de francs CFA. En 68 un prêt de 20 millions de francs CFA fut accordé pour l'envoi d'une mission d'assistance technique composée de deux experts du BDPA (entreprise dirigée par Barberot, membre du SDECE I). Rien n'y fera et l'office continuera à être un gouffre financier. Il est donc clair que se pose le pro-

blème de la gestion démocratique du secteur nationalisé. Il faut donc aborder la nature de classe de l'Etat. Pas plus au Congo qu'au Ghana de N'Krumah ou en Guinée il ne suffit de nationaliser le commerce extérieur pour réaliser le socialisme. La période de transition dans une économie africaine nécessite le transfert du surproduit agricole au secteur national, mais ce transfert si on ne veut pas engraisser une bureaucratie d'Etat doit être l'ouvrage d'un Etat ouvrier démocratique. Dans le cas contraire, le contrôle du surproduit social par l'Etat permet à ses composantes petites bourgeoises d'accumuler et de se développer en tant que bourgeoisie bureaucratique. Le régime Massemba Débat ne pouvait faire exception à cette règle.

Bien entendu le pouvoir se réclama du « socialisme ». C'était là une réponse démagogique à la direction des JMNR qui appelait à la réalisation de la révolution. **Jamais cependant les investissements étrangers ne furent menacés.** Il faudra attendre 67 pour voir la nationalisation de la distribution des eaux et enfin l'orthodoxie financière subsista. Mis en place par un soulèvement populaire le régime vécut une contradiction permanente avec d'un côté la bureaucratie administrative inchangée depuis l'indépendance et les éléments radicaux liés aux JMNR. Massemba Débat trouva cependant un palliatif à cela en faisant des appels répétés contre les dangers de l'extérieur. Ces mobilisations et ces parades étaient sources de cohésion.

Mais en 1966 la désillusion populaire va s'accroître. Le régime commence à reprendre en main les campagnes. Le MNR se renforce et tente de ranger les JMNR derrière lui en tant qu'organisation jeune. Le niveau de vie baisse régulièrement, la répression prend de l'ampleur, la corruption et la politique tribaliste engraisent les bureaucrates. Cette désillusion populaire rejaillira d'ailleurs aussi sur les JMNR qui malgré tout apparaissent comme une aile du pouvoir. De plus, depuis 64-65 la direction ne contrôle plus toutes ses troupes et des exécutions ou des ramassages abusifs d'impôts se font au nom de la « révolution ».

En août 67 le MNR intervient dans les élections pour casser certains élus et entreprend une vaste campagne contre les JMNR. Au congrès de ces dernières, après le voyage de M.Débat à Paris, les orateurs se succèdent pour dénoncer le virage à droite du régime. Du côté des usines, le mouvement syndical unifié depuis 1964 au sein de la CSC (7) réclame des nationalisations. A cette heure, on parle de « socialisme bantou », de retour à la « société traditionnelle ». Le gouvernement met les ambassades communistes en garde quant à leur diffusion de littérature marxiste. On interdit tout affichage de portraits autres que celui du chef de l'Etat !

En janvier 68 Massemba Débat révoque le premier ministre, Noumazalaye, représentant de l'aile gauche chez les étudiants, alors que ceux qui sont au pays acceptent de taire encore certaines divergences avec le

pouvoir, l'AEC (8) en France dénonce très violemment depuis 65 le virage à droite.

Cette nouvelle génération va dans les mois qui viennent jouer un rôle important.

L'armée de son côté n'a pas évolué depuis l'indépendance. Ses cadres ont fait l'Indochine et l'Algérie. En janvier 66 une de ses fractions tente un coup de force sans doute pour briser définitivement sa concurrente : la défense civile. Dans cette tentative infructueuse on trouve... Ngouabi le grand « marxiste léniniste » d'aujourd'hui ! Diverses escarmouches vont se poursuivre entre l'aile droite et la gauche : le MNR va par exemple imposer à la tête des JMNR A. Hombessa malgré des élections d'un congrès.

Au sein des JMNR, l'UGEEC (9) partie la plus radicale pousse à la rupture définitive. En juillet 68, période de soudure pour les paysans, période de vacances pour les scolaires, des jeunes venus de France distribuent les thèses de l'AEC au congrès de l'UGEEC. Ces thèses, produites par une organisation extérieure donc, moins compromise avec le régime, vont connaître un grand écho et accélérer la rupture définitive entre les JMNR et le régime. A nouveau dans l'histoire du Congo la jeunesse s'apprête à jouer un grand rôle. Enfin en coulisse des officiers de l'armée, des intellectuels et une partie de la défense civile (Matoupa Polo, Bangou, Ikoko) établissent un consensus pour mettre fin au régime de M.Débat. **Le coup d'Etat qui en résulte est donc dirigé par un groupe d'une extrême hétérogénéité.** Est aussitôt créé un Conseil National de la Révolution où on dose les différentes ethnies pour éviter de futurs conflits. Dans ce conseil se trouve aussi bien l'extrême gauche que l'extrême droite avec par exemple Mouza Bakani.

Les étudiants (UGEEC et AEC) reconnaissent le bien fondé du putsch puisqu'il met fin à la répression et rétablit les libertés individuelles. En novembre 68 des militants étudiants arrivent en France pour s'insérer dans le CNR. Le régime ne lésine pas sur la promotion. Missamou devient en quelques semaines secrétaire général de la CSC ; Lekoundzou devient de son côté et aussi vite membre du présidium du CNR. Mais certains d'entre eux ne resteront pas et reprendront vite leur autonomie. Lekoundzou restera et deviendra ministre de l'industrie.

Le CNR regroupe donc trois tendances elles-mêmes fortement hétérogènes :

- des officiers (Ngouabi, Raoul)
- des intellectuels (Noumazalaye)
- la défense civile.

Le programme est très imprécis. On parle de « réajustement » du cours de la « révolution » (?). A aucun moment n'est précisé qu'elles étaient les erreurs précédentes puisque, de toute manière, chacun en a une idée différente. Le dénominateur commun à tous ces éléments reste en fait la lutte contre la politique tribaliste et policière de M. Débat. Rien n'est dit à propos de la politique de plus en plus proimpérialiste entre 66 et 68. Enfin et surtout les masses

ne participent aucunement au putsch du 31 juillet et à ses suites.

Durant l'été 69 divers remaniements auront lieu dans le CNR et seront décidés par le sommet, la défense civile est dissoute et des éléments s'intègrent au pouvoir. Ces décisions arrivent après un printemps agité : grèves ouvrières, luttes lycéennes.

En août les JMNR qui tiennent leur congrès se démarquent nettement du pouvoir tant politiquement qu'organisationnellement. Le pouvoir décide alors de les dissoudre et de les remplacer par l'UJSC liée au régime et qui ne regroupera que la moitié de l'ancienne organisation. Toutes ces mesures prouvent qu'au sein de la coalition l'aile droite dispose d'un rapport de force favorable.

Mais le mauvais coup perpétré contre les JMNR ne réussira pas pour l'un de ses sous-ensembles : l'UGECC. Celle-ci proclame son autonomie et la nécessité d'une lutte radicale contre l'impérialisme français (10). (La banderole placée en travers du local de congrès dénonçant l'impérialisme français fut retirée par le pouvoir). En octobre 69 le bureau confédéral de la CSC est dissout, alors qu'à son 3^{ème} congrès la centrale syndicale appelait à la défense des intérêts propres des travailleurs, pour la garantie de l'emploi, contre le racisme, contre les patrons français.

C'est alors qu'en décembre 69, brutalement, sans préavis est né le « Parti Congolais du Travail » proclamé comme avant-garde prolétarienne marxiste léniniste avec, à l'appui, drapeau rouge et Internationale. A la radio on se met à dénoncer « l'opportunisme, le carriérisme, le tribalisme » ; on met en garde contre les écueils de droite et de gauche. Peu à peu d'ailleurs les attaques seront plus violentes contre le gauchisme et l'impitance petite bourgeoise.

En fait tout cela traduisait l'inquiétude du pouvoir devant les mouvements populaires revendicatifs durs et traduisait aussi le compromis passé entre l'aile droite et l'aile gauche. Cela n'empêchera pourtant pas une grève générale des élèves contre la sélection en mars 70. En 1971, quelques mois après la nationalisation de la grande plantation de canne à sucre de Jacob, les ouvriers déclenchent des grèves contre des conditions de travail qu'ils jugent sans changement malgré leur nouveau statut de « propriétaires ». En mars à Pointe Noire éclate une grande grève des dockers. C'est l'armée qui est chargée de la répression. Ndalla, premier secrétaire du PCT appelle les travailleurs à prendre patience et à se ranger derrière le parti pour le « socialisme libérateur » (!). En octobre les grèves continuent et une manifestation lycéenne se solde par des blessés et au moins un mort.

Tous ces mouvements attestent la vigueur du mouvement ouvrier congolais et de la jeunesse congolaise malgré la démagogie du pouvoir. Ces événements montrent également que la fameuse aile gauche du PCT cautionne la répression engagée par l'armée.

Le régime Ngouabi apparaît donc clairement comme objectivement pro-impérialiste (11). Ce n'est pas la « bonne volonté » objective des militants de la gauche qui

changea la nature du pouvoir. Il nous reste à analyser les motivations politiques de ces militants taxés parfois à tort de « guévaristes ».

LA GAUCHE : UNE LIGNE POLITIQUE REFORMISTE

En fait il ne faut pas considérer le putsch du 31 juillet comme un changement qualitatif. Nous avons vu que M. Débat s'était donné pour tâche la reconstruction de l'appareil d'Etat et l'unification du Congo. C'est son échec partiel qui oblige Ngouabi à l'éliminer. La politique répressive du régime de 63 ne faisait que développer le mouvement antiautoritaire dans la classe ouvrière et la jeunesse. La gauche ne peut présenter un changement qualitatif du pouvoir. Au contraire en juillet 68 elle passe d'une alliance de fait à une alliance institutionnalisée. La gauche a eu une politique éminemment réformiste et a voulu transformer le pouvoir de l'intérieur. Quelles sont les justifications que ces militants, aujourd'hui violemment réprimés donnent de leur attitude ? Il est bon de les détailler car ce type de débat existe un peu partout en Afrique. Pour eux, tout se conçoit à partir des spécificités congolaises et la stratégie qui en découle n'a jamais été ouvertement expliquée aux masses (afin de ménager les autres éléments du PCT). En privé donc, leur pensée politique se résume à ceci :

- l'impérialisme français est extrêmement puissant

- Nous sommes encerclés par des pays hostiles (référence à Cuba)

- Notre économie est extrêmement faible et nous survivons pas à un blocus.

Par conséquent toute précipitation serait catastrophique. Il convient, aujourd'hui, de ne pas attaquer l'impérialisme frontalement. Il faut seulement se préparer à la bataille et pour cela :

- « assainir » l'économie

- développer le secteur d'Etat (12)

- ne pas effaroucher les investisseurs étrangers

- appeler à la production, à la discipline pour bâtir une économie forte

- parallèlement « mener une lutte idéologique » intense, éduquer les masses dans l'esprit (?) de la Révolution Socialiste

Mais la droite attendait ce geste et l'avait même préparé avec l'impérialisme. Le matin des heurts, l'ambassadeur de France se trouvait chez le chef de l'armée, Yhombi. Apprenant des arrestations de militants, des éléments de l'armée prirent la radio et le camps de Maya Maya, mais le gros de la troupe et surtout les blindés mirent fin rapidement au soulèvement.

Près de 2000 arrestations furent réalisées parmi lesquelles celles de Mandélé, Matoumpa-Polo, Matessa, Ndalla, Noumazalaye, Diawara qui furent emprisonnés, torturés voire exécutés sommairement. Une cour militaire à huis clos se constitua pour en finir avec ces « brebis galeuses ».

Ngouabi préparait ainsi sa visite à Paris en tant que représentant de l'UDEAC (13) et la visite de Mac Namara à Brazzaville. La droite achève ainsi la liquidation du courant radical issu de la jeunesse radicalisée du début des années 60. Il lui aura fallu 11 ans. Ceci prouve l'instabilité du rapport de force pendant cette période. Pourtant en 11 ans l'expérience de la gauche congolaise se termine dans le sang. Le pouvoir fut extrêmement vulnérable, les mobilisations ouvrières et étudiantes se multipliaient mais à aucun moment on essaya de changer réellement le cours de l'histoire.

- épurer le PCT des éléments réactionnaires

- prendre progressivement le contrôle de l'armée en développant la conscience politique des troupes.

Cette stratégie réformiste et gradualiste ne pouvait mener qu'à la même défaite sanglante qu'en Indonésie et au Soudan. Ngouabi a repris le flambeau de M. Débat dans le sens de la normalisation. Il a étouffé petit à petit la gauche. Celle-ci se sentant au bord du précipice, a voulu se dégager par un putsch, geste de désespoir politique.

REVOLUTION PAR ETAPE OU REVOLUTION PERMANENTE

La stratégie de la gauche congolaise a été largement éprouvée ailleurs dans le monde. Ressemblant étrangement à la théorie stalinienne de la révolution par étapes, et ne dépassant pas le cadre de pensée du nationalisme, cette stratégie est le fruit d'une incompréhension de ce qu'est l'impérialisme, du rapport avant-garde-masses et aussi et surtout du but à atteindre : le socialisme !

Espérer que les masses se politiseraient

alors qu'on freinait leur mobilisation c'est ne pas savoir que les travailleurs s'éduquent dans et par les luttes. L'anti-impérialisme ne naît pas spontanément dans les masses. A partir de la révolte quotidienne contre le patron, les militants révolutionnaires doivent faire progresser le mouvement. La politique de la gauche menait donc à une impasse. Même chose pour le travail dans l'armée. En refusant la contestation de la hiérarchie et des privilèges financiers on ne pouvait apparaître comme un pôle crédible.

Faute de porter le combat dans les masses, la gauche a été amenée à cautionner le train-train néo-colonial quitte à protester de l'intérieur contre tel ou tel scandale. Enfin, elle dut se taire alors que Ngouabi faisait incarcérer les réfugiés camerounais en vue d'une expulsion sur demande de l'OUA (14) ; ce qui représentait une attaque directe contre l'UPC (15). Et c'est là que se découvre la grande erreur de ces militants. Accepter la répression contre l'UPC admise jusqu'ici au Congo, c'est ne pas comprendre dans quel cadre se situe son propre combat. D'un côté, on explique l'isolement du Congo et ses faiblesses pour justifier son propre attentisme, de l'autre on se coupe de la seule possibilité de briser cet isolement. Il est bien évident que quelques centaines de militants à Brazzaville et à Pointe Noire ne recommenceront pas tranquillement l'expérience cubaine. Mais c'est la fusion de tous les combats révolutionnaires de cette région de l'Afrique qui permettra à l'avant-garde de construire le parti révolutionnaire qui lui a manqué cruellement au cours de ces onze ans. C'est un front uni des organisations combattantes de toute la zone qui permettra de disperser l'impérialisme et de mener une lutte armée prolongée absolument inévitables. Il fallait donc au Congo proclamer son appui inconditionnel à l'UPC, au MPLA d'Angola, aux étudiants de Kinshasa, il fallait abandonner l'illusion d'une transformation interne du régime. Toute lutte révolutionnaire en Afrique pose ce problème de l'unification des combats sans laquelle le cadre national étrié se rejait sur la propre conscience politique des militants et aboutit à la paralysie.

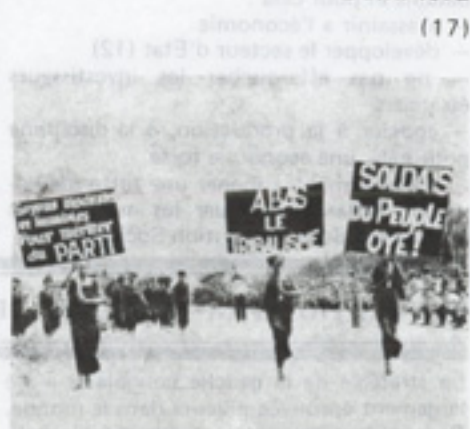
En ne rangeant pas son propre combat au côté de celui des révolutionnaires camerounais, la gauche du PCT a montré qu'elle était plus réformiste que « marxiste-léniniste ». Elle a fait preuve d'une vision politique étreinte et nationaliste. Au Congo comme ailleurs en Afrique, élever sa pensée politique au-dessus des frontières créées par l'impérialisme, est un préalable pour une victoire. La meilleure preuve en est la lettre ouverte à Ngouabi que les militants de l'UPC ont distribuée au Congo pour protester contre les arrestations et les tortures. Ce geste éminemment correct a eu un impact important dans la population et a peut-être sauvé quelques têtes. Mais à la différence de Diawara et Noumazalaye, l'UPC n'a pas craint de fustiger le soi-disant socialisme du régime, ce qui l'a rendue plus crédible aux yeux des masses.

Le régime congolais qu'il soit dirigé par Ngouabi ou par un autre va s'orienter de plus en plus vers la droite. On expliquait dernièrement à Brazzaville, à qui voulait l'entendre, que les pays socialistes avaient déçu ! Il est probable par ailleurs que les libertés de manœuvres des organisations combattantes disposant de camps d'entraînement au Congo vont se réduire et les conséquences s'en feront sentir jusqu'en

Angola. De toute manière la combativité des ouvriers et des étudiants n'est que partiellement entamée. Un débat s'impose parmi cette nouvelle génération de la jeunesse congolaise pour entreprendre la construction de l'organisation d'avant-garde indépendante. Il lui faudra faire pour cela le bilan de onze années durant lesquelles fut gâchée une énergie militante fantastique. La jeunesse congolaise est l'une des plus politisées du continent ; l'avant-garde qui en naîtra devra réaliser la fusion de ses luttes avec la lutte des travailleurs. Cette avant-garde, en proclamant bien haut ses buts révolutionnaires, rompra définitivement avec la stratégie de l'unité nationale contre l'impérialisme. Encore une fois, Ngouabi après Hussein en Jordanie vient de montrer aux tenants de cette théorie que l'impérialisme n'est pas un facteur d'homogénéisation de la « nation ». Au contraire la lutte contre l'impérialisme exacerbe la lutte de classe dans le pays. La lutte anti-impérialiste est une lutte anti-capitaliste et elle impose un combat simultané contre toutes les classes exploiteuses nationales.

Nous conclurons par cette citation du l'UPC : « L'évolution contre-révolutionnaire en Guinée ou l'impasse du prétendu marxisme-léninisme du groupe Ngouabi ne sont pas nécessairement le fait des « trahisons » subjectives, mais témoignent avant tout, dans les conditions de nos pays, du caractère inéluctable de la transformation du pouvoir de la petite-bourgeoisie en pouvoir de la bourgeoisie bureaucratique à partir du moment où, dans le processus révolutionnaire démocratique (engagé au nom des masses populaires avec ou sans leur participation directe) il y a étouffement ou domestication de la classe ouvrière et stratégie strictement nationaliste de « construction du socialisme ». (16).

2 avril 1972



Ces trois mots d'ordre illustrent le rapport entre le parti et les masses : « Soyez humbles, ne demandez pas trop ! ».

Notes

- (1) Parti Congolais du Travail
- (2) Citations in « Révolution Permanente ».
- (3) 1 fr CFA : 0,02 frs français
- (4) Phénomène analogue au kibongisme du Zaïre. Les désillusions au sein de la jeunesse après le pourrissement du régime Ngouabi entraînent une remontée du matsouisme.
- (5) Les Jeunesses du Mouvement National Révolutionnaire
- (6) Mouvement National Révolutionnaire
- (7) Confédération Syndicale Congolaise
- (8) Association des Étudiants Congolais, organisation des étudiants résidant à l'étranger
- (9) Union Générale des Étudiants et Élèves Congolais
- (10) L'UGEE écrivait encore le 26.3.71 « Camarades, travailleurs malgré vents et marées prenez vos responsabilités afin d'accomplir vos tâches historiques et exiger votre part » (souligné par nous).
- (11) « Ainsi une économie nationale indépendante est une économie essentiellement nationale, libérée de l'emprise impérialiste, l'économie nationale indépendante est la réponse à l'impérialisme à cette étape de la lutte où nous posons les prémisses de l'économie socialiste et où nous n'avons pas encore libéré notre économie » in Etumba No 176, journal du PCT contrôlé par la gauche.
- (12) Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale. Regroupement économique chapeauté par l'impérialisme avec le Gabon, la République Centra Africaine, le Cameroun, le Congo et le Tchad.
- (13) Organisation de l'Unité Africaine
- (14) Union des Populations du Cameroun
- (15) In « Résistance » Octobre 71
- (16) Il est probable que contre les mobilisations populaires, Ngouabi tentera de rallier les anciens comme M.Débat. Cette nouvelle union fera long feu, d'autant plus que d'autres militaires attendent le moment propice pour lui régler son compte et tenter à nouveau de stabiliser un Congo néo-colonial.

(17) L'UGEE écrivait encore le 26.3.71 « Camarades, travailleurs malgré vents et marées prenez vos responsabilités afin d'accomplir vos tâches historiques et exiger votre part » (souligné par nous).

Tout ce mouvement attestait la vigueur du mouvement ouvrier congolais et de la jeunesse congolaise malgré la démolition du pouvoir. Ces révoltes montent régulièrement et la gauche du PCT continue la répression engagée par l'...

illich: l'école en procès

Les enseignants ont longtemps travaillé avec l'idée qu'ils exerçaient un véritable sacerdoce dans une institution fondamentalement progressiste, l'école libératrice, au dessus des classes. Cette idéologie, si elle n'est pas morte, si même elle réapparaît sous un déguisement différent en liaison avec le néo-scientisme contemporain, est cependant profondément ébranlée.

Ce qui tend aujourd'hui à l'emporter, c'est le malaise et la crise : le malaise qui atteint les enseignants et les élèves, la crise qui mine l'institution. Les marxistes révolutionnaires ont pour tâche, en ce domaine, de mettre au point une analyse théoriquement fondée de la crise, et d'offrir des perspectives en liaison avec leur stratégie et leurs objectifs fondamentaux.

Une question doit être d'abord tranchée : A QUOI SERT AUJOURD'HUI L'ÉCOLE ?

La critique radicale s'est exprimée, dans l'article d'Althusser in *La Pensée* No 151, le livre de Baudelot-Establé - *L'école capitaliste en France*, Maspéro - les articles de *Politique Aujourd'hui* - septembre 71 - les études parues dans les *Temps Modernes*, le livre d'Ivan Illich - *Une société sans école*, au Seuil.

Une critique de la critique radicale, tendant à définir les positions du Parti Communiste Français sur la crise, est parue dans la *Nouvelle Critique* - janvier 72.

La bourgeoisie est évidemment très attentive à cette crise et propose ses analyses en essayant d'imposer ses solutions (voir Olivier Giscard d'Estaing - *Education et Civilisation*, pour une révolution libérale de l'enseignement, Fayard -).

Il est nécessaire pour éviter les amalgames faciles au nom des convergences objectives, de rendre compte des principales prises de position concernant l'école. Et d'abord celle qui se présente comme la plus radicale, et prétend fonder une stratégie : la prise de position d'Ivan Illich.

Ivan Illich est un universitaire américain qui a quitté l'enseignement officiel pour se consacrer à « l'éducation libératrice » à partir du Centre inter-culturel de documentation qu'il a fondé à Chermavaca au Mexique. Le journal « *Le Monde* » (26 novembre 71) l'a salué en ces termes : « Ivan Illich est un de ces êtres d'exception dont la pensée ébranle... C'est un philosophe qui entraîne le lecteur dans un processus de libération, voire de subversion ». La revue « *L'Education* » (No 125, janvier 72) lui a consacré un article et une interview. Pierre Emmanuel conseille aux enseignants de lire avec la plus grande attention, même si cette lecture les irrite, les textes d'Ivan Illich. Ivan Illich avait déjà publié un livre au Seuil : « *Libérer l'avenir* », où il dénonçait la supercherie des institutions.

LE PROCES SANS APPEL DE L'ÉCOLE ?

Pour Illich, le plus grand danger qui menace les hommes vient des institutions. Là est la source première de l'esclavage. Les institutions convergent pour devenir une seule « bureaucratie » post-industrielle, (quel que soit le système économique et social). Toutes les institutions (l'armée, l'école, la police, la sécurité sociale, les partis, les syndicats, les églises...) détruisent ce qui est le plus précieux pour l'homme : sa liber-

té, sa spontanéité, son libre arbitre, son imagination, sa créativité, son désir. Si toutes sont condamnées, la pire, c'est l'école. Elle a acquis une importance telle qu'elle définit ses propres finalités, et les impose à l'ensemble de la société. C'est une bureaucratie qui porte sa propre justification et ne vise qu'à la manipulation des êtres humains. La société est l'aboutissement et tend à devenir le reflet de l'école qui est devenue l'agent reproducteur d'une société de consommation. Bref, c'est aujourd'hui l'instance déterminante.

C'est l'instance déterminante et c'est la pire institution : elle prépare à accepter toutes les autres. Elle est la source de toutes les illusions et d'abord des illusions sur elle-même. « Prisonnier de l'idéologie scolaire, l'être humain renonce à la responsabilité de sa propre croissance et, par cette abdication, l'école le conduit à une sorte de suicide intellectuel ».

Selon Illich, les militaires ne tuent après tout que les corps. Et l'absurdité de l'institution scolaire est plus effrayante que celle de l'institution militaire parce qu'elle se manifeste de façon inexorable (tandis qu'il est possible d'éviter le désastre atomique).

C'est l'institution la plus coûteuse. Selon Illich, l'idéal de la scolarité obligatoire et égalitaire demeure irréalisable, ne serait-ce que sur le plan économique. L'exemple allégué est celui des États-Unis. Partout les budgets scolaires s'envolent démesurément, plus vite que le nombre des élèves et le Produit National Brut. La scolarité obligatoire est ainsi une absurdité économique. Et les dépenses profitent d'abord aux riches. Illich donne l'exemple du Pérou : plus de la

moitié des dépenses d'éducation, publiques et privées profitent directement à un peu moins de 1 % de la jeunesse péruvienne, alors que 50 % de ces jeunes n'obtiennent même pas au cours de leur vie 20 % des fonds destinés à l'Éducation. Ainsi, selon Illich, économiquement l'école exploite.

L'école accentue la stratification sociale. L'enfant issu d'un milieu déshérité a peu de chances de rivaliser scolairement avec celui qui vit dans un milieu plus aisé. Les pauvres sont toujours dupés lorsqu'ils croient que les enfants doivent bénéficier d'une véritable scolarité.

L'école appauvrit les pauvres : aux États-Unis, les 12 années d'école transforment les enfants déshérités en adultes invalides. En Amérique du Sud, l'absence d'école transforme les enfants en êtres à jamais arriérés (si l'école est le critère du progrès). A la pauvreté originelle s'ajoute le blâme que le laissé pour compte se décerne à lui-même. L'homme qui avance dans ses études accumule avec les certificats qui lui appartiennent de façon inaliénable le droit à des postes d'autant plus élevés qu'il s'élève dans le système scolaire. L'école fixe les structures sociales ; la grande majorité paie pour que l'on enseigne à l'école, la supériorité des élus (ceux qui gravissent les échelons scolaires) procède du mérite. Ainsi, l'école rend solide, crédible et à la limite crée la hiérarchie sociale.

L'école n'instruit pas. Le savoir de la plupart des êtres humains ne leur vient-il pas d'expériences faites en dehors de l'école ? L'école a cessé de poursuivre la quête du savoir. Elle prétend séparer le savoir en matières distinctes (les programmes), à bâtir avec ses

blocs préfabriqués et mesurer le résultat par quelque mètre étalon universel.

Ainsi l'Ecole assure la vente des « programmes » qui se présentent comme toute autre marchandise. Le « service de vente » est assuré par l'enseignant qui livre le produit fini au consommateur, en l'occurrence l'élève. L'école est devenue une véritable industrie qui transforme la matière première, l'enfant, en produit fini pour la société institutionnalisée. Elle ne transmet pas de savoir, mais éduque à la compétition, à la hiérarchie, à la consommation. L'école a ainsi une fonction essentiellement idéologique. « Elle est l'agence de publicité qui nous fait croire que nous avons besoin de la société telle qu'elle est ». Il s'agit d'initier le citoyen au mythe de l'efficacité bienveillante des bureaucraties éclairées par le savoir scientifique, au mythe du progrès éternel grâce à la transmission du savoir et au développement infini de la science, au mythe de la consommation illimitée. La nouvelle église, l'école, assure la diffusion du nouvel opium du peuple, « de la religion mondiale d'un prolétariat modernisé ».

Pour aboutir à de tels résultats, l'école crée l'enfance. S'il n'y avait pas d'âge spécifique et défini par la loi, ni de système scolaire obligatoire, « l'enfance » n'aurait plus cours.

« La sagesse institutionnelle nous dit que les enfants ont besoin de l'école. Elle nous affirme qu'ils s'y instruisent. Mais cette sagesse, d'où la tenons-nous sinon des écoles ? » L'enfance est une notion apparue au cours de l'histoire. Illich, reprenant certaines idées développées par Philippe Ariès dans « l'enfant et la vie familiale sous l'an-

cien régime » Plon 1960, établit un parallèle entre le développement du capitalisme moderne et l'apparition de l'enfance. L'enfance étant l'âge de la découverte, l'âge des inventions, il a fallu, pour réprimer ses désirs et les faire se conformer aux exigences industrielles, l'obliger à se tenir tranquille sur les bancs de l'école. Sans oublier qu'il est intéressant pour une société d'adultes qui cherche à se défendre, de maintenir les jeunes dans un état de dépendance économique. L'école coupe l'enfance et la jeunesse du travail, de la vie. C'est un milieu magique et d'un sérieux mortel.

La clé de voûte de l'école, institution damnée, ce sont les enseignants. Comme l'école leur assure la subsistance et les justifie, ils inventent leur mère (Alma Mater) pour lui faire des enfants. Ils tiennent à être considérés comme les seuls spécialistes dûment diplômés de l'éducation. L'école fait du maître tout à la fois un gardien, un prédicateur, un thérapeute. Comme gardien de l'institution, il doit guider ses élèves dans le cadre d'un rituel interminable, veiller à l'observance des règles, leur faire subir les différentes épreuves de l'initiation à l'existence. Comme prédicateur ou censeur des mœurs, il est chargé de l'endoctrinement. Comme thérapeute, il se croit autorisé à connaître et examiner la vie personnelle de chacun. Dans les rapports maîtres-élèves, n'est respecté aucune des garanties de la liberté individuelle. Le maître est l'oracle. C'est l'obstacle principal à l'éducation, cerbère gardant les enfers où n'entrent pas les vivants.

UN PROCES BOITEUX

Sans doute faut-il faire la part

du goût du paradoxe qui conduit facilement au sophisme. Il est plus important toutefois de mettre en lumière les choix philosophiques qui guident l'auteur. Ce qu'Illich met en cause, en dernière analyse, c'est la prétention de l'homme contemporain à dominer toujours davantage la nature. Il dénonce vigoureusement ce qu'il appelle l'erreur prométhéenne. « Par la ruse, Prométhée ravit aux dieux leur monopole du feu, enseigna aux hommes à s'en servir pour forger le feu, devint le dieu des technologues et finit enchaîné ». L'humanité s'est égarée en identifiant l'homme à « l'homofaber », l'homme qui fabrique.

Le développement des sciences et des techniques conduit à la catastrophe finale. L'ordinateur a remplacé la Pythie. Partout la nature devient nocive, la société inhumaine ; la vie privée est envahie, et la vocation personnelle étouffée. L'homme est devenu le jouet des savants, des ingénieurs, des planificateurs. A New-York, un enfant des rues ne touche jamais rien qui n'ait été scientifiquement conçu et vendu à quelqu'un. Les arbres qui existent encore sont ceux que le service des jardins publics a décidé de planter. la ville est ainsi condamnée comme anti-nature. Le désir immodéré de consommer et de produire, l'orgueil humain sont à la base du saccage du milieu physique, de la polarisation sociale, et de la passivité psychologique. Bref, l'homme vit dans la démesure, victime du mythe du progrès. Il succombe à la tentation de consommer des biens trompeurs mis à sa disposition par des institutions qui l'enserment dans une véritable toile d'araignée. Il importe de retrouver les vraies valeurs : la personne li-

bre, la vocation, la poésie, l'initiative, le désir, la spontanéité. « Une nouvelle élite apparaît, à laquelle appartiennent des personnes de toute classe, de revenus divers, de croyances différentes. Elle se méfie des mythes de la majorité : des utopies des scientifiques, du diabolisme idéologique et de cette attente du jour où les biens et les services seront enfin distribués de façon égale ». L'objectif est de bâtir une société où l'acte personnel retrouve une valeur plus grande que la fabrication des choses et la manipulation des êtres.

Illich considère que le monde antique avait encore une dimension humaine puisque l'homme considérait encore le monde comme une demeure précaire ; et la vie demeurerait pour lui farce et tragédie.

De même l'Université médiévale représentait une zone franche où l'on disputait des idées anciennes et où l'on pouvait en découvrir de nouvelles. C'est alors que l'Université était vraiment le lieu de la « quête intellectuelle » et de fièvres de l'esprit pour toute une communauté. Ailleurs Illich reproche à l'imprimerie d'avoir emprisonné la pensée. A maintes occasions, Illich révèle son profond idéalisme qui inspire cette vision réactionnaire de l'histoire de l'humanité.

La science devient porteuse du péché originel capitaliste. Il faut marquer le pas, voire revenir en arrière, abandonner la folle prétention de développer encore les techniques, l'industrie. Or c'est bien l'école qui fabrique les chercheurs, les ingénieurs, les techniciens et les enseignants... « Inexorablement, dit Illich, nous cultivons, produisons, scolarisons jusqu'à ce que le monde en meure ».

Ces idées - condamnation du

illich: l'école en procès

rationalisme, de la science, retour à la nature, au rêve — développées en partie aux Etats-Unis, traduisent le désarroi de certaines couches sociales, principalement intellectuelles, devant les contradictions actuelles des sociétés capitalistes les plus développées. La seule originalité d'Illich est de lier la critique de la science, instrument d'asservissement, de perdition, à celle de l'institution, instrument d'oppression, et de faire jouer les premiers rôles à l'école. Il arrive qu'Illich mette en cause le capitalisme, mais sans jamais préciser l'analyse et en ignorant les notions de classe sociale, de lutte de classes, d'Etat (au sens marxiste).

Ce qui est en cause pour les marxistes révolutionnaires, c'est la subordination des progrès scientifiques et techniques aux finalités du capitalisme, l'accumulation des profits. On assiste à un phénomène complexe, le progrès scientifique et technique peut être utilisé comme moyen de renforcer l'exploitation et la répression, comme instrument d'embrigadement idéologique. En même temps, ce progrès contribue à créer les conditions sur lesquelles peut s'édifier un monde nouveau (voir à ce sujet le Manifeste de la Ligue Communiste p. 18...)

En ce qui concerne l'analyse du rôle de l'école, trois erreurs principales méritent d'être relevées. (Sans considérer la question des coûts de l'éducation).

Illich attribue à l'école le rôle dirigeant dans le fonctionnement de la société. L'école est la grande force idéologique qui préside aux destinées du monde. Ce n'est pas l'école qui est à l'image de la société, c'est la société qui est à l'image de l'école. Cette affirmation centrale lui permet d'affirmer qu'il est nécessaire et possible de détruire l'école.

Et ainsi d'engager le processus de transformation révolutionnaire de la société. Illich s'en prend aux analyses (qu'il qualifie de néo-marxistes) qui oublieraient que l'école est la principale industrie, l'industrie motrice. Pour lui, l'école a cessé d'être une simple superstructure.

Certes l'analyse mécaniste qui considère l'école — superstructure — comme un simple reflet, échoue à rendre compte des relations complexes qu'elle entretient avec l'ensemble des réalités économiques, sociales, culturelles, idéologiques. Toutefois, si l'école dispose d'une relative autonomie, elle reste subordonnée aux objectifs de la classe dominante. L'école et les maîtres d'école ne dirigent pas le monde.

Pour Illich, l'école n'a qu'une fonction idéologique. Elle joue exactement le rôle que jouait l'église au moyen-âge. L'idéologie transmise par l'école conduit l'humanité à sa perte ; de là il est urgent de détruire l'école.

Il est vrai que la fonction idéologique de l'école est souvent sous-estimée. Cependant, les rapports entre science, savoir et idéologie ne sont pas aussi simples. L'école transmet aussi des connaissances. Illich est victime de l'« illusion éducative ». Si en effet l'école, instrument idéologique, détermine le fonctionnement de la société, la destruction de l'institution et de l'idéologie scolaire ouvre le champ à l'épanouissement d'une idéologie nouvelle qui permettra de façonner une nouvelle société. Ainsi, il est possible de changer radicalement l'éducation. C'est la tâche prioritaire, et la seule qui soit réellement révolutionnaire. Illich explique que la mo-

narchie d'ancien régime n'a pu être vaincue qu'après la mise en cause de l'église. On retrouve là l'idéalisme d'Illich qui nourrit ses « illusions pédagogiques ». Il sera facile de le montrer en analysant les propositions concrètes d'Illich.

Si l'analyse d'Illich est mal orientée, elle attire cependant l'attention sur certains aspects de la réalité scolaire souvent masquée. L'analyse marxiste rigoureuse de l'institution scolaire conduit à mettre l'accent sur trois points :

- l'école est subordonnée à la classe dominante, soit directement (école patronale), soit par le biais de l'église, soit par le biais de l'Etat. (Les marxistes révolutionnaires ne sont d'ailleurs pas indifférents à la forme que prend cette domination.

- l'école, d'une façon générale, est au service de la classe dirigeante, par sa fonction idéologique, par son rôle de la formation de la main-d'œuvre adaptée à la division technique et à la division sociale du travail, par sa contribution à la reproduction des classes sociales. (L'école toutefois ne fonctionne pas de cette façon sans problèmes, ni sans contribuer à créer des problèmes).

- l'école n'est pas seulement subordonnée ; elle n'est pas seulement « au service de ». Elle est profondément adaptée (et adaptable par transformation) au fonctionnement d'ensemble de la société capitaliste, où la transmission du savoir est conçue comme activité séparée. Dans le système capitaliste en effet, les relations entre les hommes sont choquées. Elles sont médiées par l'échange de marchandises et par le travail devenu marchandise. Le savoir lui-même se transforme en marchandise. La remise en cause radica-

le de l'école capitaliste (et non des sciences et du savoir) est fondée, tout comme est fondée la remise en cause radicale des formes capitalistes d'organisation du travail. La comparaison entre l'école capitaliste et l'entreprise capitaliste est particulièrement éclairante, même si cette comparaison a de toute évidence ses limites. Les contradictions sont à l'œuvre dans un cas comme dans l'autre. La crise traduit précisément l'approfondissement de ces contradictions. L'objectif n'est ni l'aménagement, ni la destruction mais la transformation révolutionnaire.

UN PROCES DANGEREUX

Illich ne détruit le mythe de l'école libératrice que pour lui substituer le mythe de l'éducation libératrice. Il propose de remplacer immédiatement l'école par 4 réseaux du savoir.

Un premier service serait chargé de mettre à la disposition du public les « objectifs éducatifs », dans les bibliothèques, les laboratoires, les salles d'exposition. Il faudrait aussi ouvrir les usines, les aéroports, les fermes à toutes les personnes désirant les connaître. Et tous les objets fabriqués par l'industrie devraient être éducatifs, c'est-à-dire faciles à étudier. C'est l'auto-instruction.

Un deuxième service se charge de l'instruction proprement dite. C'est un système d'échange, de connaissance permettant à ceux qui désirent transmettre une certaine connaissance et à ceux qui désirent recevoir une connaissance spécifique (lire, écrire, taper à la machine, etc...) de se réunir. Celui qui possède un talent sert en quelque sorte de modèle. Illich reconnaît que pour un

illich: l'école en procès

grand nombre de techniques et de connaissances largement répandues, la démonstration par un instructeur représente la meilleure façon d'apprendre.

Un troisième service faciliterait les rencontres entre « pairs ». Véritable réseau de communications, il enregistrerait la liste des désirs en matière d'éducation de ceux qui s'adresseraient à lui pour trouver un compagnon de travail ou de recherche. C'est « l'appariement des égaux ». Le cadre n'est plus celui de l'apprentissage ; le regroupement s'opère autour de thèmes posant les problèmes de valeur.

Le quatrième service consisterait en un groupe d'éducateurs mis à la disposition des citoyens qui pourraient trouver en eux un maître temporaire sans risquer de tomber dans les habituels schémas de dépendance. Illich fait l'apologie des rapports entre maîtres et disciples. Il cite Aristote qui en parlait comme une sorte d'amitié « où un rapport moral s'établit, sans que des conditions précises soient fixées. Ce sont des dons mutuels que l'on se fait comme entre amis. Thomas d'Aquin dit de cette sorte d'enseignement qu'il représente un acte d'amour et de miséricorde ».

Ces propositions, énoncées non sans tâtonnements montrent clairement dans quelle impasse est conduit le visionnaire idéaliste. Certaines propositions sont tout simplement réactionnaires. Illich affirme que l'enfant a découvert dès son plus jeune âge le langage sans qu'il lui fût enseigné. Contre-vérité manifeste. Ailleurs, il critique les écoles parce qu'elles répugnent à la vieille méthode basée sur la répétition (apprentissage de la table de mul-

tiplication). Il propose le retour aux maîtres à penser et reste victime du modèle de l'Université médiévale. Illich développe la conception tout à fait élitiste de l'éducation qui se réduirait à l'échange d'idées.

Illich oublie tout simplement que la société est divisée en classes sociales. Des millions d'enfants seraient réduits à découvrir seuls le langage et les connaissances élémentaires tandis que quelques élus s'adonneraient à l'exercice de la pensée. Qui contrôlerait les banques de « connaissances », les machines du service numéro un ? Qui permettrait de transformer les usines en lieux d'éducation ? Illich propose de confier l'apprentissage aux employeurs et leur équipe qui formerait l'encadrement. Pour ce faire, il s'appuie sur un des commentaires du programme de Gotha par Marx. Marx considérait que le fait de combiner le bonheur, le travail productif avec l'instruction est un des plus puissants moyens de transformation de la société actuelle. Mais, dans le même paragraphe, Marx affirme qu'une interdiction générale du travail des enfants est incompatible avec l'existence même de la grande industrie, ce qui n'est plus vrai. Et surtout, Marx, qui attache une grande importance éducative au travail productif, exigeait des garanties de la part des employeurs. Et les propositions d'Illich n'aboutissent pas à la disparition des enseignants (ce qu'on attendrait dans sa logique), mais à la transformation de leur rôle en celui de gardiens de musée et de matériel, ou de moniteurs ballottés au gré de l'offre et de la demande, ou de maîtres à penser rémunérés par leurs disciples.

Le réformisme, en particulier quand il se fonde sur une vision idéaliste de la société, est « naturellement » récupéré par la classe dominante. Cependant Illich dénonce certaines tares congénitales de l'Ecole. Il échoue dans sa proposition d'apporter de véritables remèdes à la crise de l'éducation parce qu'il échoue à saisir les racines fondamentales de cette crise.

Illich est un homme d'exception. Il a une vision de l'éducation qui est à la fois radicale et humaniste. Il a le courage de remettre en question les fondements mêmes de la société industrielle. Mais, dans son idéalisme, il oublie que la société est divisée en classes sociales. Ses propositions sont donc vouées à l'échec. Il faut une révolution sociale pour transformer l'éducation en un acte d'amour et de miséricorde. Il faut une révolution sociale pour transformer l'éducation en un acte de résistance. Il faut une révolution sociale pour transformer l'éducation en un acte de libération. Il faut une révolution sociale pour transformer l'éducation en un acte de création. Il faut une révolution sociale pour transformer l'éducation en un acte de vie.

Illich est un homme d'exception. Il a une vision de l'éducation qui est à la fois radicale et humaniste. Il a le courage de remettre en question les fondements mêmes de la société industrielle. Mais, dans son idéalisme, il oublie que la société est divisée en classes sociales. Ses propositions sont donc vouées à l'échec. Il faut une révolution sociale pour transformer l'éducation en un acte d'amour et de miséricorde. Il faut une révolution sociale pour transformer l'éducation en un acte de résistance. Il faut une révolution sociale pour transformer l'éducation en un acte de libération. Il faut une révolution sociale pour transformer l'éducation en un acte de création. Il faut une révolution sociale pour transformer l'éducation en un acte de vie.

Débats du premier Congrès de la Ligue communiste,

construire le Parti, construire l'Internationale :

6/7. Théorie et système d'organisation	3,00 F
8/9. De l'internationalisme à l'Internationale	3,00 F
10/11. Dialectique des secteurs d'intervention	5,00 F
12. Le deuxième souffle (problèmes du mouvement étudiant)	(épuisé)
13. Pédagogie et crise de la bourgeoisie	(épuisé)
14. Vietnam, Laos, Cambodge, même combat	(épuisé)
15. Proche-Orient : de la résistance palestinienne à la révolution socialiste	3,00 F
Spécial - Le « complot trotskyste en Tchécoslovaquie »	2,00 F
NOUVELLE SERIE INTERNATIONALE	
1. U.R.S.S. et pays de l'Est : socialisme ou capitalisme ?	(épuisé)
2. Réformisme militaire et lutte armée en Amérique latine	4,00 F
3. Pologne : le crépuscule des bureaucrates	2,00 F
4. La seconde guerre d'Indochine. 15 ans de guerre révolutionnaire	2,00 F

Cahiers de la IV^e Internationale

1. La guerre d'Espagne, 1936-39 (témoignage d'un combattant trotskyste dans les brigades internationales)	3,00 F
2. Sur la révolution cubaine	4,00 F

Classiques Rouges

1. Trotsky : La révolution permanente en Russie	2,00 F
2. Trotsky : Nature de l'Etat soviétique	2,00 F
3. Crosse en l'air ! (le mouvement ouvrier et l'armée 1900-14)	2,00 F
4. Trotsky : Classe ouvrière, parti et syndicat	2,00 F
5. L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV ^e Internationale (programme de transition)	2,00 F
6. L'ennemi est dans notre pays (l'antimilitarisme révolutionnaire après 1918)	2,00 F
7. Léon Trotsky : Les leçons d'Octobre	3,00 F
8. Lénine et Trotsky sur la Commune de Paris	3,00 F
9. Lénine contre Staline	3,00 F

Modalités d'envoi

Envoyer toute commande avec chèque bancaire ou mandat-lettre, joindre 10 % pour frais d'envoi
à : ROUGE, 10, Impasse Guéménée, PARIS-4^e - C.C.P. ROUGE 2504388 PARIS.

ABONNEMENTS

IV^e INTERNATIONALE

FRANCE	Ouvert	12 Nos	50 F
		6 Nos	25 F
	Fermé	12 Nos	80 F
		6 Nos	45 F
ETRANGER	Ouvert	12 Nos	55 F
		6 Nos	30 F
	Fermé	12 Nos	110 F
		6 Nos	55 F

AVION : Ecrire à l'adresse de la Revue.

ROUGE

France	Sous pli ouvert	Sous pli fermé
50 numéros	65 F	130 F
25 numéros	33 F	66 F
Etranger		
50 numéros	80 F	160 F
25 numéros	40 F	80 F

par avion, écrire au journal

ROUGE ET REVUE IV^e INTERNATIONALE

France	Ouvert	Fermé	Etranger	Ouvert	Fermé
50 numéros + 12 revues	100 F au lieu de 115	190 F au lieu de 210	50 numéros + 12 revues	120 F au lieu de 135	250 F au lieu de 270
25 numéros + 6 revues	50 F au lieu de 58	100 F au lieu de 111	25 numéros + 6 revues	65 F au lieu de 70	125 F au lieu de 135

par avion, écrire au journal

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

10, Impasse Guéménée, Paris-4^e.

Un certain Lénine, révolutionnaire de profession, découvrait, il y a quelque 70 ans, que la presse révolutionnaire constituait le « Fil à plomb » indispensable aux révolutionnaires dans leur militantisme quotidien pour construire l'instrument de la révolution... Nous ne pouvons que souscrire à cet avis... La lecture des journaux que nous présentons ci-dessous est indispensable pour connaître l'activité des marxistes-révolutionnaires européens, leurs analyses politiques et la vie de la 4^e Internationale. Abonnez-vous, c'est un geste militant utile pour vous, indispensable pour la vie de nos organisations !

la brèche
organe bimensuel de la ligue marxiste révolutionnaire

Casse postale
1.000 - Lausanne,
20 Sévelin (Suisse).

la gauche

Hebdomadaire de la
Ligue Révolutionnaire des Travailleurs
(Section belge de la IV^e Internationale)

Rue Nothomb 44,
1040 Bruxelles
(Belgique).